

SÉNAT DE BELGIQUE

RÉUNION DU 22 MAI 1928

Rapport de la Commission des Finances, chargée de l'examen du Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1928.

(Voir les n^{os} 5-XIV et 116 du Sénat.)

Présents : MM. LAFONTAINE, président; DE CLERCQ, DELANNOY, le baron DE MÉVIUS, FRANÇOIS, MOYERSOEN, PIERLOT et VAN OVERBERGH, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Dans son ensemble, la situation reste favorable.

La confiance domine aux quatre points cardinaux de notre horizon financier.

1. Notre *devise* se maintient sans peine au point d'importation de l'or; dans sa nouvelle parité elle a fait prime, au cours de l'année écoulée, sur la plupart des autres monnaies.

La Banque Nationale n'a cessé de fortifier son encaisse. Le stock d'or métallique est passé de 2,796 millions (28 octobre 1926) à 3,419 millions (27 octobre 1927) et à 3,756 millions (29 mars 1928) : il s'est donc accru d'un milliard. A la date du 3 mai dernier, notre circulation était gagée à concurrence de 72 p. c. par l'ensemble de l'encaisse-or, des disponibilités-or de l'encaisse et des autres avoirs divers de la Banque à l'étranger; ce pourcentage s'établit à 68 p. c. si l'on tient compte de tous les engagements à vue (billets et comptes courants).

Le taux officiel de l'escompte qui était de 7 p. c. il y a dix-sept mois, a pu être ramené par étapes successives et sans réaction à 4 1/2 p. c.

Il est vrai que, malgré le mouvement mensuel de 22 milliards de chèques postaux et de 36 milliards de compensations, notre circulation fiduciaire, qui était de 9 1/2 milliards il y a un an, est montée à 10 1/2 milliards à la fin de 1927, s'y maintient et tend à s'accroître encore. Il convient d'y ajouter encore 757 millions de petites coupures de 5 et 20 francs.

2. Notre *Budget* est en équilibre. Pour 1928, les rentrées d'impôts sont largement supérieures aux prévisions; certaines plus-values atteignent des chiffres records; c'est ainsi que les recettes du service de l'enregistrement, opérées pendant le premier trimestre de 1928, ont franchi le milliard : elles dépassent de 200 millions les prévisions, soit 24 p. c. Le plan Dawes continue d'être appliqué et les réparations rentrent sans difficulté.

Bien que la Dette publique ait pu être ramenée de 59 milliards (1926) à 56.8 milliards en 1927 et à 55.4 milliards en 1928 et que notre dette extérieure à court et à moyen

terme ait disparu, il reste que notre consolidé extérieur se tient au chiffre effrayant de 28 milliards, dépassant de 6 milliards notre consolidé intérieur.

Pourvu que le Gouvernement et le Parlement s'en tiennent à une politique mesurée en matière de dépenses complémentaires, d'ajustements et de dégrèvements, l'équilibre budgétaire est assuré.

3. La *Trésorerie* n'a jamais connu une situation plus brillante. Il a été possible de constituer à la Banque Nationale une espèce de « Réserve de Trésorerie » pour le service des fonds de tiers dont l'Etat est le détenteur. Les dépôts de chèques postaux ont ainsi été dotés d'une garantie spéciale de premier ordre. A l'heure actuelle, on pourrait rembourser tous les chèques postaux à tout moment et sans la moindre gêne pour le Trésor.

L'Etat dispose aussi maintenant d'une couverture spéciale de 300 millions pour les billets de 5 et de 20 francs.

Il a pu payer plus de 500 millions de Bons de dette flottante, qui lui seront remboursés par le Fonds d'amortissement au fur et à mesure des possibilités.

Enfin, il dispose d'un fonds de roulement considérable, placé en grande partie en devises-or, et capable de satisfaire à tous les besoins et aux imprévus.

4. Notre *balance des comptes* s'améliore de mois en mois, d'après tous les indices qu'il est possible de contrôler.

Notre *balance du commerce* est de plus en plus favorable. Comparativement aux importations, nos exportations de 1927 représentent, en valeur, 91.2 p. c., soit une amélioration de 4.5 p. c. sur 1926. L'exportation des produits fabriqués atteignit, en 1927, 2.2 milliards francs-or, soit une augmentation de 371 millions-or sur 1926.

A la fin du premier trimestre 1928, nos exportations atteignaient 91.8 p. c. des importations, tandis qu'à la fin du premier trimestre 1927, elles ne parvenaient qu'à 84 p. c. et en 1926 à 77 p. c.

Pour la première fois, au cours de 1927, notre exportation, dans les pays lointains, gagne du terrain sur notre exportation dans les pays limitrophes. Au lieu de 68 p. c. nos grands voisins immédiats n'en absorbent plus que 57 p. c.

Les quatre indices principaux de la situation financière sont donc favorables. Jusqu'ici nous n'avons pas eu la crise économique qu'on prétendait être la suite fatale de la stabilisation.

La Belgique poursuit donc sa convalescence. Elle est en marche vers la santé, pourvu qu'elle suive les prescriptions d'un régime dicté par la nature même des choses et pourvu qu'elle ne néglige pas de tenir compte des points sombres qui grandissent à l'horizon et qui pourraient provoquer quelque rechute.

Ces points sombres sont la spéculation boursière morbide, l'exagération des émissions, la situation pénible de notre crédit public à l'intérieur, la charge excessive de certains impôts et les multiples difficultés de notre réadaptation économique.

1. *La spéculation boursière morbide*, cette fièvre qui contamine de jour en jour davantage les couches de plus en plus profondes de la population, constitue une menace grandissante. Les variations des changes avant la stabilisation, la dévaluation des fonds publics et l'adaptation haussière des actions après la stabilisation, ont créé chez un nombre considérable de travailleurs de tous les niveaux sociaux, une habitude de gains faciles qui peu à peu ont produit une mentalité de joueur, qui à son tour, dégénère en témérités devant mener tôt ou tard aux désillusions amères, sinon à la catastrophe. Ce point sombre grandit.

2. *Les émissions*, tant celles des sociétés nouvelles que celles provenant des augmentations de capital, sont en croissance énorme. En 1925, elles se chiffraient par 200 millions par mois; en 1927, elles furent de l'ordre de 500 millions; à en juger par le premier trimestre de cette année, 1928 verra le record de 800 à 900 millions par mois.

Si l'on ajoute à ces émissions les capitaux nouveaux investis dans les entreprises qui ne sont pas des sociétés, et puis ceux qui se placent en immeubles et en achats de valeurs étrangères (notamment, en ce moment, en France), on arrive à une somme tellement élevée qu'il paraît de plus en plus difficile à notre économie nationale et à son épargne de supporter longtemps un poids pareil sans fléchir.

3. Et pendant ce temps, *nos vieilles rentes* ne font guère figure sur le marché des valeurs, où les actions montent à des hauteurs que beaucoup d'entreprises auront peine à rémunérer convenablement. Notre rente 3 p. c. se maintient péniblement aux cours de 65-67, soit entre 9 et 10 francs-or. Et ce, malgré la campagne menée périodiquement en faveur des placements de cette espèce, malgré les achats réguliers du Fonds d'amortissement, malgré les placements considérables dans nos établissements publics, malgré le Fonds spécial de la Banque Nationale, institué le 25 janvier dernier et doté, dans ce but et jusqu'à ce jour, de plus de 100 millions.

La situation pénible de notre 3 p. c. révèle celle de notre crédit public à l'intérieur. Cette situation ne peut perdurer sans danger, car, tôt ou tard il faudra recourir de nouveau à l'emprunt intérieur, soit pour les travaux productifs, soit pour les conversions qui vont s'imposer.

4. *La charge de nos impôts*, qui est montée de 7 à 15 p. c., commence à peser plus lourdement sur nos industries et spécialement sur nos industries d'exportation à mesure que décroît l'avantage monétaire qu'avait donné momentanément à nos producteurs la stabilisation à 175. Les taxes d'exportation notamment, apparaissent comme une entrave totalement injustifiée et qui doivent disparaître au plus tôt. Et puis, il y a aussi les taxes spéciales qui frappent nos industries mères, l'agriculture et le charbon, et qui se répercutent sur toute l'économie nationale.

5. Enfin, parmi les points sombres se détachent, avec un relief puissant, les difficultés qui résultent de la *réadaptation économique*, non encore terminée. Même dans les industries les plus prospères, il y a des menaces de conflits de salaire et des nécessités d'ajustements. L'index n'est pas encore stabilisé. Nos prix de revient n'ont pas atteint leur limite normale.

De l'examen de ces constatations et de la situation générale découlent les cinq directives essentielles de notre politique financière :

En matière budgétaire, maintenir à tout prix un large équilibre et une puissante trésorerie, assurée par une réserve bien fournie.

Pour la Dette publique, poursuivre sans arrêt l'amortissement de la dette à court et à moyen terme proprement dite et ne plus en créer sous aucun prétexte ni sous aucune forme, ni directement ni indirectement : c'est la leçon principale de la crise monétaire; renoncer à toute augmentation de la dette consolidée et sans plus tarder préparer les voies à la conversion d'une partie de notre consolidé extérieur; à ce sujet, la Commission renouvelle son argumentation de l'année dernière, dont il n'a pas été tenu compte jusqu'ici : « Dès à présent, la baisse du taux de l'argent permet d'envisager dans un avenir plus ou moins rapproché, la possibilité de convertir

certaines de nos emprunts extérieurs. Ces emprunts sont, pour la plupart, contractés pour un terme de vingt-cinq ans, ce qui écrase la génération actuelle déjà si éprouvée par la guerre; il ne serait que juste de répartir ce poids sur un plus grand nombre d'années. »

La troisième directive, c'est d'achever l'œuvre des réajustements imposés par l'équité et le crédit public. « Parmi les ajustements qu'impose la stabilisation, disait le Rapport de 1927, celui des rentes et surtout des consolidés d'avant-guerre est un de ceux qui appellent l'attention spéciale de l'État, du seul point de vue de son crédit. » L'objection gouvernementale du manque de ressources est réfutée par les plus-values des impôts.

La quatrième directive est complexe. Elle peut se formuler ainsi : adopter une politique fiscale orientée vers la simplification de la perception, vers une adaptation des taux à la dévaluation monétaire, notamment en matière de taxe professionnelle et de succession, vers la réforme de la fiscalité provinciale et communale, vers les dégrèvements en matière industrielle et surtout pour taxes à l'exportation, vers la diminution des formalités en matière de fusions d'entreprises. Les travaux préparatoires des diverses Commissions compétentes sont terminés. Il importe de dresser un plan général d'action qui puisse entrer en vigueur au plus tard en 1929. Il va sans dire que les dégrèvements ne pourront être réalisés que dans la mesure que permettront les réformes sociales et militaires.

Enfin, la Commission des finances qui n'a cessé de préconiser une politique énergique en faveur de notre exportation, qui est en dernière analyse la condition essentielle de notre production, base de notre édifice financier, insiste à nouveau pour que rien ne soit négligé pour pousser nos efforts au maximum de rendement. Nous allons devoir lutter, en beaucoup de domaines industriels, contre la concurrence mondiale, sans avantage monétaire. C'est le moment de mettre en ligne tous nos moyens : et la disparition des entraves fiscales, et la diminution du taux de nos crédits à moyen et à long terme, et la création tant retardée de notre assurance-crédit, et l'exécution rapide de notre plan de pénétration systématique dans les pays lointains, et le soutien plus énergique que jamais de notre commerce à l'extérieur, et l'amélioration de notre personnel d'ambassadeurs, de consuls et d'attachés commerciaux, et l'unification des divers services ministériels de l'industrie et du commerce, encore toujours épars et presque sans lien entre les divers départements. Notre pays est un des seuls pays exportateurs qui n'ait pas encore un Ministère du commerce. Quand on constate les résultats obtenus par les Ministres du commerce dans les nations voisines et surtout aux Etats-Unis d'Amérique, on ne peut que souhaiter, avec notre Comité du commerce extérieur, que la Belgique comble au plus tôt cette lacune.

A mesure que nos positions monétaires et financières se consolident et s'améliorent, l'intérêt principal de la Nation se concentre de jour en jour davantage sur notre développement économique, conditionné par une exportation plus grande, plus lointaine et répandue sur un nombre de plus en plus considérable de pays.

VUE GÉNÉRALE DU BUDGET DES FINANCES.

Le projet de budget pour 1928 s'élève, y compris les amendements déposés, à 273,067,667 francs qui se décomposent ainsi :

Dépenses ordinaires : 267,323,707 francs.

Dépenses exceptionnelles : 5,743,960 francs.

Il y a donc une augmentation de fr. 7,752,875-50 sur le budget de 1927, soit une augmentation de 10,749,758 francs aux dépenses ordinaires et une diminution de fr. 2,996,882-50 aux dépenses exceptionnelles.

Il convient de prévoir pour la péréquation, une augmentation aux dépenses ordinaires de 30,520,445 francs, et aux dépenses exceptionnelles de 158,300 francs.

De sorte que finalement le budget pour 1928 s'élèvera à 303,746,412 francs.

ADMINISTRATION CENTRALE.

I. — Le budget de l'Administration centrale est de 24,909,078 francs, soit une augmentation de 1,029,447 francs, sans compter le crédit supplémentaire de 2,628,000 francs qui sera demandé pour faire face aux dépenses de la péréquation.

Personnel. — L'effectif de carrière de l'Administration centrale du Ministère des Finances, du Cabinet du Ministre et du Cabinet du Premier Ministre est de 708 agents. Le personnel temporaire, qui était de 206 unités en 1927, est réduit à 174.

II. — *Le service du budget.* — La Commission a demandé au Ministre quelle était la balance provisoire des recettes et des dépenses budgétaires de l'exercice 1926 et de l'exercice 1927; elle a obtenu les renseignements suivants :

EXERCICE 1926.

La balance provisoire des recettes et des dépenses budgétaires propres à l'exercice 1926, abstraction faite du produit des emprunts et du produit de la réévaluation de l'encaisse de la Banque Nationale de Belgique, solde par un déficit de fr. 78,622,807-85.

BUDGET	RECETTES	DÉPENSES	EXCÉDENT	
			DES RECETTES	DES DÉPENSES
Ordinaire.	6,942,002,593 71	5,983,416,625 42	958,585,968 29	—
Extraordinaire :				
a) Proprement dit	134,389,037 29	1,024,904,106 41	—	890,515,069 12
b) Recettes et dépenses de réparation .	382,623,029 68	275,406,631 46	107,216,392 22	—
Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique :				
a) Ordinaire	1,929,527,529 39	1,893,983,879 77	35,543,649 62	—
b) Extraordinaire	615,277 17	290,069,032 03	—	289,453,754 86
	9,389,157,467 24	9,467,780,275 09	1,101,346,016 13	1,179,968,823 98

Excédent des dépenses : fr. 78,622,807-85.

A pareille date, l'an dernier, le solde de la balance provisoire de l'exercice 1925 se réduisait à fr. 396,869,045-04 de déficit.

En 1928, donc le déficit probable pour 1926, se réduit à 78 1/2 millions.

Cependant, notre rapport de l'année 1927 espérait un excédent de fr. 216,306,665-87. Il en résulte que la situation de l'exercice 1926 présente, comparativement à nos conclusions de l'an dernier, un accroissement de charges de fr. 294,929,473-72, s'établissant comme il suit :

Budget ordinaire.

Les recettes ordinaires présentent sur les premières évaluations une moins-value de fr. 101,006,649-91, dont 128 millions pour les impôts, compensés à concurrence de 29 millions par une plus-value au chapitre des capitaux et revenus.

Les recettes exceptionnelles accusent une moins-value de fr. 4,362,282-89, et les recettes compensatoires une moins-value de fr. 89,476,349-23.

Soit un total de fr. 194,845,282-03.

Les dépenses ordinaires et exceptionnelles sont en diminution de fr. 6,867,858-67 sur les premières évaluations (compte tenu d'un groupe de dépenses de fr. 798,195,330-15 transféré de l'ordinaire à l'extraordinaire après l'envoi des premiers chiffres).

Donc, augmentation des charges de fr. 187,977,423-36.

Budget extraordinaire proprement dit.

Les recettes sont en diminution de fr. 105,708,810 »

Les dépenses, abstraction faite du transfert mentionné ci-dessus, sont en diminution de 39,465,870 59

Soit un accroissement de charges de . . . fr. 66,242,939 41

Budget des réparations.

Les recettes sont en diminution de fr. 71,484,292 39

Par contre, les dépenses sont en augmentation de 36,669,126 94

Soit un accroissement de charges de . . . fr. 108,153,419 33

Budget des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique.

Les recettes ordinaires et extraordinaires présentent, sur les premières évaluations une plus-value de fr. 6,695,581-08.

Les dépenses ordinaires et extraordinaires sont en diminution de fr. 60,748,727-30.

Donc, une diminution de charges de fr. 67,444,308-38.

En résumé, une augmentation totale de charges de fr. 294,929,473-72.

EXERCICE 1927 (en cours).

D'après les prévisions actuelles, la balance des recettes et des dépenses budgétaires *propres* à l'exercice 1927, abstraction faite du produit des emprunts consolidés autres que le produit des titres 5 p. c. de 1925 émis en paiement des dommages de guerre, solde par un boni de fr. 1,172,528,060-53.

BUDGET	RECETTES	DÉPENSES	EXCÉDENT	
			DES RECETTES	DES DÉPENSES
Ordinaire.	9,155,240,445 99	7,766,899,499 72	1,388,340,946 27	—
Extraordinaire :				
a) Proprement dit	103,828,130 01 ⁽¹⁾	390,189,817 50	—	286,361,687 49
b) Recettes et dépenses de réparation	830,743,186 40 ⁽²⁾	577,002,989 58	253,740,196 82	—
Administrations de la Marine, des Postes, des Télégraphes, Téléphones et Aéronautique :				
a) Ordinaire	615,612,814 98	639,701,903 47	—	24,089,088 49
b) Extraordinaire	497,609 05	159,599,915 63	—	159,102,306 58
Fr.	10,705,922,186 43	9,533,394,125 90	1,642,081,143 09	469,553,082 56

Excédent des recettes : 1,172,528,060-53

Deux remarques s'imposent :

1. Si l'on voulait se livrer à un travail de rapprochement des situations budgétaires des exercices 1926 et 1927, il faudrait tenir compte des remarques suivantes relatives aux dépenses de réparation.

A première vue, les dépenses de 1927 seraient en augmentation considérable sur celles de 1926 (577 millions contre 275 millions). Ce serait une erreur. Dans la situation de 1926, il a été fait abstraction de tous les produits d'emprunts, y compris par conséquent le produit des titres émis en paiement des dommages de guerre (279 millions); pour ne pas fausser la balance budgétaire, il a paru logique à l'Administration de faire abstraction également, dans les dépenses de réparation, d'une somme équivalente représentant le montant des dommages de guerre payés en titres.

A partir de 1927, il a été décidé de faire figurer en recettes le produit des titres en question. Par voie de conséquence, on a fait figurer parmi les dépenses de réparation, le montant des dommages payés en titres.

2. Interrogé sur la question de savoir si le boni probable de 1927 comprenait ou non toutes les dépenses du Fonds d'amortissement, l'Administration a répondu :

La situation du budget de l'exercice 1927 fait ressortir un boni probable de fr. 1,172,528,060-53. Telle se présente bien, *dans le cadre budgétaire* et d'après les

(1) Non compris le produit d'emprunts consolidés.

(2) Y compris le produit des titres à émettre en paiement des dommages de guerre.

prévisions actuelles, la situation de cette exercice. Mais si l'on veut tenir compte de la Dotation extraordinaire du Fonds d'amortissement de la Dette publique — faire en somme un compte de Trésorerie — il y a lieu de considérer d'une part, que les recettes budgétaires comprennent une somme de fr. 1,656,966,476-71 à attribuer au Fonds d'amortissement du chef des suppléments temporaires d'impôts et de taxes (fr. 1,585,892,101-35) et du produit de l'aliénation extraordinaire d'immeubles (fr. 71,074,375 36); d'autre part, que *cette dotation extraordinaire de 1,656 millions n'est portée en dépense budgétaire* qu'à concurrence d'une somme de fr. 324,510,192-12 à titre d'amortissement extraordinaire d'obligations de l'Association nationale des Industriels et Commerçants pour la réparation des dommages de guerre, de remboursement partiel du solde des avances faites à l'Etat par la Banque Nationale en vue du retrait des monnaies allemandes, etc.

En sorte que la balance *nette* de l'exercice 1927 s'établit comme suit : Boni budgétaire, fr. 1,172,528,060-53. A déduire : Dotation extraordinaire du Fonds d'amortissement fr. 1,656,966,476-71 dont fr. 324,510,192-12 sont portés en dépense au compte de l'exercice 1927. *Excédent des dépenses* : fr. 159,928,224-06.

En ne considérant que le budget ordinaire, la balance solde, au contraire, par un boni net de fr. 84,448,844-92.

LE SERVICE DE LA MONNAIE.

En 1927, comme en 1926, la prescription de l'économie la plus stricte s'est opposée à toute innovation importante dans l'installation et pour l'outillage. On a dû se borner à perfectionner quelques détails du matériel existant et à rechercher une utilisation plus rationnelle et plus productive de la main-d'œuvre.

Le contrat d'entreprise actuel, en vigueur depuis 1922, a permis d'apporter de nombreuses réformes dans le travail de la confection des monnaies. Voici un exemple : les frais de fabrication proprement dits, c'est-à-dire les frais de travail des ateliers monétaires, calculés par 100 kilos de pièces produites, accusent, pour 1927, une augmentation de moins de 30 p. c. sur ceux de 1922; par contre, la différence du prix des métaux, qui a suivi la dépréciation de notre franc et contre laquelle aucune réaction n'était possible de la part de l'Administration, est de 184 p. c. pour le cuivre et de 268 p. c. pour le nickel.

Les ateliers ont produit, en 1927, 83,861,100 pièces, dont 47,287,000 pour la Belgique, 34,074,100 pour le Congo et 2,500,000 pour le Grand-Duché du Luxembourg. Ils ont frappé, en outre, 15,000 pièces de monnaies fictives d'un franc à l'usage des colonies de bienfaisance dépendant du Ministère de la Justice.

Le bénéfice d'émission des monnaies belges représente fr. 2,010,137-80 au profit du *Fonds de prévision* monétaire (loi du 17 mai 1886) et fr. 2,776,236-56 au profit du *Fonds spécial* (loi du 31 décembre 1921). Les redevances payées pour la frappe des monnaies congolaises sont de fr. 105,508-50. Enfin le Directeur de la fabrication a versé au Trésor fr. 36,794-54 à titre de redevances sur les frappes exécutées pour l'étranger.

De même que l'année précédente, le Budget a été désintéressé de toutes les dépenses afférentes à l'Administration des monnaies, telles que traitements du personnel, frais d'entretien, de chauffage et d'éclairage des locaux, fournitures de bureau et de laboratoire, etc., qui ont été remboursés par le Fonds de prévision monétaire à raison de fr. 329,498-14 pour le Budget du Ministère des Finances et de fr. 60,145-25 pour le Budget du Ministère des Travaux publics.

Le crédit ouvert par le Budget des Finances à l'Administration des monnaies pour 1927, était de 52,800 francs; un crédit supplémentaire de 3,000 francs a dû être demandé. A noter que les dépenses se montaient à 18,365 francs en 1913.

Les opérations de toute nature faites en 1927 ont été condensées dans un bilan commercial qui accusait un résultat favorable de 3,997,175 francs contre 1 million 928,196 francs en 1926.

Le projet de déplacement de l'Hôtel des Monnaies, préconisé par notre Commission des finances depuis deux ans, reste à l'étude et a donné lieu à de nombreux pourparlers. L'Administration se laisse arrêter par la difficulté de prévoir les besoins auxquels le nouvel établissement monétaire aurait à faire face à l'avenir, la question de l'avenir du monnayage des métaux précieux pouvant difficilement être prévue en ce moment. La question a son importance sans doute, mais prévoit-on le moment où elle pourra être résolue ? Sinon, pourquoi ne pas partir des besoins actuels avec, en surplus, une certaine marge de développement ? L'opération envisagée par la Commission du Sénat est, avant tout, de nature immobilière, et sous cet aspect elle sera sans aucun doute avantageuse pour le Trésor.

ADMINISTRATION DE LA TRÉSORERIE ET DE LA DETTE PUBLIQUE.

I. — Pour l'Administration dans les provinces, le crédit s'élève à 2,403,500 francs en augmentation de 35,750 francs, sans compter 168,000 francs de crédits supplémentaires qui seront demandés pour les dépenses de la péréquation.

Personnel. — La réduction du personnel de l'Administration centrale a été poursuivie avec continuité. Les chiffres suivants permettent de suivre l'évolution. Personnel de carrière : en 1926, 158 agents; en 1927, 151; en 1928, 149. Personnel auxiliaire : en 1926, 51; en 1927, 45; en 1928, 51. Personnel temporaire : en 1926, 128; en 1927, 116; en 1928, 86. Soit, pour le total : 337 en 1926, 312 en 1927, 286 en 1928.

Aucun agent nouveau n'a été recruté. Le personnel temporaire est licencié progressivement; il disparaîtra dans un délai assez rapproché, lorsque le retard dans la reddition des comptes et dans l'exécution des travaux relatifs à la dette au porteur sera comblé.

La diminution du nombre des agents temporaires, qui est de 30 d'après les renseignements ci-dessus, se chiffre en réalité par 40 si l'on tient compte de l'adjonction à la Trésorerie du Service belge des réparations (arrêté du 12 octobre 1927).

En somme, si l'on tient compte de tous ces éléments et de quelques autres de même nature, la diminution des effectifs au cours de l'année 1927 s'élève en réalité à 39 unités.

Le Service des Titres des dommages de guerre, dont la suppression était envisagée dans notre Rapport précédent, a cessé d'exister; les affaires qui restent ont été confiées à l'Office de liquidation des dommages de guerre.

Le personnel des services extérieurs comprend 31 agents du Trésor, 12 agents auxiliaires et 52 commis aux écritures. Aucun changement. Cependant l'effectif du personnel adjoint a été diminué en 1927 de 20 unités; ce résultat provient en

grande partie de l'utilisation de plus en plus grande du chèque et du virement postal en vue de payer les dépenses de l'Etat.

II. — *Comptes.* — La Trésorerie a remis à la Cour des Comptes le 24 décembre 1927, le compte définitif du budget de 1918. Celui du budget de 1919 sera rendu vers le mois d'août.

III. — *La Dette publique*, au 31 mars 1928, s'élevait à 55,401,200,416 (1) francs: 27 milliards de dette intérieure et 28.3 milliards de dette extérieure.

La dette consolidée se monte à 50,606,047,597 francs, dont 22.2 milliards de dette intérieure et 28.3 milliards de dette extérieure.

La dette à court et à moyen terme s'élève encore à 3,278,855,000 francs; toute cette dette est intérieure. Y sont compris les 1,730 millions encore dus à la Banque Nationale (marks allemands).

La dette à moins d'un an, toute intérieure aussi, se monte à 1,816,552,300 francs, dont 979 millions pour chèques postaux. Les autres dettes de cette espèce sont: 285.8 millions Bons du Trésor spéciaux remboursables par trimestrialités; 10 millions Bons du Trésor ordinaires (10 décembre 1928); 60.9 millions Bons 5 p. c., délivrés en échange de Bons de caisse interp. (10 décembre 1928 et 10 mars 1929); 180 millions avances de la Banque Nationale de Belgique (remboursement de la dette des marks); 300 millions, dotation des combattants.

IV. — *Politique de consolidation.* — En vertu de l'arrêté royal du 31 juillet 1926 réglant l'aménagement de la dette flottante, un capital nominal de 4,176 millions de francs de Bons du Trésor à six mois escomptés et de Bons du Trésor 5 p. c. à cinq ans ont été échangés contre des actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges.

D'autre part, la dette de l'Etat envers la Banque Nationale a été remboursée à concurrence de 3,229 millions de francs au moyen du produit de l'emprunt 7 p. c. de stabilisation de 100 millions de dollars, dont l'émission a été autorisée par l'arrêté royal du 20 octobre 1926.

Aucune entreprise de consolidation n'est en vue.

On s'est demandé comment avaient été menées les opérations d'émission de la première tranche d'actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges, limitées à 5 milliards par l'article 2 de la loi du 24 décembre 1927.

Voici comment se présentaient ces opérations au 31 décembre 1926, au 31 décembre 1927 et au 31 mars 1928:

	31 décembre 1926.	31 décembre 1927.	31 décembre 1928.
a) Emissions contre espèces.	579,738,000	808,921,500	808,921,500
b) Echanges contre Bons du Trésor	—	4,167,986,500	4,170,973,500
c) Provision pour les échanges prévus au b) .	4,200,000,000	3,759,500	772,500
d) Disponible.	220,262,000	19,332,500	19,332,500
	5,000,000,000	5,000,000,000	5,000,000,000

(1) Non compris l'avoir inscrit sur les livres de dotation des combattants.

Il résulte de ce tableau que les émissions contre espèces d'actions privilégiées par le Fonds d'amortissement de la Dette publique ont porté, en 1927, sur un capital de 229,183,500 francs.

Il en résulte qu'aucune émission n'a été faite postérieurement au 31 décembre 1927 et que les titres disponibles ne s'élèvent plus qu'à 19,332,500 francs.

Le Département des Finances prétend aussi que la réduction, en 1928, de la dotation extraordinaire du Fonds d'amortissement de 1,500 à 1,200 millions est réelle, puisque aucune ressource nouvelle n'est prévue du chef du placement contre espèces d'actions de la Société nationale.

Il est clair, d'ailleurs, qu'on ne peut confondre l'application du produit de ces émissions au rachat de la dette flottante, avec l'utilisation de la dotation extraordinaire du Fonds d'amortissement; l'emploi de la dotation extraordinaire, liquidée au moyen du boni budgétaire, réduit le chiffre de la Dette publique; l'utilisation du produit du placement contre espèces d'actions Chemins de fer représente uniquement une opération de consolidation de la dette flottante.

Des membres ont demandé sous quelle forme avait été prise la décision de mars 1927 à laquelle fait allusion le rapport du Conseil d'administration du Fonds d'amortissement et qui « limita définitivement » l'émission de la première tranche au capital nominal de cinq milliards de francs.

Cette décision a été communiquée le 8 mars 1927 sous la forme d'une lettre de l'Administration de la Trésorerie au Directeur général du Fonds d'amortissement, au nom du Ministre, lui signifiant l'accord avec lui « pour arrêter au maximum de 5 milliards le montant de la première émission des actions privilégiés de la Société nationale des Chemins de fer. La lettre du Directeur général, écrite au nom du Fonds d'amortissement, était accompagnée d'une note signalant qu'à cette date la tranche suisse était de 275 millions, la tranche hollandaise de 200 millions, la souscription publique en Belgique 79 millions, les placements en Bourse à 254 millions et la conversion des Bons du Trésor 4,171 millions.

Il résulte de ces documents que le maximum de l'émission a été atteint le 31 janvier 1927 et que la cession en Bourse, après clôture de la souscription publique, constitue la prolongation de cette émission qui n'avait rencontré qu'un succès médiocre. L'article 2 de la loi du 24 décembre 1927 a confirmé la clôture des opérations de la première émission.

Le Gouvernement déclare, au surplus, qu'il n'entre pas dans ses intentions d'émettre une deuxième tranche.

V. — *Politique d'amortissement.* — L'amortissement de la dette consolidée, du 1^{er} janvier 1926 au 31 mars 1928, représente 1,582 millions de francs, savoir : 613 millions de capital nominal pour les dettes intérieures; pour les dettes extérieures 969 millions, contre-valeur des devises.

Si l'on considère l'amortissement de la Dette publique pendant la même période, on constate les résultats suivants : dettes consolidées, 1,582 millions; dettes flottantes : 6,928 millions, dont 3,294 millions de dettes intérieures et 3,634 millions de dettes extérieures.

Des membres de la Commission ont demandé en vertu de quelles décisions le Fonds d'amortissement avait été chargé d'amortir la dette envers la Société nationale de Crédit à l'Industrie (855 millions), la dette dite des chevaux canadiens (163 millions), les fonds interprovinciaux (647 millions).

Le principe de la réponse se trouve dans l'article 6 de la loi organique du Fonds

d'amortissement, stipulant que l'emploi de la dotation annuelle extraordinaire est réglé suivant un plan arrêté par le Gouvernement sur la proposition du Conseil d'administration du Fonds. C'est par application de cette disposition que les trois dettes en question ont été incorporées dans le plan d'amortissement remanié lors de la réduction de la dotation extraordinaire de 1,500 à 1,200 millions.

L'Administration déclare que ces mesures ont été inspirées par le souci de procéder en premier lieu au remboursement des dettes dont l'extinction apparaît comme la plus urgente; c'est pourquoi, ajoute-t-elle, l'idée a été abandonnée, d'accord avec la Banque Nationale, de procéder à l'amortissement intégral de la dette de 2 milliards envers l'Institut d'émission endéans les quatre années pour lesquelles la dotation extraordinaire du Fonds d'amortissement a été prévue.

Le plan d'amortissement actuellement en vigueur règle l'emploi des fonds jusqu'au 31 décembre 1928. Il comprend, au titre de remboursements à la Banque Nationale, une somme de 30 millions pour le dernier trimestre 1927 et de 240 millions pour 1928. « Dans l'hypothèse, déclare le Ministre des Finances, où la dotation extraordinaire serait maintenue au même niveau et que les paiements à la Banque Nationale se poursuivraient suivant le même rythme jusqu'au 30 juin 1930, les ressources du Fonds d'amortissement seront suffisantes pour faire face à toutes les échéances de la dette flottante et consolidée et pour apurer le découvert envers le Trésor qui atteignait au 31 mars 1928, fr. 521,413,005-78. »

Un membre a posé la question suivante : « M. le Ministre se propose-t-il, à l'expiration des quatre années prévues, de prolonger l'existence du Fonds d'amortissement et des impôts extraordinaires ou compte-t-il décharger le Fonds de la dette qui restera lui incomber et à qui envisage-t-il de l'imputer ? »

Réponse : « Il y a lieu de remarquer que le Fonds d'amortissement remplace l'ancienne Caisse d'amortissement chargée du rachat de la dette consolidée. La mission du Fonds ne sera donc pas terminée au 30 juin 1930. Le Gouvernement n'a pas examiné jusqu'ici les mesures à prendre lorsque le remboursement de la dette flottante cessera d'incomber au Fonds d'amortissement. »

A propos de l'emploi du Fonds d'amortissement au rachat des rentes, le Gouvernement avait répondu l'an dernier à la Commission : « L'intérêt qu'offriraient des rachats de rente consolidée, en outre des obligations de l'amortissement ordinaire, n'est pas en vue ». Comme jusqu'au 31 mars 1928, aucun rachat semblable ne s'était produit à sa connaissance, la Commission, ayant renouvelé sa question, s'est vue adresser la réponse suivante : « Aucun fait nouveau n'est, en effet, à signaler; le Fonds d'amortissement continue à affecter sa dotation extraordinaire au remplacement de la dette flottante. »

VI. — *La liquidation du Fonds spécial d'amortissement* des avances pour retrait des monnaies allemandes a continué. Le capital nominal de 338,650 francs de valeurs belges a été réalisé au profit du budget extraordinaire de 1927 (350,000 fr.), comme les 54.4 millions antérieurs avaient été réalisés au profit du budget extraordinaire de 1926. Les 3,266,300 marks-or de valeurs allemandes (capital nominal) sont constitués uniquement par des titres repris aux communes et établissements publics des cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith, en échange d'inscriptions nominatives au Grand-Livre de la Dette publique à 5 p. c. Restauration Nationale. Leur revalorisation est sollicitée auprès des débiteurs au titre de la possession ancienne (12 1/2 p. c. du capital nominal en marks-or). Les marks-papier en dépôt à la Banque Nationale constituent un titre de créance de la Belgique envers l'Allemagne, que celle-ci n'a jamais contesté et que le Gouvernement belge

n'entend pas laisser prescrire, ainsi que l'a déclaré récemment encore au Sénat le Ministre des Affaires Etrangères.

A la question de savoir si, depuis la déclaration de M. Hymans au Sénat, un fait nouveau était à signaler, le Gouvernement répond : « Aucun fait nouveau ne s'est produit. »

VII. — *Le Fonds spécial de la Banque Nationale.* — Ce fonds spécial a été constitué à la Banque Nationale, à la suite de l'accord du 25 janvier 1928 entre l'Etat et la Banque.

Cet accord fut conclu à la suite d'une proposition du Fonds d'amortissement comportant, pour l'année 1928, un remboursement de 20 millions par mois à la Banque Nationale et, en outre, d'une somme de 30 millions déjà réservée sur l'exercice 1927.

Ces paiements forment un Fonds spécial, utilisé par la Banque, sous le contrôle du Commissaire du Gouvernement. Les ressources seront affectées à l'achat d'obligations directes ou indirectes de l'Etat belge ou, si le marché des rentes ne comportait pas pareils achats, à l'acquisition d'effets de commerce belges ou étrangers. Les revenus des valeurs accroîtront au Fonds spécial. Il n'est pas dérogé à l'article 5 de la convention intervenue le 18 octobre 1926 entre l'Etat et la Banque relativement au remboursement à faire par l'Allemagne sur les marks détenus par la Banque pour le compte du Trésor.

Au 31 mars 1928, l'Etat avait remboursé 90 millions de francs, soit 30 millions pour le dernier trimestre de 1927 et 60 millions pour le premier trimestre de 1928.

De ces 90 millions, 35 millions étaient placés en devises et 55 millions en fonds publics belges.

Au 31 mars 1928, ces 55 millions étaient représentés par les titres ci-après (valeur nominale) :

6 p. c. Anic, 8,003,000; 6 p. c. Consolidés, 7,841,700; 5 p. c. Restauration Nationale, 6,871,100; 3 p. c. 1^{re} série, 2,073,100; 3 p. c. 2^e série, 7,516,900; 3 p. c. 3^e série, 857,100; 5 p. c. Sinistrés, 24,470,800; 5 p. c. Intérieur à primes, 4,475,000.

VIII. — *La réserve de Trésorerie.* — C'est ainsi que le Ministre des Finances a nommé, le 25 janvier 1928 à la Chambre, la réserve de caisse pour le service des fonds de tiers dont l'Etat est détenteur. Ce fonds fut constitué le 23 février 1927 à la suite d'un accord avec la Banque Nationale.

L'Etat possède dans ses caisses des fonds appartenant à des tiers, particuliers ou institutions jouissant ou non de la personification civile. A raison de diverses circonstances, ces fonds confondus avec les ressources générales de l'Etat, ont été plus ou moins utilisés aux dépenses d'administration. Les avoirs des titulaires des comptes en chèques postaux forment la part principale de ce débit du Trésor.

Cependant, afin d'être en mesure d'en opérer la restitution à tout instant, il importe de reconstituer ces sommes sous forme d'un actif distinct de celui de l'Etat. En attendant qu'une telle reconstitution intégrale fut possible, il fallait créer, sans tarder, des liquidités suffisantes pour faire face aux demandes extraordinaires de remboursements qui se produiraient. A cet effet, la Banque Nationale, caissier de l'Etat, a ouvert un compte spécial, sous le nom de « *Trésor public.* — *Fonds de tiers* »; ce compte forme une rubrique distincte dans le compte-portefeuille du Trésor. La réserve atteindra au minimum de 35 p. c. du montant du fonds de tiers exigible. La propriété des sommes et leur intérêt appartiennent à l'Etat.

Au 31 mars 1928, le montant de la réserve atteignait 523 millions. A la même date, l'avoir des particuliers s'élevait à 980 millions et on peut évaluer à 200 millions les fonds de tiers autres que les chèques postaux.

IX. — *Caisse de dépôts et consignations.* — Un membre a demandé quelle était la situation de cet établissement au 31 mars 1928. A cette date, les sommes versées en numéraires s'élevaient à fr. 496,072,039-15 dont 381 millions proviennent de la liquidation des biens allemands séquestrés. Une somme de 173 millions a été affectée à l'achat de fonds publics représentant un capital nominal de 197 millions. Le solde disponible était donc de fr. 322,277,169-25.

X. — *Le montant des coupures* de 20 et de 5 francs repris par l'Etat a été fixé de commun accord avec la Banque Nationale à 750 millions de francs. La circulation de ces billets atteignait au 31 mars 1928, 757,166,080 francs. L'excédent de 7 millions, 166,000 francs est émis pour le compte de la Banque.

Une somme de 300 millions de francs a été réservée à titre de couverture. Elle a été affectée à concurrence de 218 millions de francs au rachat de l'encaisse métal argent de la Banque Nationale et à la reprise des monnaies d'argent retirées dans la suite de la circulation; le surplus a été placé en devises dont la contre-valeur au 31 mars 1928, y compris le produit des placements, s'élève à 88 millions de francs.

XI. — *Crédits bancaires.* — Interrogé à ce sujet, le Gouvernement a répondu par la note suivante :

L'arrêt récent de la Cour de cassation laisse subsister la thèse de la Cour d'appel de Gand suivant laquelle les devises cédées à réméré à l'industrie et au commerce par application de la loi du 16 mars 1919 n'étaient pas la propriété du Gouvernement, mais celle du Consortium des Banques belges, créé à cette époque pour servir de prête-nom aux emprunts privés contractés en 1919 pour la défense du change belge.

Si le Gouvernement acceptait cette jurisprudence comme règle, non seulement il verrait ramener ces créances à un chiffre dérisoire, mais il courrait aussi le risque d'avoir à effectuer de nombreux remboursements en mains des industriels qui se sont réglés avant l'arrêt de la Cour de Gand. Il consommerait enfin une véritable iniquité envers les acheteurs de dollars sur qui a pesé tout le poids du change. Car telle est la jurisprudence de l'arrêt de Gand que ces contrats, identiques pour tous, emportent de risques différents suivant la façon dont l'Etat a remboursé ses prêteurs.

Le Gouvernement prendra à bref délai une décision sur la suite que comportent les litiges encore pendants.

XII. — *Dommages de guerre.* — A la date du 30 avril dernier, il avait été liquidé pour les dommages de guerre aux biens des particuliers, des sociétés et des communes les sommes suivantes :

En espèces	fr.	4,673,955,685 79
En obligations rachetées et en fonds avancés par la Caisse d'épargne		166,312,500 »
En titres nominatifs		3,390,180,046 61
En obligations au porteur et inscriptions au Grand-Livre de la Dette publique.		426,222,300 »
Au total, fr.		8,656,670,532 40

Pour l'année en cours, les liquidations effectuées du 1^{er} janvier au 30 avril 1928 s'élèvent à fr. 148,730,257-61, dont fr. 79,883,657-61 en espèces. Il convient de remarquer que les communes d'une part et les industriels et commerçants d'autre part, ont en outre pu mobiliser, à l'intervention du Crédit Communal et de l'Association nationale des Industriels et Commerçants, sous la garantie du Gouvernement, les titres qui leur avaient été délivrés en paiement des indemnités.

En ce qui concerne le montant des sommes restant dues pour *les dommages aux biens*, il restait à statuer au 30 avril dernier sur 32,787 affaires qui se subdivisent comme suit d'après le montant des demandes :

Demandes de moins de 5,000 francs	24,616
Id. 5,000 à 10,000 francs	3,222
Id. 10,000 à 20,000 francs	2,147
Id. 20,000 à 100,000 francs.	2,099
Id. 100,000 à un million.	593
Id. de plus d'un million.	110
	32,787

Dans ce nombre, il y a 7,363 dossiers, dont l'instruction est complètement terminée et qui ont été transmis aux tribunaux des dommages de guerre pour décision ou seront réglés incessamment par transactions.

Enfin, on achève la régularisation d'environ 11,000 dossiers relatifs aux contrats de restauration agricole.

Il n'est guère possible de donner une précision pour le règlement de ces divers dommages, d'autant plus qu'on constate une tendance vers l'aggravation des coefficients de reconstitution accordés par les tribunaux de dommages de guerre. Par contre, parmi les dernières affaires se trouvent un nombre assez considérable de demandes qui resteront sans suite parce que les intéressés ont disparu ou ne fournissent pas les éléments de preuve nécessaires. Quoi qu'il en soit, dans l'état actuel, on peut évaluer, après déduction des avances provisionnelles déjà réglées, à environ 800 millions le montant des indemnités restant à fixer et à liquider, non compris les dossiers en voie de liquidation.

A ces indemnités, il y a lieu d'ajouter le montant des intérêts à régler. On a déjà commencé à liquider ces intérêts spécialement pour les petites affaires et ce travail se poursuit normalement. Il convient de remarquer toutefois que le service du remploi est chargé de fixer les dates auxquelles les intérêts prennent cours pour les indemnités complémentaires, et ce travail n'est pas suffisamment avancé à l'heure actuelle. pour qu'on puisse faire une évaluation du montant des sommes à payer de ce chef.

Pour les *dommages aux personnes*, il a été liquidé pour indemnités de déportation, remboursement de frais médicaux et pharmaceutiques, ainsi que pour les premiers termes des rentes :

Au 31 décembre 1926	fr. 396,222,093 87
En 1927.	493,559 30
Dans le 1 ^{er} trimestre 1928	189,523 60
Total, fr. 396,905,176 77	

Depuis le 1^{er} janvier 1925, les allocations annuelles aux victimes civiles sont payées par la Caisse Nationale des pensions de la guerre; le montant des paiements effectués de ce chef par cette institution au 31 mars dernier s'élevait à fr. 258,659,660-12. Pour la période antérieure jusqu'au 31 décembre 1924, les

arrérages complémentaires au premier terme des pensions ont été liquidés sur le budget de la Dette publique.

La loi du 24 juillet 1927 apportant certaines modifications aux lois coordonnées par arrêté royal du 19 août 1921, sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre entraînera, par son application, des charges nouvelles pour le Trésor. Le délai pour l'introduction des nouvelles demandes ou des demandes en revision étant ouvert jusqu'à la fin de l'année en cours, il n'est pas possible, toutefois, de procéder en ce moment, à une évaluation du montant de ces charges nouvelles.

ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES ET DU CADASTRE.

I. — Le crédit pour les services provinciaux s'élève à 75,157,357 francs en augmentation de 3,955,562 francs sur 1927, non compris 14,956,700 francs qui feront l'objet des crédits supplémentaires pour faire face aux dépenses de la péréquation.

1^o *Personnel*. — A l'Administration centrale le cadre prévoit 34 agents de carrière et 22 agents d'exécution, dont 3 sténo-dactylographes; l'effectif réel n'est que de 32 et 17 agents.

Pour l'Administration dans les provinces, l'effectif du cadre s'élève à 3,787 agents, soit sur 1927, une augmentation de 92 unités. Le personnel technique est passé de 2,181 en 1927 à 2,248 en 1928 et le personnel auxiliaire qui comptait 1,514 agents en 1927 atteint 1,539 en 1928. Mais l'augmentation du personnel (92 unités) qui provient notamment de la nomination d'agents licenciés dans d'autres Départements, est largement compensé par le départ d'employés extraordinaires, dont le nombre est descendu de 535 en janvier 1927 à 187, de sorte que, dans l'ensemble, il y a économie de 256 unités, soit 6 1/2 p. c.

Comparé à 1927 le crédit s'est accru de 2,028,562 francs. Cette augmentation qui est indépendante de celle (14,956,700 francs) qui résulte de l'application de l'arrêté de péréquation du 16 décembre 1927, se justifie par ce fait qu'en 1928, l'allocation spéciale de 20 p. c. de la partie fixe des traitements a été supputée pour l'année entière, tandis qu'en 1927, elle ne s'appliquait qu'aux dix derniers mois; il y a lieu de tenir compte aussi de ce que, pour fixer les crédits budgétaires jugés nécessaires pour 1928, on a tablé sur 17 et 3 tranches de 30 points de l'index-number pour établir la dépense relative et à la partie mobile et à l'augmentation provisoire.

2^o *Matériel*. — Conformément à la politique d'économie, l'Administration a limité le crédit au chiffre probable des dépenses inévitables, bien qu'il serait utile, et même nécessaire, de procéder à des travaux d'agrandissement ou d'aménagement de plusieurs locaux occupés par ses services d'exécution et de pourvoir ceux-ci d'un outillage moderne qui permettrait de réduire le personnel chargé de besognes matérielles.

L'augmentation du crédit est notamment destiné à couvrir une dépense évaluée à 650,000 francs occasionnée pour le renouvellement, en 1928, des plaques d'immatriculation pour automobiles, prévues par le règlement sur la police de roulage. En réalité, il ne s'agit que d'une avance, puisque le Budget des Voies et Moyens bénéficiera d'une recette de 1,500,000 francs à provenir de la vente de ces plaques aux automobilistes et motocyclistes.

II. — *L'augmentation* des perceptions de cette Administration se continue. Les impôts de l'Etat (y compris les parts des provinces et des communes) qui étaient

estimés 85 millions au budget de 1913 et 2,287 millions en 1927, doivent donner en 1928, 2,525 millions; les additionnels provinciaux et communaux qui étaient de 65 millions en 1913 sont de 362 millions en 1927 et seront de 476 millions en 1928; les taxes provinciales : 5 millions en 1913, 25 millions en 1927 et 30 millions en 1928. Au total 165 millions en 1913 (ou 1,155 millions en francs-papier), 2,674 millions en 1927 et 3,033 millions en 1928.

Quant au *rendement* des impôts directs, il continue d'augmenter : en 1924, 1,673 millions ; en 1925, 2,160 millions ; en 1926, 2,640 millions ; en 1927, 2,527 millions (jusqu'en mars 1928).

Comparés aux résultats de tout l'exercice 1926, les résultats acquis pour l'exercice 1927, à l'expiration du premier trimestre 1928, accusent une régression de 113 millions, due au fait que les impôts de cette espèce de l'exercice 1926, comprennent 160 millions de surtaxes foncières versées anticipativement en 1926 pour les années 1926 à 1929.

Exception faite pour les mois de mai à juillet pour lesquels la moins-value totale a été de 450 millions, à raison de ces versements et des paiements à valoir sur les impôts de 1926, les recettes effectuées mensuellement depuis le 1^{er} janvier 1927 en matière d'impôts directs et de taxes assimilées (y compris les centimes additionnels provinciaux et communaux) n'ont cessé d'être supérieurs aux perceptions opérées pendant les mois correspondants de 1926.

Par suite de la moins-value des 450 millions dont il vient d'être question, les recouvrements sont tombés de 3,196 millions en 1926 à 2,986 millions en 1927, année pour laquelle la diminution a été de 210 millions.

Des mesures spéciales ayant été prises pour activer la perception des impôts directs de l'exercice 1928, on peut escompter d'importantes rentrées sans tarder. Les perceptions effectuées pour l'exercice 1928, pendant le premier trimestre, se sont élevées à 275 millions, soit 29 1/2 millions de plus que la somme des recouvrements pendant les trois premiers mois de 1927.

Au 31 mars 1928, l'exercice de 1927 donnait les résultats suivants :

	RENDEMENT (y compris les additionnels)	PRINCIPAL	PRÉVISIONS
Contribution foncière	489,664,000	302,530,000 (2)	297,000,000
Taxe mobilière { à la source	690,653,000	769,046,000 (3)	575,000,000
{ par rôle	115,631,000		
Taxe profession. { à la source	212,749,000	545,157,000 (4)	475,000,000
{ par rôle	553,051,000		
Supertaxe. . { à la source	99,207,000	371,089,000 (5)	500,000,000
{ par rôle	280,622,000		

(1) Non compris 61,393,000 francs de surtaxe foncière, recouvrés au profit du Fonds d'amortissement de la Dette publique.

(2) Dont 23,600,000 francs représentant le montant des centimes additionnels extraordinaires établis en remplacement de la supertaxe.

(3) Dont 70,600,000 francs représentant le montant approximatif des centimes additionnels extraordinaires établis en remplacement de la supertaxe.

(4) Dont 3,300,000 francs représentant le montant des centimes additionnels extraordinaires établis en remplacement de la supertaxe.

(5) Indépendamment des centimes additionnels extraordinaires, d'un montant total de 100,5 millions, visés aux renvois (2) à (4).

III. — *Plus-values.* — Pour apprécier sainement la situation de nos finances et les probabilités de 1928, il importe de ne pas perdre de vue la manière dont l'Administration évalue les recettes probables depuis nombre d'années; c'est une habitude dont il importe de se pénétrer :

En 1922, 122 1/2 millions de plus-value; en 1923, 787 millions; en 1924, 464 millions; en 1925, 689 1/2 millions; en 1926, 790 1/2 millions; en 1927, 200 millions (résultat partiel). Soit en tout plus de trois milliards pendant les cinq années qui ont précédé 1927, et ce, uniquement pour les impôts directs.

IV. — *Perception.* — Sur 826,000 déclarations distribuées en 1927, 778,000, soit 94 p. c., étaient rentrées fin mars 1928. De ces 778,000, 703,000 sont examinées; il en reste 10 p. c. seulement à vérifier. Ces travaux seront terminés fin mai.

On est donc sur le point de rentrer dans la vie normale.

V. — *Poursuites.* — A une question de la Commission, l'Administration répond : « Nous ne possédons pas de statistique relative aux poursuites intentées pour fraudes fiscales (impôts directs et taxes y assimilées). En matière d'impôts sur les revenus, quelques affaires de faux en écritures ont été déférées à la justice qui a condamné les prévenus. Pour le surplus, les fraudes, dans le domaine des impôts directs, sont le plus souvent réprimées par des mesures administratives consistant en un accroissement de droits éludés, établi dans les limites prévues par les lois fiscales. »

VI. — *Impôt foncier.* — QUESTION : La Commission voudrait savoir pourquoi on n'a point recouru jusqu'ici aux bulletins transmis par les notaires à l'Administration, à l'occasion de chaque mutation immobilière, ce qui permet notamment de ne plus taxer un propriétaire qui a réalisé un bien.

RÉPONSE : « L'Administration des contributions a élaboré, depuis quelque temps déjà un projet d'arrêté royal, tendant à réaliser cette réforme. Ce projet a été examiné pour ce qui la concerne, par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Il a été soumis ensuite à l'avis du Département de la Justice, qui a marqué son accord. La Commission chargée d'étudier le fonctionnement des services administratifs de l'État, vient à son tour de préconiser la réforme. »

Votre Commission souhaite que l'ère des consultations soit close et qu'on réalise enfin.

VII. — *Supertaxe.* — QUESTION : « Quels sont les résultats de la loi du 20 avril 1927 en matière de supertaxe? D'après les renseignements recueillis par divers membres, il y aurait une grande diminution des encaissements par suite d'une réduction énorme des chiffres déclarés, de l'atténuation de la progressivité de l'impôt, de l'abaissement du taux maximum? »

RÉPONSE : Lors de la discussion de la loi du 20 avril 1927, le Gouvernement avait chiffré à 150 millions environ le déchet à résulter des mesures faisant l'objet des modifications apportées par la loi nouvelle au régime de la supertaxe. De ce chef, la prévision budgétaire devait ainsi être ramenée de 500 à 350 millions.

Or, les résultats acquis au 31 mars dernier, montrent que les droits constatés en matière de supertaxe atteignaient à ce moment 377,8 millions, soit une plus-value de 27.8 millions par rapport aux évaluations budgétaires révisées et un déficit de 61.5 millions seulement sur le produit de cet impôt pour l'exercice 1926.

Il est difficile de préciser la cause principale à laquelle il faut attribuer cette régression, mais il paraît cependant que celle-ci est due surtout à l'atténuation de la progressivité de la supertaxe.

Il est utile de faire remarquer que le rendement obtenu de la supertaxe en 1927 correspond, pour une part considérable, aux revenus qui trouvent leur origine dans les résultats industriels et commerciaux de 1925.

VIII. — *Réévaluation des bilans.* — QUESTION : « Quel est le résultat des circulaires ministérielles concernant la réévaluation de certains éléments d'actif des bilans comme suite à la dépréciation monétaire? Combien de bilans, où il est fait usage de cette faculté, ont été soumis au fisc? »

RÉPONSE : L'Administration n'est pas à même de répondre à cette question. Aucune statistique ne lui a été fournie à ce sujet et elle n'est saisie que des cas spéciaux donnant lieu à interprétation ou précision des instructions générales. Les sociétés ont d'ailleurs la faculté d'user jusqu'au 31 août prochain, des mesures de réévaluation.

Votre Commission des finances exprime néanmoins le vœu que des mesures soient prises pour qu'après le 31 août le Parlement puisse être renseigné.

IX. — *Coordination et simplification des lois d'impôts.* — PREMIÈRE QUESTION. « Quelle suite le Gouvernement compte-t-il donner aux conclusions de la Commission de coordination et de simplification des lois d'impôts et notamment à celles de la section des contributions directes, plus spécialement en matière de taxe foncière, de taxe mobilière et de taxe professionnelle? »

RÉPONSE. — *Enregistrement et domaines* : La section chargée de la refonte des lois relatives aux droits d'enregistrement, de succession, de timbre et de greffe n'a pas encore terminé ses travaux.

Douanes et accises : L'Administration des douanes et accises n'a été saisie d'aucune communication se rapportant aux conclusions de la Commission de coordination et de simplification des lois d'impôts.

Contributions directes et cadastre : Les conclusions de la Commission ont déjà été réalisées en partie dans le projet actuellement soumis à la législature et qui consacre notamment le forfait en matière de taxe professionnelle.

Les autres vœux de la Commission continuent à faire l'objet d'une étude approfondie qui aboutira à bref délai.

DEUXIÈME QUESTION. — « Le Gouvernement compte-t-il faire voter par le Parlement, au cours de la présente session, un projet de loi sur l'ajustement de la taxe professionnelle? »

RÉPONSE. — Il paraît difficile, vu l'état des travaux parlementaires, d'envisager la possibilité de voter encore, au cours de cette session, le projet de loi portant péréquation de la taxe professionnelle. En tout état de cause, cette modification ne pourrait plus être appliquée pour l'exercice 1928 dont les travaux de taxation sont largement entamés.

TROISIÈME QUESTION. — « Le Gouvernement compte-t-il présenter un projet de loi ajustant à la stabilisation les droits sur les successions? »

RÉPONSE. — Cette réforme est de celles qui s'imposent dans un prochain avenir. Toutefois, le Gouvernement n'est pas décidé à déposer un projet de loi en ce sens durant la période consacrée spécialement à l'assainissement financier, période qui comporte les années 1928 et 1929.

ADMINISTRATION DES DOUANES ET DES ACCISES.

I. — Le crédit de cette administration dans les provinces s'élève à 132 millions 428,320 francs, en augmentation de 1,881,860 francs.

Ce crédit n'est pas suffisant pour faire face aux dépenses résultant de l'arrêté de péréquation des traitements du 16 décembre 1927 : un crédit supplémentaire de 8,177,520 francs devra être sollicité.

Voici la croissance de ce crédit : en 1926, 99,357,710; en 1927, 130,546,460; en 1928, 140,605,840.

II. — *Personnel.* — Le personnel de carrière continue de diminuer : en 1925, 725; en 1926, 649; en 1927, 629; en 1928, 580.

Il en est de même du personnel auxiliaire : en 1925, 8,323; en 1926, 8,165; en 1927, 7,602; en 1928, 7,551.

Ce qui fait dans l'ensemble : en 1925, 9,048; en 1926, 8,824; en 1927, 8,231; en 1928, 8,131.

En 1927, il n'a pas été recruté d'agents pour les cadres subalternes, ni de personnel de carrière. Par suite d'une réorganisation générale des sections des accises, 150 emplois ont pu être supprimés.

Des difficultés d'ordre technique ont retardé la réalisation du projet de réorganisation de la surveillance maritime de l'Escaut, annoncé dans notre rapport de l'an dernier. Les études cependant se poursuivent en accord avec l'Administration de la Marine.

¶ Pour la réorganisation du service dans les postes de frontière de première ligne, les expériences préliminaires sont en cours.

III. — *Douanes.* — A part quelques modifications ou ajustements de peu d'importance, le tarif de 1927 s'est trouvé stabilisé.

La loi du 7 juin 1926 donne au Gouvernement, jusqu'au 31 décembre 1929, le pouvoir de relever ou de réduire les coefficients qui affectent les droits spécifiques de manière à maintenir l'incidence des droits par rapport à la valeur des marchandises. Un examen portant sur l'ensemble du tarif va aboutir prochainement à un projet d'ajustement qui, probablement, sera le dernier.

III. — *Recettes.* — L'accroissement continue : en 1923, 363 millions; en 1924, 433 millions; en 1925, 551 millions; en 1926, 705 millions; en 1927, 896 millions; en 1928, prévisions, 900 millions, et, suivant les indications du premier trimestre, plus d'un milliard.

IV. — *Répercussions de l'accord commercial franco-belgo-luxembourgeois.* — En ce qui concerne les droits à appliquer dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise, cet accord a été négocié non point sur le tarif tel qu'il est actuellement en vigueur, mais sur un projet supposé ajusté par la revision des coefficients qui affectent les droits spécifiques.

Par rapport aux droits actuellement en vigueur, les concessions susceptibles d'exercer une répercussion notable sur les recettes ne visent guère que les vins et les tissus de soie. Comme les importations de ces articles, par rapport au trafic de 1926, avaient considérablement fléchi en 1927 et que la hauteur des droits pouvait ne pas être étrangère à cette régression des entrées, on peut s'attendre à ce que, à la faveur de l'allègement nouveau, les importations reprendront une certaine extension; ainsi, les recettes, au lieu de décroître, pourraient augmenter.

Par ailleurs, les multiples majorations de coefficients qui apparaissent dans l'accord avec la France neutraliseront et au delà, les déficits de rentrée qui se produiraient sur quelques positions.

V. — *La statistique commerciale.* — Le droit de statistique continue à être perçu sans difficulté. En 1927, il a rapporté 4,600,000 francs.

Le Gouvernement vient enfin d'autoriser l'achat d'un premier lot de machines spéciales pour le dépouillement des données statistiques. Ainsi un des vœux de la Commission des finances du Sénat reçoit un commencement d'exécution. Votre Commission espère que le Gouvernement ira maintenant jusqu'au bout et sans tarder.

Comparativement aux importations, les exportations de 1927 représentent une valeur 91.2 p. c.; soit une amélioration de 4.5 p. c. sur 1926 (86.7 p. c.). En 1913, on n'était qu'à 73.6 p. c.

L'exportation des produits fabriqués a atteint pour 1927 en francs-or 2 milliards 207,962,000 francs, soit une augmentation de 371,262,000 francs-or sur 1926 (1,836,700,000 francs). Comparativement aux importations, nos exportations de produits fabriqués représentent 232.1 p. c. alors qu'en 1926 elles étaient de 214.6 p. c.

En 1928, à la fin du premier trimestre, la situation se présente ainsi : les exportations générales atteignent en valeur 91.8 p. c. des importations. En 1927, elles atteignaient 84 p. c. et en 1926, 77 p. c.

VI. — *Accises.* — En dehors de quelques dégrèvements d'impôts dont nous parlerons tout à l'heure, aucune modification profonde n'a été apportée en 1927 à la législation sur les accises et les taxes spéciales de consommation.

Le rendement des droits d'accises et des taxes spéciales a continué sa marche en avant. Les recettes ont atteint 794,938,506 francs, alors que les prévisions ne dépassaient pas 754,880,000 francs.

L'augmentation est donc continue : en 1920, 215 millions; en 1921, 288 millions; en 1922, 282 millions; en 1923, 357 millions; en 1924, 413 millions; en 1925, 423 millions; en 1926, 618 millions; en 1927, 794 millions.

A la fin du premier trimestre 1928, les recettes atteignaient déjà 202,814,819 francs dépassant de 10 millions les estimations budgétaires.

VII. — *Dégrèvements.* — Pour remédier à la crise que traversait l'industrie cigarière, la loi du 29 décembre 1926 a réduit les taux des droits proportionnels de consommation sur les cigares et les cigarillos. Ces taux, qui représentaient une charge, pour les cigares, de 10 à 20 p. c. et pour les cigarillos de 8 à 18 p. c. du prix de vente au détail, ont été ramenés à des taux qui correspondent, pour les deux catégories à des incidences de 5 à 10 p. c. Cette réduction se traduit par une moins-value de recettes de 10 millions.

VIII. — *Vins de fruits.* — La campagne en faveur de la fabrication des vins de fruits, aboutit, tant au point de vue fiscal qu'au point de vue des appellations, à la création d'une commission qui vient de déposer ses conclusions. Votre Commission des finances espère que le Gouvernement examinera ces conclusions avec le souci de favoriser la fabrication des vins de nos fruits nationaux. Cette question intéresse au plus haut point, non seulement les fabricants de vins, mais les producteurs de fruits qui sont légion et les consommateurs qui pourraient être presque tout le monde.

IX. — *Les alcools luxembourgeois.* — A la suite des conclusions de la Commission belgo-luxembourgeoise d'experts, le Gouvernement belge vient de soumettre au Gouvernement grand-ducal des propositions pour le règlement de la question des alcools, qui cause, depuis des années, tant de préjudices à nos finances. L'expérience de 1927 le prouve une fois de plus : les importations d'alcools luxembourgeois en Belgique se sont élevés l'an dernier à 900,000 litres 100° environ; si une telle quantité avait été produite chez nous, elle aurait donné ouverture à 24,300,000 francs de droits.

Le préjudice total peut se chiffrer ainsi : En 1924, plus de 5 millions; en 1925, plus de 17 millions; en 1926, près de 23 millions; en 1927, plus de 24 millions; soit, 69,400,000 francs.

La Commission des finances du Sénat n'a cessé de protester contre cette situation. Elle espère qu'en 1928 on aboutira enfin à une solution satisfaisante.

ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES.

I. — Le crédit de cette administration dans les provinces atteint 28,794,100 francs. Il est en augmentation de 2,773,900 francs.

L'accroissement des dépenses résulte principalement de l'ajustement du crédit à la partie mobile des traitements et remises, ensuite de la hausse de l'index-number, de l'organisation du cadre des contrôleurs de la taxe de transmission, de la création de douze bureaux de recettes dans l'agglomération bruxelloise, de l'augmentation de la remise à payer à l'Administration des postes pour sa collaboration à la vente des timbres fiscaux; depuis le 1^{er} janvier 1928, cette administration débite tous les timbres jusqu'aux taux de 50 francs.

Le supplément de dépenses à résulter de l'application de l'arrêté royal du 16 décembre 1927 relatif à la péréquation des traitements, estimé à 4,517,750 francs, n'est pas compris dans ce chiffre et fera l'objet d'une demande de crédits supplémentaires.

I. — *Personnel.* — Au 1^{er} janvier 1928, le personnel de carrière comptait 607 agents, le personnel auxiliaire 233, le personnel temporaire 2. Donc exactement la même situation qu'en 1927.

II. — *Recettes.* — Les recettes des impôts de cette administration montent à des hauteurs impressionnantes. Ces augmentations sont en grande partie dues au réajustement général des prix qui a suivi la stabilisation. D'autre part, les dispositions de la loi du 8 juin 1926, mises en vigueur au cours de 1926, ont donné leur plein effet en 1927.

Voici les recettes comparées de 1925, 1926 et 1927 :

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	RECOUVREMENT DES ANNÉES		
	1925	1926	1927
Enregistrement et transcription.	322,981,470	423,100,180	556,944,790
Greffe	3,551,590	5,732,950	5,965,170
Hypothèque : droit d'inscription	5,164,165	5,356,910	7,390,710
Successions	142,399,895	170,269,970	333,390,460
Timbre et taxe de transmission.	699,474,830	1,554,761,760	2,554,063,700
Naturalisations	40,500	230,850	133,750
Amendes. } Impôts.	5,332,610	5,938,830	7,545,160
Amendes. } Amendes	6,703,010	5,066,400	11,188,010
Taxe sur les associations sans but lucratif. . .	1,004,890	1,145,470	1,551,660
Totaux	1,186,652,960	2,171,603,320	3,478,173,410

III. — Les prévisions pour 1928 s'élèvent à 3,223,650,000 francs, dépassant de 324,600,000 francs les prévisions budgétaires de 1927.

Comme on le voit, les prévisions budgétaires de 1928 sont inférieures de 255 millions aux recettes réelles de 1927. Cet écart, l'Administration l'explique par le motif que les prévisions budgétaires ont été calculées d'après les recettes des neuf premiers mois de 1927; le dernier trimestre cependant a été de loin le plus productif en matière de droits d'enregistrement, de transcription et de successions; rien que pour les successions une recette extraordinaire de 92 millions a été effectuée en novembre et décembre. Il convient de noter aussi qu'une marge de 100 millions a été laissée entre le montant présumé des recettes de timbre et de taxe de transmission pour 1927 et la prévision de 1928, en vue des dégrèvements d'impôts à réaliser au cours de 1928. Enfin, hantée par la crise économique possible, comme suite à la stabilisation, l'Administration s'est montrée d'une modération extrême, nous dirions volontiers excessive, car chaque année c'est la même chose.

IV. — Les recettes opérées pendant le premier trimestre 1928 atteignent 1,008,979,740 francs. C'est un record. Ces recettes dépassent de 203,067,240 francs la prévision budgétaire, soit de 24 p. c.

Comme l'an dernier, la plus-value est importante pour l'enregistrement et la transcription, les successions; elle est formidable pour le timbre et la taxe de transmission.

DÉSIGNATION DES PRODUITS	PRÉVISIONS budgétaires	RECOUVREMENTS du 1 ^{er} trimestre 1928	PRÉVISIONS d'après le recouvrement du 1 ^{er} trimestre 1928
Enregistrement et transcription.	510,000,000	201,758,990	650,000,000
Greffe	6,000,000	1,614,220	6,000,000
Hypothèques. — Droit d'inscription	6,600,000	2,429,860	9,000,000
Successions	230,000,000	90,894,110	290,000,000
Timbre et taxe de transmission	2,450,000,000	705,176,365	2,600,000,000
Naturalisations	50,000	—	50,000
Amendes } Impôts.	7,500,000	2,240,720	8,500,000
Amendes } Condamnations	12,000,000	3,412,540	13,000,000
Taxe sur les associations sans but lucratif . .	1,500,000	1,452,910	1,500,000
Totaux.	3,223,650,000	1,008,979,740	3,578,050,000

Pour l'enregistrement et la transcription, les rentrées du premier trimestre 1928 dépassent toutes les prévisions. La cause n'en doit pas être cherchée dans l'activité du marché immobilier, qui est normal bien que les prix restent orientés vers la hausse; elle résulte des innombrables actes portant augmentation de capital, fusion ou prorogation de sociétés.

Pour les successions, l'augmentation de recettes est de 10 à 15 p. c.

Pour le timbre et la taxe de transmission, plus-value de 9 p. c., malgré les divers dégrèvements accordés, spécialement en matière de taxes de luxe, de transmission et de facture. Les causes principales de l'augmentation sont le resserrement du contrôle, l'augmentation des prix de nombreux produits, l'amélioration de la situation économique du pays qui se traduit par une multiplication de transactions.

IV. — *Progrès administratifs.* — Depuis un an, l'Administration s'est principalement efforcée d'améliorer l'organisation de la perception des impôts créés par la loi du 8 juin 1926 et d'étudier divers projets de dégrèvement dont plusieurs ont déjà été réalisés. Elle s'est appliquée aussi à faciliter la tâche des contribuables et à simplifier le mode des perceptions des droits de timbre; c'est ainsi qu'elle se propose d'autoriser dans les grands établissements de banque, d'industrie et de commerce, l'emploi de machines à timbrer dont les empreintes suppléeront à l'apposition et à l'annulation des timbres adhésifs.

V. — *Dégrèvements.* — A raison de l'importance de la question des dégrèvements d'impôts, en vue notamment du contrôle parlementaire, nous publions en annexe I la liste des dégrèvements opérés depuis le 1^{er} janvier 1927.

VI. — *L'inventaire du patrimoine immobilier.* — Il a été sursis à la mise à jour de l'inventaire du *Domaine privé* à raison des réalisations poursuivies.

Depuis le début de mars 1927 jusqu'au 31 mars 1928, l'Administration des domaines a vendu pour 180,678,000 francs d'immeubles.

54.8 millions proviennent des immeubles séquestrés, 96.8 du domaine ordinaire, et 28.9 millions de la Donation royale.

L'État peut encore réaliser des immeubles pour plusieurs centaines de millions.

Il possède, il est vrai, des propriétés dont la vente ne peut être faite que par lots; tels sont les terrains à bâtir de la côte, les anciens terrains militaires de Tournai, de Charleroi, etc.

D'autres biens sont d'une réalisation difficile, telles les casernes et les prisons désaffectées.

Enfin, il reste encore quelques grosses propriétés séquestrées dont certaines sont en indivision et des immeubles domaniaux très importants dont l'aliénation se poursuivra suivant un plan d'ensemble.

Il n'est donc pas possible d'assigner un terme à la période des réalisations.

En 1928, on prévoit que le produit des aliénations donnera 100 millions.

PENSIONS ET SECOURS.

I. — Le crédit sollicité s'élève à 3,931,352 francs, en augmentation de 1,073,239 francs. Les gros accroissements résultent de l'augmentation du nombre

des pensionnés (300,000 francs) et de l'augmentation des frais de gestion et de fonctionnement de la Caisse nationale des pensions de guerre (700,000 francs). Il convient d'ajouter des crédits supplémentaires de 72,475 francs pour faire face à la péréquation.

XI. — *Pensions.* — Un membre demande les sommes dues au 31 mars 1928 aux pensionnés et aux combattants.

Il a été répondu que le nombre de pensionnés dont la pension n'a pas encore pu être révisé conformément à la loi du 29 juillet 1926, s'élève actuellement à 1,289; les cas de l'espèce concernent presque tout le personnel enseignant. Impossible de fixer de ce chef le chiffre des dépenses qui restent à effectuer pour terminer la péréquation des pensions.

Quant à l'avoir qui reste inscrit sur les titres de reconnaissance nationale délivrés par la Caisse générale d'Epargne et de Retraite aux ex-combattants, en vertu de la loi du 10 août 1921, cet avoir s'élevait au 31 mars dernier à la somme de 305,163,000 francs, y compris les intérêts capitalisés au 1^{er} janvier 1928.

La Commission approuve le rapport et, par 6 voix contre 2, propose au Sénat de voter le projet de budget.

Le Rapporteur,
CYR. VAN OVERBERGH.

Le Président,
H. LAFONTAINE.

ANNEXE I

ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES

Tableau des dégrèvements opérés en matière d'impôts depuis le 1^{er} janvier 1927.

	Évaluation par année.
1. Arrêté royal du 14 janvier 1927 supprimant, à partir du 1 ^{er} février 1927, la taxe spéciale de séjour sur les étrangers établie par l'arrêté royal du 13 août 1926. fr.	250,000
2. Arrêté royal du 9 février 1927. — Réduction de 10 à 6 p. c. de la taxe de luxe due sur les pièces détachées, garnitures et accessoires de véhicules à moteur et sur la réparation de ces véhicules	1,000,000
3. Arrêté royal du 14 juin 1926 et du 3 mars 1927. — Réduction de 22 à 17 centimes du montant de la taxe forfaitaire frappant le bétail et la viande fraîche.	15,000,000
4. Dégrèvements divers, réalisés par l'arrêté royal du 3 mars 1927, soit par relèvement du minimum imposable, soit par réduction du taux de 10 à 6 p. c., soit par suppression au tableau de classement, au profit d'articles imposés à la taxe de luxe par l'arrêté royal du 24 septembre 1926	2,500,000
5. Arrêté royal du 3 mars 1927 supprimant la taxe de transmission à l'exportation sur le verre à vitre, les dalles, pannes et tuiles en verre, et réduisant de 4 à 2 p. c. la taxe à l'exportation sur les briques, tuiles et pannes, et de 2 à 1 p. c. la taxe à l'exportation sur le sulfate d'ammoniaque.	4,500,000
6. Arrêté royal du 5 avril 1927. — Exemption de la taxe de facture de 2 p. mille établie au profit des importations de marchandises par mer. — Exemption de la taxe de 2 p. c. au profit du remorquage afférent aux transports maritimes. . . .	3,000,000
7. Loi du 11 avril 1927. — Exemption, pour la période du 1 ^{er} janvier 1926 au 31 décembre 1930, de la taxe annuelle sur les titres cotés en Bourse, en faveur des actions et obligations de sociétés constituées avant le 1 ^{er} mars 1917 et ayant leurs exploitations en Russie.	750,000
8. Arrêté royal du 28 mai 1927. — Etablissement d'une taxe forfaitaire de 3 p. c. sur le café et sur certaines graines de légumineuses et de 2 p. c. sur le sucre cristallisé ou raffiné, mesure qui se traduit par un dégrèvement au profit de ces denrées alimentaires.	4,000,000
9. Arrêté royal du 14 juin 1927. — Réduction de 4 à 2 p. c. de la taxe frappant les achats de mitrailles, déchets textiles, etc., par les industriels établis dans le pays, et suppression de la taxe de transmission de 1 p. c. frappant l'exportation des ciments.	10,000,000
10. Loi du 23 juillet 1927 réduisant des deux tiers les droits d'enregistrement et de transcription sur les actes de fusion de société. (Pour mémoire.)	
11. Arrêté royal du 16 novembre 1927. — Etablissement d'une taxe forfaitaire de 3 ou de 2 p. c. sur la plupart des denrées coloniales et alimentaires non encore soumises au régime forfaitaire, mesure qui se traduit par un dégrèvement au profit de ces denrées	30,000,000
12. Arrêté royal du 24 décembre 1927 :	
1 ^o Suppression de la taxe de transmission de 1 p. c. à l'exportation des charbons, des agglomérés de houille et des cokes.	7,000,000
2 ^o Etablissement d'une taxe forfaitaire de 2 p. c. sur les transmissions de déchets de matières textiles en bourre ou en fils	1,000,000
13. Arrêté royal du 14 février 1928 supprimant la taxe de transmission à l'exportation sur les witloof et les raisins.	1,650,000

14. Diverses décisions administratives, prises en exécution des articles 23, 2^o, et 37 du Code des taxes assimilées au timbre :

A. Application de l'article 23, 2^o, du Code des taxes assimilées au timbre. — Autorisations accordées par l'Administration d'acheter dans le pays en franchise de la taxe de transmission ou avec paiement d'une taxe réduite des marchandises destinées à l'exportation :

Verre à vitre (taxe supprimée)	1,000,000
Tissus (taxe supprimée)	3,500,000
Dentelles (taxe réduite à 1 p. c.)	500,000
Plantes vivantes (taxe supprimée).	500,000
Etc., etc.	

B. Application de l'article 37 du Code. — Autorisations d'importer en franchise de la taxe de transmission ou avec paiement d'une taxe réduite des marchandises servant à la fabrication de produits exportés :

Caoutchouc servant à la fabrication de pneus (taxe réduite de 2 à 0 p. c.)	1,000,000
Maïs servant à la fabrication de farine, de glucose et d'amidon (réduction de 4 à 2 p. c.)	1,500,000
Graines oléagineuses pour la fabrication d'huile exportée (suppression de la taxe de 2 p. c.)	2,000,000
Sucres bruts et sucres cristallisés en poudre, importés pour raffinage et réexportation (suppression de la taxe de 2 p. c.)	600,000
Tabacs importés pour la fabrication de cigares et de cigarettes (réduction de 4 à 2 p. c.)	200,000
Pièces importées pour la construction d'automobiles, à l'exception des bandages (réduction de 2 à 1 p. c.)	700,000
Minerais non ferreux (réduction de 1 p. c. à 0.50 p. c.)	4,500,000
Grains destinés à la fabrication de farines livrées à l'étranger (réduction de 1 à 0.50 p. c.)	300,000
Total, fr.	96,950,000
	=====

B. — Dégrèvement projeté.

Etablissement d'une taxe forfaitaire sur les fers. fr.	2,500,000
--	-----------

ANNEXE II

PLAN DAWES.

PREMIÈRE QUESTION. — Quelles ont été depuis l'origine, par an, et jusqu'à la fin de 1927 — depuis le plan Dawes — les fournitures allemandes en nature (quantités et valeurs et spécialement en charbons.

RÉPONSE. — Le Gouvernement, en réponse, donne le tableau suivant :

Valeur des fournitures allemandes en nature depuis la mise en vigueur du plan Dawes.

	1924	1925	1926	1927	TOTAL
Charbon, coke et lignite.	13,942,324.05	47,374,487.88	29,181,690.44	15,163,295.61	105,661,497.98
Sous-produits du charbon	—	693,010.11	2,039,933.97	120,173.62	2,853,117.70
Transport de charbon de coke et de lignite	3,483,261.09	12,555,142.00	7,896,900.18	—	23,935,303.27
Engrais chimiques	292,371.90	6,629.21	1,982,716.41	10,201,031.45	12,482,808.97
Matières colorantes et produits chimiques	2,853,865.30	2,254,576.36	5,158,702.60	4,334,524.70	14,601,668.96
Restauration de la bibliothèque de Louvain	298,377.71	2,899,051.74	—	—	3,197,429.45
Bois	—	1,411,268.69	5,218,103.01	1,077,076.48	7,706,448.18
Batellerie fluviale	—	645,738.90	—	—	645,738.90
Divers	230,728.66	13,924,854.96	35,007,024.11	32,659,109.20	81,821,716.93
	21,100,928.71	81,764,459.85	86,485,130.72	63,555,211.06	252,905,730.34

(28)

Il serait très difficile de fournir des indications quantitatives, vu la diversité des livraisons effectuées, sauf en ce qui concerne le charbon, dont la Belgique a reçu :

En 1924 (quatre derniers mois).	1,248,327 tonnes
En 1925	2,902,907 »
En 1926	2,056,784 »

DEUXIÈME QUESTION. — Qu'a fourni jusqu'à fin 1927 le plan Dawes à la Belgique et par an et en tout? En parallèle, qu'est-ce que la Belgique a payé pendant le même temps à ses créanciers de guerre (intérieur et extérieur)?

RÉPONSE : 1° *Rendement actuel du plan Dawes.* — Le tableau ci-après indique le montant dont la Belgique était débitée dans les livres de la Commission des Réparations à l'expiration des années 1924, 1925, 1926 et 1927 au titre des comptes antérieurs et postérieurs au 1^{er} septembre 1924, date de la mise en vigueur du plan Dawes.

Débits passés à la Belgique au	COMPTES		Total
	antérieurs au 1 ^{er} septembre 1924	postérieurs au 1 ^{er} septembre 1924	
	Mark-or	Mark-or	Mark-or
31 décembre 1924 . . .	1,717,647,148 58	37,361,549 67	1,755,008,698 25
31 — 1925 . . .	2,242,481,666 31	128,287,662 07	2,370,769,328 38
31 — 1926 . . .	2,251,496,802 21	226,881,413 21	2,478,378,215 42
31 — 1927 . . .	2,251,692,573 03	311,208,195 67	2,562,900,768 70

Ces sommes représentent tout ce que la Belgique a encaissé à un titre quelconque : principal des armées d'occupation, dette belge, restitutions, réparations, etc.

Afin de se faire une idée de leur ordre de grandeur en francs belges, il est utile de signaler qu'un mark-or valait : en 1920, fr. 3-28; en 1921, fr. 3-20; en 1922, fr. 3-14; en 1923, fr. 3-96; en 1924, fr. 5-20; en 1925, fr. 5-02; en 1926, fr. 7-61; en 1927, fr. 8-55.

2° *Dépenses de réparation depuis l'application du plan Dawes.* — Les dépenses de réparation effectuées par la Belgique depuis l'application du plan Dawes (1^{er} septembre 1924) jusqu'au 31 décembre 1927 s'élèvent par exercices aux chiffres indiqués ci-après :

a) Dépenses admises par le Traité de Versailles :

Exercice 1924 (du 1 ^{er} septembre 1924 au 31 décembre 1924) fr.	1,104,488,000
— 1925	5,272,637,000
— 1926	2,422,244,000
— 1927 (jusqu'au 31 décembre 1927)	2,186,911,000
Total. . fr.	10,986,280,000

b) Dépenses non admises par le Traité de Versailles (charges d'intérêts résultant de la reprise des marks) :

Exercice 1924 (quatre mois) fr.	46,406,000
— 1925	141,719,000
— 1926	155,448,000
— 1927 (jusqu'au 31 décembre 1927)	332,448,000
Total. . fr.	676,021,000
Ensemble, . . fr.	11,662,301,000

Ces chiffres comprennent les dommages aux personnes, les dommages aux biens, les dommages au domaine public, les dommages financiers des communes repris par l'État, les charges d'intérêt de la dette interprovinciale (contributions de guerre), les intérêts payés sur titres nominatifs des dommages de guerre, les annuités payées au Gouvernement des États-Unis d'Amérique en rem-

boursement des dettes contractées pendant la guerre, les charges d'intérêt des emprunts contractés pour couvrir les dépenses de réparation, les pensions dérivant de la guerre.

Il est, en somme, fort malaisé de mettre en regard des dépenses les recettes correspondantes au titre des réparations : les comptes budgétaires n'ont enregistré les versements qu'au fur et à mesure de l'utilisation des devises transférées à la Belgique. Il n'y a donc pas de synchronisme entre les rattachements au Budget et l'inscription des versements au débit de la Belgique dans les livres de la Commission des Réparations.

En utilisant les données sur le rendement du plan Dawes, qui ont été l'objet de la réponse à la première question, on arrive au résultat, purement théorique, ci-après :

1^o Débits passés à la Belgique postérieurement au 1^{er} septembre 1924 (date de la mise en vigueur du plan Dawes) :

					(1)
En 1924	M.-or	37,362,000	= fr. b.	194,282,000	(c. 5.20)
En 1925	»	90,926,000	»	456,449,000	(c. 5.02)
En 1926	»	98,593,000	»	750,293,000	(c. 7.61)
En 1927	»	84,327,000	»	720,996,000	(c. 8.55)
		M.-or 311,208,000	= fr. b. 2,122,020,000		
		=====	=====		

2^o Débits passés à la Belgique postérieurement au 1^{er} septembre 1924, mais se rapportant à des comptes antérieurs à cette date :

					(2)
En 1925	M.-or	524,834,000	= fr. b. 2,634,667,000	(c. 5.02)	
En 1926	»	9,015,000	»	68,604,000	(c. 7.61)
En 1927	»	196,000	»	1,675,000	(c. 8.55)
		M.-or 534,045,000	= fr. b. 2,704,946,000		
		=====	=====		
Ensemble	M.-or	845,253,000	= fr. b. 4,826,966,000		
		=====	=====		

* *

TROISIÈME QUESTION, posée par un membre. — Quelles ressources attendons-nous à l'avenir de l'exécution du plan Dawes ? En parallèle, à quels engagements sommes-nous tenus ?

RÉPONSE. — Il est impossible, en cette matière, de préjuger l'avenir.

(1) Cours moyen du mark-or pendant l'année ; ne correspond pas, ainsi qu'il est exposé ci-dessus, avec les cours des réalisations effectuées.

(2) Cette somme comprend notamment les résultats de l'occupation de la Ruhr : M.-or 458,598,293-95 touchées presque intégralement avant le 1^{er} septembre 1924, mais comptabilisées par la Commission des Réparations postérieurement à l'application du plan Dawes ; cela fait toucher du doigt la difficulté de comparer les recettes et les dépenses de réparations au cours d'une période limitée.

ANNEXE III

Activité du Comité du Trésor.

A une question posée par la Commission, le Gouvernement a répondu par la note suivante :

Au cours de l'exercice 1927, le Comité du Trésor a poursuivi la tâche qui lui a été assignée par l'arrêté royal du 26 juin 1926.

Son action préventive s'est particulièrement fait sentir au cours de cet exercice, les différentes administrations tenant compte dans leurs projets ou propositions des observations présentées et des directives imposées.

En matière de travaux et fournitures, le montant des dépenses évitées a dépassé 5 millions et les subsides refusés ont atteint 300,000 francs environ.

Le Comité a tenu la main au respect scrupuleux des dispositions dites de cadenas. Son action dans le domaine des promotions et nominations dans le personnel de l'Etat a été renforcée par les dispositions de l'arrêté royal du 16 décembre 1927 fixant les cadres généraux des administrations centrales des Départements ministériels et l'arrêté royal du 7 avril 1928 l'a chargé d'émettre son avis sur les dérogations aux règles établies pour la mise en disponibilité des fonctionnaires et employés de l'Etat.

Le Comité a consacré toute son attention à la réforme administrative. Les rapports suivants de la Commission chargée d'étudier le fonctionnement des services de l'Etat ont été examinés et les conclusions suggérées ont été en grande partie adoptées. L'économie réalisée de ce chef est très importante, mais il n'est pas possible cependant d'en déterminer exactement le montant.

Département.	OBJET DES RAPPORTS.	Economie réalisée.
Finances.	Contrôle des dépenses des administrations de l'Etat. Les perfectionnements d'ordre budgétaire seront apportés au budget de 1929	Indéterminée.
	Installation de chauffage du Ministère des Finances. Les dispositions ont été prises pour enmagasiner séparément les charbons destinés aux deux systèmes de chauffage . . .	Indéterminée.
Agriculture.	Laboratoire d'analyses de l'Etat. — Mise à l'étude d'un laboratoire unique groupant tous les services de l'Etat . .	Indéterminée.
Défense Nationale.	Parc à charbons. Usine de torréfaction de cafés. Chambres frigorifiques :	
	Vente de trois chargeurs du parc à charbons	16,200 »
	Vente de deux transbordeurs du parc à charbons.	10,000 »
	Terrain de l'usine de torréfaction. — Vente	600,000 »
	Baraquement de l'usine de torréfaction. — Vente	20,000 »
	Etablissements de fabrication et de manutention militaires. Fourrages. Equipements. Couchage. — Mesures prises pour ramener l'effectif ouvrier, en excès de 374 unités sur l'effectif organique, à une situation normale	Indéterminée.

Département.	OBJET DES RAPPORTS.	Economie réalisée.
Défense Nationale.	Installation de chauffage du Ministère. — La revision des chaudières a été effectuée	Indéterminée.
	Fonderie royale de canons. — Revision du barème des salaires et réduction du nombre de jours de congé à l'étude. Réduction de la période d'absence pour maladie pendant laquelle le traitement est servi intégralement	Indéterminée.
	Meunerie militaire :	
	Installation de la force motrice à la meunerie et à la boulangerie militaire d'Anvers et utilisation d'un charbon moins onéreux	360,000 »
	Mesures prises pour licencier les ouvriers en surnombre . . .	Indéterminée.
	Boulangeries militaires :	
	Vente d'une machine à vapeur à Liège.	18,500 »
	Mesures prises pour précipiter le départ des ouvriers civils et leur remplacement par des soldats	Indéterminée.
	Installation de la force motrice à Anvers et Namur	Indéterminée.
Chemins de fer.	Bureau de renseignements pour les adjudications publiques. — Réduction du personnel à cinq unités	123,000 »
	Suppression de certaines distributions postales dans les communes de minime importance. — Economie réalisée depuis le 1 ^{er} janvier 1920.	1,750,000 »
	Taxe sur les postes de T.S.F. — L'Administration prendra les mesures nécessaires pour faire cesser les fraudes, et de ce fait augmenter les recettes	Indéterminée.
Sciences et Arts.	Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts. — Réduction du personnel	Indéterminée.
	Comme conséquence de cette décision, le Comité a pu refuser l'octroi d'indemnités spéciales au personnel	3,800 »
	Commission royale des Monuments et des Sites. — Suppression du poste de secrétaire adjoint et réduction du crédit matériel	13,000 »
	Domaine de Gaesbeek. — Remplacement du conservateur par un agent de grade moins élevé	Indéterminée.
	Institut historique belge de Rome. — Abandon d'une partie des locaux ayant permis une diminution du loyer de 8,064 livres	15,400 »
	Pavillon chinois et Tour japonaise. — Réorganisation acceptée.	Indéterminée.

Département.	OBJET DES RAPPORTS.	Economie réalisée.
Sciences et Arts.	Musée d'histoire naturelle. — Réduction du personnel subalterne. Autres suggestions à l'étude.	Indéterminée.
	Musée royal des Beaux-Arts de Belgique. — Réduction du personnel	Indéterminée.
Colonies.	Musée du Congo belge. — Réexamen du remplacement d'un agent	Indéterminée.
	Ecole coloniale. — Suppression d'un emploi de nettoyeuse . .	Indéterminée.
	Jardin colonial. — Remplacement par des salariés des jardiniers fonctionnaires.	Indéterminée.

Indépendamment de ces questions, le Comité a, d'initiative personnelle, provoqué les réformes suivantes :

Département.	OBJET DES RAPPORTS.	Economie réalisée.
Travaux Publics.	Service des automobiles du Département. — Réduction du personnel et du matériel.	110,000 »
	La remise du garage à l'Administration des Domaines non encore réalisée, accroîtra cette économie.	
Finances.	Liaison entre tous les services centraux et locaux, d'une part, les entreprises privées de distribution d'eau, de gaz et d'électricité, d'autre part, afin de réaliser une coordination complète des travaux à exécuter dans les routes de l'Etat. .	Indéterminée.
	Envoi par l'Administration centrale du matériel imprimé destiné aux services extérieurs. — Rejet, la mesure devant entraîner la construction d'un immeuble de	850,000 »
	Centralisation des services régionaux de l'enregistrement de l'agglomération bruxelloise	Indéterminée.
	Garde-meuble national. — Les opérations effectuées au cours de l'année 1927 ont évité un décaissement de l'ordre de . .	500,000 »
Agriculture.	Service d'informations agricoles et horticoles de Londres . .	135,000 »
	Office des Régions dévastées. — Les instances répétées du Comité ont hâté la démobilisation de la quasi totalité du personnel	Indéterminée.
Défense Nationale.	Au cours de l'examen du fonctionnement de la Meunerie militaire, le Comité a pris l'initiative de proposer un système nouveau d'achat des blés, permettant une économie de 9 francs par 100 kilogrammes. Le Département s'est donc adressé à un courtier du commerce libre. Il en est résulté que les adjudicataires ont immédiatement fait des offres parfois plus basses que celles du courtier. L'économie est donc appréciable et on peut l'évaluer annuellement à	800,000 »
	D'autre part, la mesure sera appliquée aux fournitures pour la cavalerie	Indéterminée.

Département.	OBJET DES RAPPORTS.	Economie réalisée.
Sciences et Arts.	Musée des Beaux-Arts d'Anvers. — La nature des remarques de la Commission chargée d'étudier le fonctionnement des services de l'Etat a amené le Comité à proposer à M. le Ministre des Sciences et des Arts de soumettre la gestion de tous les établissements vivant sous le régime de la dotation, aux règles de la comptabilité publique. Cette suggestion a été adoptée à partir du 1 ^{er} janvier 1928	Indéterminée.
	Suppression des secrétaires-trésoriers des athénées et des écoles moyennes	800,000 »

Au cours de l'exercice 1928, le Comité du Trésor ne se départira pas de la ligne de conduite qu'il s'est tracé en vue de maintenir les réformes acquises, de combattre les abus qu'il découvrirait et de comprimer ainsi les frais généraux de l'administration de l'État.

ANNEXE IV

Activité de la Commission des Économies.

A une question posée par la Commission, le Gouvernement a répondu par la note suivante

La Commission chargée d'étudier le fonctionnement des services administratifs de l'État a poursuivi ses enquêtes dans le même esprit qu'au cours des années antérieures et avec l'aide des fonctionnaires mis à sa disposition par M. le Premier Ministre. Ces travaux ont fait l'objet de trente-sept rapports transmis au Gouvernement dans le courant de l'année écoulée.

Elle a traité un certain nombre de questions de portée générale ou de nature spéciale dans les notes adressées à M. le Premier Ministre.

La liste de ces rapports et de ces notes est ci-annexée :

ANNEXE A.

Musée royal des Beaux-Arts de Belgique. — Réduction du personnel et de certaines dépenses. — Suggestions en vue d'augmentation des recettes.

Observatoire et Institut de météorologie. — Suggestions diverses. — Réduction de personnel.

Musée d'Histoire naturelle. — Suggestion d'ordres divers.

Commission royale des Monuments et des Sites. — Economies.

Musée royal des Beaux-Arts d'Anvers. — Suggestions d'ordres divers.

Pavillon chinois et Tour japonaise. — Fermeture en hiver.

Domaine de Gaesbeek. — Réduction du personnel et du crédit budgétaire.

Institut historique belge de Rome. — Économies.

Musées royaux du Cinquantenaire. — Réduction du personnel et de certaines dépenses. — Suggestions concernant les recettes.

Gouvernements provinciaux et Commissariats d'arrondissement :

Gouvernements provinciaux. — Revision des cadres. — Suppression des directions. — Réduction du nombre des divisions et des bureaux. — Revision du barème des traitements. — Organisation d'une inspection.

Commissariats d'arrondissement. — Réduction du nombre des commissariats et de leur personnel.

- Administration des pensions au Ministère des Sciences et des Arts. — Réorganisation. — Réduction du personnel.
- Les prisons. — Suppression de petites prisons. — Intensification de la production. — Suggestions diverses.
- Musée du Congo belge. — École coloniale. — École de la médecine tropicale. — Jardin colonial. — Suggestions diverses.
- Services des Eaux et Forêts. — Diminution du nombre des triages. — Décentralisation. — Suggestions diverses.
- Exploitation de la ligne vicinale de Mons à Boussu. — Examen de la situation industrielle.
- Jardin botanique. — Suggestions diverses concernant l'organisation et le personnel.
- Service de comptabilité du Ministère des Sciences et des Arts. — Cadre du personnel.
- Établissements de la protection de l'Enfance. — Réductions du personnel. — Suppression éventuelle des établissements de Moll (Centre) et de Bruges. — Économies. — Suggestions concernant la productivité du travail.
- Fermes annexées aux établissements d'éducation pour garçons. — Réduction de ces exploitations à une trentaine d'hectares.
- Administration du cadastre. — Réorganisation fondamentale. — Séparation du travail technique et des attributions fiscales. — Autonomie du cadastre. — Suggestions diverses.
- Services dépendant du Ministère de l'Agriculture (1^{re} et 2^e directions générales).
- Police sanitaire des animaux domestiques. — Réduction du nombre des inspecteurs vétérinaires.
- Service de l'élevage et de l'amélioration des races d'animaux domestiques.
- Service des agronomes de l'État. — Réduction du personnel.
- Défrichement des landes et terres incultes. — Subsidés. — Chambres provinciales d'agriculture. — Suggestions diverses.
- Institut international de Rome. — Suppression de la délégation permanente.
- Archives générales du Royaume. — Organisation du transfert des archives par les Administrations publiques. — Mesures concernant la conservation des archives du Comité national. — Délégations plus larges à l'archiviste général du Royaume. — Économies. — Suggestions diverses.
- Universités de l'État. — Établissement d'une Régie matérielle autonome. — Unification des comptabilités. — Suggestions diverses concernant notamment la rémunération du corps professoral, les bibliothèques, les immeubles, le chauffage.
- Installations frigorifiques de l'État. — Deuxième rapport. — Mesures provisoires et mesures propres à en accélérer la liquidation.
- Office des classes moyennes. — Suppression ou subsidiairement revision du cadre. — Examen de la répercussion au point de vue administratif des projets nouveaux sur le cadre.
- Services extérieurs de l'Administration des Ponts et Chaussées. — Réorganisation fondamentale.
- Service des bâtiments de l'État. — Constitution d'une administration unique. — Organisation. — Suggestions diverses.
- Société nationale des Habitations à bon marché (deuxième rapport). — Confirmation des conclusions du premier rapport. — Suggestions diverses. — Économies.
- Ateliers du génie maritime à Ostende. — Suppression. — Mesures transitoires. — Suggestions concernant l'entretien normal des bateaux.
- Comptabilité des exploitations agricoles dépendant du Ministère de la Justice.
- Service des douanes. — Étude générale de service. — Réformes. — Simplifications. — Suggestions diverses.
- Fond national de retraite des ouvriers mineurs. — Organisation d'un contrôle budgétaire. — Observations.
- Conservatoires royaux.
- Conservatoire royal de Bruxelles.

(36)

Conservatoire royal de Liège.
Conservatoire royal de Gand.
Conservatoire royal flamand d'Anvers.

ANNEXE B.

Les Finances provinciales dans leurs rapports avec les Finances de l'État.
Interventions financières cumulatives de l'État, de la province et de la commune dans les mêmes œuvres, institutions ou travaux.

Office de liquidation du Comité national.
Service sanitaire de l'Escaut à Doel.
Réduction des effectifs du personnel des bureaux administratifs.
Mesures à prendre pour fixer les cadres des services extérieurs.
Attributions respectives de l'Administration des Postes et de certaines administrations fiscales.
Possibilité de réunir l'Administration des Douanes et Accises et celle des Contributions.
Installations de chauffage du Ministère des Chemins de fer.
Installations de chauffage du Ministère de la Justice.
Installations de chauffage du Ministère de l'Industrie et du Travail.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 22 MEI 1928.

Verslag uit naam der Commissie voor Financiën, belast met het onderzoek van de Begrooting van het Ministerie van Financiën voor het dienstjaar 1928.

(Zie de n^{rs} 5-XIV en 116 van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren LAFONTAINE, voorzitter; DE CLERCQ, DELANNOY, Baron DE MÉVIUS, FRANÇOIS, MOYERSON, PIERLOT en VAN OVERBERGH, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Over het geheel blijft de toestand gunstig.

Het vertrouwen heerscht aan de vier windstreken van onzen financieelen horizon.

1. Onze *devies* blijft zonder moeite op peil van den goudinvoer; volgens haar nieuwe pariteit heeft zij gedurende het afgelopen jaar opgeld gemaakt op de meeste andere munten.

De Nationale Bank heeft niet opgehouden haar inkasso te versterken. De voorraad metaal-goud is gestegen van 2,796 miljoen (28 October 1926) tot 3,419 miljoen (27 October 1927) en tot 3,756 miljoen (29 Maart 1928): dus met één milliard. Op 3 Mei jongstleden was onze geldomloop gewaarborgd tot 72 t. h. door het gezamenlijk bedrag van het goudincasso, de goudbeschikbaarheden van het incasso en het overige verschillend tegoed van de Bank in het buitenland; dit ten honderd bedraagt 68 als men rekening houdt met al de verbintenissen op zicht (bankbrieven en loopende rekeningen).

De officieele disconto-voet welke 7.5 t. h. bedroeg vóór zeventien maanden, kon achtereenvolgens en zonder reactie op 4.5 t. h. worden teruggebracht.

Het is waar dat, ondanks de maandelijksche beweging van 22 milliard post-checks en van 36 milliard compensaties, onze papieromloop, die vóór een jaar 9 1/2 milliard bedroeg, gestegen is tot 10 1/2, einde 1927, op die hoogte blijft en nog schijnt te stijgen. Daarbij moeten nog 757 miljoen kleine briefjes van 5 en van 20 frank gevoegd worden.

2. Onze *Begrooting* staat in evenwicht. Voor 1928 overtreft het binnenkomen der belastingen ruim de vooruitzichten; sommige waardevermeerderingen bereiken zeer hoge getallen; alzoo hebben de inkomsten van den dienst van de registratie gedurende het eerste kwartaal 1928 het milliard overschreden : zij overtreffen de vooruitzichten met 200 miljoen, hetzij meer dan 24 t. h. Het Dawes-plan wordt voort toegepast en de herstelbetalingen komen zonder moeilijkheid binnen.

Hoewel de openbare schuld kon herleid worden van 59 milliard (1926) tot 56.8 milliard in 1927 en tot 55.4 milliard in 1928 en dat onze buitenlandsche schuld op korten en op gemiddelden termijn verdwenen is, blijft onze buitenlandsche gecon-

solideerde schuld staan op het ontzaglijk bedrag van 28 milliard, hetgeen met 6 milliard onze binnenlandsche geconsolideerde schuld overschrijdt.

Op voorwaarde dat de Regeering en het Parlement vast houden aan een gematigde politiek in zake bijkomende uitgaven, aanpassingen en ontlastingen, is het begrootingsevenwicht verzekerd.

3. De *Thesaurie* heeft nooit schitterender toestand gekend. Het is mogelijk geweest in de Nationale Bank een soort « Thesaurie-Reserve » samen te stellen voor den dienst van de fondsen van derden, welke de Staat in bewaring heeft. Het deposito van postchecks werd aldus voorzien van een bijzonderen waarborg van eerste gehalte. Te huidiger ure zouden alle postchecks kunnen terugbetaald worden op elk oogenblik, zonder den minsten hinder voor de Schatkist.

De Staat beschikt ook thans over een bijzondere dekking van 300 miljoen voor de briefjes van 5 en van 20 frank.

Hij heeft voor meer dan 500 miljoen Bons vlottende schuld kunnen betalen, die hem naar gelang de mogelijkheden zullen terugbetaald worden door het Amortisatiefonds.

Ten slotte beschikt hij over een aanzienlijk bedrijfskapitaal, grootendeels in goud-deviezen belegd en in staat aan al de noodwendigheden en onvoorziene toestanden te voldoen.

4. Onze *rekeningbalans* verbetert van maand tot maand, volgens al de gegevens die men kan nasporen.

Onze *handelsbalans* wordt met den dag gunstiger. Vergeleken bij onzen invoer, vertegenwoordigt onze uitvoer van 1927, in waarde, 91.2 t. h., zijnde een verbetering van 4.5 t. h. op 1926. De uitvoer van afgewerkte producten bedroeg in 1927 2.2 milliard goud-frank of een verhooging van 371 miljoen-goud op 1926.

Op het einde van het eerste kwartaal 1928 bereikte onze uitvoer 91.8 t. h. van onzen invoer, terwijl hij op het einde van het eerste kwartaal 1927 slechts 84 t. h. en in 1926 77 t. h. bereikte.

Voor het eerst in den loop van 1927 wint onze uitvoer in de verre landen veld op onzen uitvoer in de nabijgelegen landen. In plaats van 68 t. h., voeren onze aangrenzende buurlanden nog slechts 57 t. h. in.

De vier hoofdgegevens van den financieelen toestand zijn dus gunstig. Tot dusver hebben wij niet de economische crisis gekend die men beweerde het fataal gevolg van de stabilisatie te moeten zijn.

België wordt dus weer gezond, zulks met des te zekerder stap op voorwaarde dat het de voorschriften volgt van een regiem, opgelegd door den aard zelf der omstandigheden en niet verwaarloost rekening te houden met sombere vlekken die aan den horizon toenemen en die eenige instorting zouden kunnen verwekken.

Deze sombere vlekken zijn de ziekelijke beurspeculatie, de overdreven uitgiften, de pijnlijke toestand van ons binnenlandsch krediet, de overdreven druk van sommige belastingen en de menigvuldige moeilijkheden van onze economische wederaanpassing.

1. De *ziekelijke beurspeculatie*, deze koorts die elken dag diepere lagen van de bevolking aantast, is een stijgende bedreiging. De schommelingen van den wissel vóór de stabilisatie, de waardevermindering van de openbare fondsen en de stijgende aanpassing der aandeelen na de stabilisatie, hebben bij een aanzienlijk aantal werkers uit al de maatschappelijke kringen een gewoonte van gemakkelijk winst-

bejag doen ontstaan, die van lieverlede een spelersmentaliteit heeft verwekt, welke op haar beurt ontaardt in stoutmoedigheden, die vroeg of laat moeten leiden tot bittere ontgoochelingen, zooniet tot rampen. Deze sombere vlek breidt zich uit.

2. *De uitgiften*, zoowel voor nieuwe vennootschappen als voor kapitaalsverhoogingen, nemen buitengewoon toe. In 1925 bedroegen zij 200 miljoen per maand; in 1927 500 miljoen; te oordeelen naar het eerste kwartaal van 1928, wordt het een rekord van 800 tot 900 miljoen per maand.

Zoo men bij deze uitgiften de nieuwe kapitalen voegt die worden belegd in bedrijven die geen vennootschappen zijn, en ook diegenen welke belegd worden in vaste goederen en vreemde waarden (onder meer thans in Frankrijk), komt men tot zulke ontzaglijke som dat het voor 's Lands economie en spaarpenningen meer en meer moeilijk schijnt langer dergelijk gewicht te torsen zonder ineen te storten.

3. En inmiddels slaan *onze oude renten* heelemaal geen figuur op de effectenmarkt, alwaar de aandelen hoogten bereiken die vele bedrijven last zullen hebben behoorlijk te vergelden. Onze rente 3 t. h. houdt moeilijk stand rond 65-67, of 9 tot 10 goudfrank. En dit ondanks den regelmatig gevoerden veldtocht ten gunste van dergelijke beleggingen, ondanks regelmatige aankopen door het Delgingsfonds, ondanks groote beleggingen in onze openbare instellingen, ondanks het Bijzonder Fonds der Nationale Bank, ingesteld op 25 Januari jongstleden en, met dit doel en totnogtoe, met meer dan 100 miljoen begiftigd.

De pijnlijke toestand van onze rente 3 t. h. kenschetst dien van ons openbaar crediet in het binnenland. Deze toestand mag niet voortduren want vroeg of laat zal men weer beroep moeten doen op binnenlandsche leening, hetzij voor renderende werken, hetzij voor noodig geachte conversies.

4. *De last onzer belastingen*, die van 7 tot 15 t. h. is gestegen, begint zeer zwaar te wegen op onze nijverheid en vooral op onze uitvoernijverheid, naarmate dat het geldelijk voordeel verdwijnt dat onze producenten tijdelijk van de stabilisatie op 175 hadden ondervonden. De taxes op den uitvoer onder meer schijnen eene volstrekt ongewettigde belemmering te zijn, die ten spoedigste moet verdwijnen. En dan komen nog de speciale taxes die onze bijzonderste nijverheid treffen, den landbouw en de kolenmijnen, en haar weerslag hebben op de geheele economie van het land.

5. Onder de duistere punten treffen wij vooral de moeilijkheden aan waarmee de nog niet afgeloopen *economische wederaanpassing* gepaard ging. Zelfs in de meest welvarende bedrijven dreigen er loonconflicten en zijn aanpassingen geboden. Het index is nog niet gestabiliseerd. Onze kostprijzen hebben hunne normale grens not niet bereikt.

Uit het onderzoek van deze beschouwingen en van den algemeenen toestand kunnen wij de vijf leidraden onzer financieele politiek afleiden :

Op het stuk van begrooting moeten wij, kost wat kost, een ruim evenwicht en een krachtige thesaurie behouden, die door een stevige reserve wordt gerugsteund.

Op het stuk van openbare schuld moeten wij onverpoosd de delging voortzetten van de schuld op korten en op middelbaren termijn en onder geen enkel voorwendsel noch onder geen enkelen vorm, noch middellijk, noch onmiddellijk, nieuwe schuld aangaan : dat is de voornaamste les van de geldcrisis; wij moeten afzien van elke verhooging der geconsolideerde schuld en onverwijld de baan breken voor

de conversie van een deel onzer geconsolideerde schuld. Naar aanleiding hiervan herhaalt de Commissie wat zij het vorig jaar uiteenzette en waarmede niet genoeg rekening werd gehouden: « Van stonden aan laat de daling van den rentevoet van het geld toe binnen min of meer afzienbaren tijd de mogelijkheid te onderzoeken sommige onzer buitenlandsche leeningen door middel van conversie te vervangen. De meeste dezer leeningen werden aangegaan voor een termijn van vijf en twintig jaar, hetgeen een verpletterende last is voor het huidig geslacht, dat reeds zoo zwaar is beproefd door den oorlog; het ware loutere rechtvaardigheid dezen last te verdeelen over een grooter aantal jaren ».

De derde leidraad is de voltooiing van de wederaanpassing die door de billijkheid en het openbaar crediet wordt geboden. « Onder de aanpassingen door de stabilisatie geboden is die der renten en vooral der geconsolideerde bons van vóór den oorlog, een der maatregelen die de bijzondere aandacht van den Staat vergen, van het enkel standpunt van zijn crediet ». De opwerping van de Regeering als zou er gebrek aan geldmiddelen zijn wordt weerlegd door het accres der belastingen.

De vierde leidraad is ingewikkeld. Hij kan als volgt worden omschreven: invoering van een fiscale politiek gericht naar de vereenvoudiging der invordering, naar een aanpassing der bedragen volgens de waardevermindering van het geld, onder meer op het stuk van bedrijfstaxe en successierecht, naar de hervorming van het provinciaal en gemeentelijk belastingwezen, naar de vrijstellingen voor de nijverheid, vooral op het stuk van uitvoertaxes, naar het vereenvoudigen der formaliteiten op het stuk van versmelting van bedrijven. De voorbereidende werken van de verschillende bevoegde Commissiën zijn afgelopen. Een algemeen werkplan moet worden opgemaakt dat uiterlijk in 1929 kunne in werking treden. Het spreekt van zelf dat de verzachtingen slechts mogelijk zijn kunnen binnen de mate der sociale en militaire hervormingen.

De Commissie voor Financiën die steeds een krachtdadige politiek heeft voorgestaan ten behoeve van onzen uitvoerhandel, die op stuk van zaken de eerste voorwaarde van onze productie is en de hoeksteen van ons financieel gebouw, vraagt met nadruk dat niets zou worden verzuimd om onze pogingen tot een maximum-rendeering op te voeren. Op meer dan een industrieel gebied komen wij tegen over de wereldconcurrentie te staan zonder enig valuta-voordeel. Het oogenblik is gekomen om alles in het werk te stellen: èn de wegneming van de fiscale belemmeringen, èn de vermindering van den voet van ons crediet op middelbaren en langen termijn, èn de zoolang verbeide invoering van ons verzekeringscrediet, en de spoedige tenuitvoerlegging van ons plan van stelselmatige doordringing in de verst afgelegen streken, èn de steeds toenemende steun van onzen handel in het buitenland, èn de verbetering van ons personeel gezanten, consuls en handelsattachés, èn de eenmaking der verschillende ministerieele diensten voor nijverheid en handel, die nog steeds te veel verspreid zijn en bijna geen voeling hebben met de verschillende Departementen. Ons land is een der zeldzame uitvoerlanden dat nog geen Ministerie van Handel bezit. Wanneer men de uitslagen nagaat van de Ministers van Handel in de naburige landen, en vooral in de Vereenigde Staten van Amerika, dan kan men enkel met ons Comité voor den Handel met het buitenland den wensch koesteren dat België zoo spoedig mogelijk deze leemte zou aanvullen.

Naarmate dat onze monetaire en financieele positie steviger en beter wordt, concentreert zich de belangstelling van de natie meer en meer op onze economische uitbreiding; deze is afhankelijk van een steeds grooter en ruimeren uitvoer, naar een steeds grooter aantal landen.

ALGEMEEN OVERZICHT DER BEGROOTING VAN FINANCIËN.

Het ontwerp van begrooting voor 1928 bedraagt, met inbegrip van de ingediende amendementen, 273,067,667 frank, onderverdeeld als volgt :

Gewone uitgaven : 267,323,707 frank.

Buitengewone uitgaven : 5,743,960 frank.

Bijgevolg is er tegenover de begrooting van 1927 een verhooging te boeken van fr. 7,752,875-50, hetzij eene verhooging van 10,749,758 frank voor de gewone uitgaven en eene vermindering van fr. 2,996,882-50 voor de buitengewone uitgaven.

Voor de perequatie dient er bij de gewone uitgaven eene verhooging voorzien van 30,520,445 frank en bij de buitengewone uitgaven eene verhooging van 158,300 frank. Zoodat ten slotte de begrooting voor 1928 zal bedragen : 303 miljoen 746,412 frank.

HOOFDBESTUUR.

I. — De begrooting van het hoofdbestuur bedraagt 24,909,078 frank, zegge eene verhooging van 1,029,447 frank, waarin niet is begrepen het aanvullend crediet van 2,628,000 frank dat zal worden gevraagd om het hoofd te bieden aan de uitgaven voortvloeiende uit de perequatie.

Personeel. — Het beroepspersoneel van het hoofdbestuur van het Ministerie van Financiën, van het Kabinet van den Minister en van het Kabinet van den Eersten Minister telt 708 bedienden. Het tijdelijk personeel, dat, in 1927, 206 eenheden bedroeg, is thans gebracht op 174.

II. — *De dienst der begrooting.* — De Commissie heeft aan den Minister gevraagd welke de voorloopige balans was der ontvangsten en uitgaven van de begrooting voor 1926 en voor 1927; haar werden de volgende inlichtingen verstrekt.

DIENSTJAAR 1926.

De voorloopige balans der begrotingsontvangsten en -uitgaven van het dienstjaar 1926, de opbrengsten der leeningen en der herschatting van het incasso der Nationale Bank van België niet inbegrepen, sluit met een tekort van fr. 78,622,807-85.

BEGROOTING	ONTVANGSTEN	UITGAVEN	OVERSCHOT	
			DER ONTVANGSTEN	DER UITGAVEN
Gewone	6,942,002,593 71	5,983,416,625 42	958,585,968 29	—
Buitengewone :				
a) Eigenlijke	134,389,037 29	1,024,904,106 41	—	890,515,069 12
b) Ontvangsten en uitgaven wegens herstel	382,623,029 68	275,406,631 46	107,216,392 22	—
Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart :				
a) Gewone	1,929,527,529 39	1,893,983,879 77	35,543,649 62	—
b) Buitengewone	615,277 17	290,069,032 03	—	289,453,754 86
	9,389,157,467 24	9,467,780,275 09	1,101,346,016 13	1,179,968,823 98

Overschot der uitgaven, fr. 78,622,807-85

Op gelijken datum, verleden jaar, bedroeg het saldo der voorloopige balans van het dienstjaar 1925 een tekort van fr. 396,869,045-04.

In 1928 zal dus het vermoedelijk tekort voor 1926 78 1/2 miljoen bedragen. Nochtans in ons verslag voor het jaar 1927 drukten wij de hoop uit dat er een batig saldo van fr. 216,306,665-87 zou zijn. Derhalve wijst het dienstjaar 1926, in strijd met onze vooruitzichten van verleden jaar, op eene stijging van lasten van fr. 294,929,473-72, onderverdeeld als volgt :

Gewone Begrooting.

De gewone ontvangsten, in strijd met de eerste ramingen, bedragen fr. 101,006,649-91 minder, waarvan 128 miljoen voor de belastingen. Dit tekort wordt voor een bedrag van 29 miljoen vergoed door eene grootere opbrengst bij het hoofdstuk kapitalen en inkomsten. De buitengewone ontvangsten boeken eene mindere opbrengst van fr. 4,362,282-89, en de compensatieontvangsten eene mindere opbrengst van fr. 89,476,349-23.

Zegge een totaal van fr. 194,845,282-03.

De gewone en buitengewone uitgaven boeken eene vermindering van fr. 6,867,858-67 tegenover de eerste ramingen (met inbegrip van een groep uitgaven van fr. 789,195,330-15, overgedragen van de gewone op de buitengewone begrooting na het toezenden der eerste cijfers). Bijgevolg zijn de lasten gestegen met fr. 187,977,423-36.

Eigenlijke buitengewone begrooting.

De ontvangsten verminderen met	fr. 105,708,810 »
De uitgaven, voormelde overdracht niet inbegrepen, verminderen met	fr. 39,465,870 59
Hetzij een verhooging van lasten van. . fr.	66,242,939 41

Begrooting der herstellingen.

De ontvangsten verminderen met.	fr. 71,484,292 39
De uitgaven integendeel verhoogden met.	36,669,126 94
Hetzij een verhooging van lasten van. . fr.	108,153,419 33

Begrooting van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart.

De gewone en de buitengewone ontvangsten, vergeleken bij de eerste ramingen, bedragen fr. 6,695,581-08 meer.

De gewone en de buitengewone uitgaven bedragen fr. 60,748,727-30 minder.

Dus eene lastenvermindering van fr. 67,444,308-38.

Kortom, eene globale lastenverhooging van fr. 294,929,473-72.

LOOPEND DIENSTJAAR 1927.

Volgens de huidige vooruitzichten, sluit de balans der begrootingsontvangsten en -uitgaven *eigen* aan het dienstjaar 1927, afgezien van de opbrengst der geconsolideerde leeningen behalve de opbrengst van de titels 5 t. h. 1925, uitgegeven ter betaling van oorlogsschade, met een boni van fr. 1,172,528,060-53.

BEGROOTING	ONTVANGSTEN	UITGAVEN	OVERSCHOT	
			DER ONTVANGSTEN	DER UITGAVEN
Gewone	9,155,240,445 99	7,766,899,499 72	1,388,340,946 27	—
a) Eigenlijke	(1) 103,828,130 01	390,189,817 50	—	286,361,687 49
b) Ontvangsten en uitgaven wegens herstel	(2) 830,743,186 40	577,002,989 58	253,740,198 82	—
Beheeren van Zeewezen, Posterijen, enz. :				
a) Gewone	615,612,814 98	639,701,903 47	—	24,089,088 49
b) Buitengewone	497,609 05	159,599,915 63	—	159,102,306 58
Fr.	10,705,922,186 43	9,533,394,125 90	1,642,081,143 09	469,553,082 56

Overschot der ontvangsten, fr. 1,172,528,060-53

Twee opmerkingen zijn geboden :

1. Wilde men de begrootingstoestanden van de dienstjaren 1926 en 1927 vergelijken, dan zou er rekening dienen gehouden met de volgende opmerkingen betreffende de hersteluitgaven.

Op eerste zicht, zouden de uitgaven voor 1927 merkelyk hooger zijn dan die voor 1926 (577 miljoen tegen 275 millicen). Dit ware verkeerd. In den toestand voor 1926, werd er geen rekening gehouden met al de opbrengsten van leeningen, derhalve met inbegrip van de opbrengst der titels uitgegeven ter betaling van oorlogsschade (279 miljoen); om de begrootingsbalans niet verkeerd voor te stellen, heeft het bestuur logisch geoordeeld in de uitgaven wegens herstel eveneens geen rekening te houden met een gelijkwaardige som, zijnde het bedrag der oorlogsschade in titels uitbetaald.

Vanaf 1927 werd er beslist onder de rubriek der ontvangsten te doen voorkomen de opbrengst van bedoelde titels. Derhalve heeft men onder de herstelontvangsten doen voorkomen het bedrag der schade in titels uitbetaald.

2. Op de vraag of het vermoedelijke boni voor 1926 al of niet al de uitgaven omvatte van het Delgingsfonds, heeft het Beheer als volgt geantwoord : De toestand van de begrooting van het dienstjaar 1927 doet een vermoedelijk boni voorzien van fr. 1,172,528,060-53. Dit is wel degelyk *binnen het kader der begrooting* en volgens de tegenwoordige ramingen, de toestand van dit dienstjaar. Doch zoo men rekening wil houden met de buitengewone dotatie van het Delgingsfonds van de Openbare Schuld en feitelyk een thesaurierekening maken,

(1) De opbrengst van geconsolideerde leeningen niet inbegrepen.

(2) Met inbegrip van de opbrengst der titels, uit te geven ter betaling van oorlogsschade.

dan moet men nagaan eenerzijds, dat de begrootingsontvangsten een bedrag begripen van fr. 1,656,966,476-71 dat moet worden toegekend aan het Delgingsfonds als tijdelijke bijslag op belastingen en taxes (fr. 1,585,892,101-35) en als opbrengst van de buitengewone vervreemding van vaste goederen (71,074,375,136 fr.) en anderzijds dat deze buitengewone dotatie van 1,656 miljoen *slechts als begrootingsuitgave wordt geboekt tot een beloop van fr. 324,510,192-12*, ten titel van buitengewone afschrijving van obligaties der « Association nationale des Industriels et Commerçants » voor het herstel der oorlogsschade, van gedeeltelijke terugbetaling van het saldo der voorschotten van de Nationale Bank aan den Staat voor de intrekking der Duitsche munt, enz.

Zoodat de netto-balans voor het dienstjaar 1927 als volgt zich voordoet : Begrootingsboni, fr. 1,172,528,060-53. Daarvan dient afgetrokken : Buitengewone dotatie van het Delgingsfonds, fr. 1,656,966,476-71, waarvan fr. 324,510,192-12 worden aangerekend op het dienstjaar 1927. *Overschot der uitgaven* : fr. 159,928,224-06.

Wanneer men de gewone begrooting beschouwt, dan sluit de balans integendeel met een netto-boni van fr. 84,448,844-92.

DE DIENST DER MUNT.

In 1927 evenals in 1926, heeft het voorschrift der strengste bezuiniging zich verzet tegen allerlei belangrijke nieuwigheid in de inrichting en de uitrusting. Men heeft er zich moeten bij bepalen enkele onderdeelen van het bestaande materieel te verbeteren en uit te zien naar eene meer rationeele en productieve benutting van de werkrachten.

De huidige overeenkomst, die sedert 1922 van kracht is, heeft toegelaten talrijke hervormingen te verwezenlijken in het aanmaken van munt. Ziehier een voorbeeld : de eigenlijke onkosten van fabricage, namelijk de werkkosten van den dienst der munt, berekend per 100 kilogram vervaardigde stukken, boeken voor 1927 eene verhooging van 30 t. h. tegenover 1922; daarentegen bedraagt het verschil van den prijs der metalen, tengevolge van de inzinking van onzen frank, en waartegen vanwege het beheer geen reactie mogelijk was, voor het koper 184 t. h. en voor het nikkel 268 t. h.

De werkplaatsen hebben, in 1927, 83,861,100 stukken voortgebracht, waarvan 47,287,000 voor België, 34,074,100 voor Congo en 2,500,000 voor het Groothertogdom Luxemburg. Zij hebben bovendien 15000 fictieve frankstukken vervaardigd ten behoeve der weldadigheidsgestichten afhangende van het Ministerie van Justitie.

De winst van uitgifte van Belgische munten bedraagt fr. 2,010,137-80 ten voordeele van het *Fonds voor Muntvoorziening* (wet van 17 Mei 1889) en fr. 2,776,236-56 ten voordeele van het *Bijzonder Fonds* (wet van 31 December 1921). De retributie's betaald voor aanmaak van Congoleesche munten bedragen fr. 105,508-50. Ten slotte heeft de bestuurder der fabricage in de Schatkist een bedrag van fr. 36,794-54 gestort wegens retributie's op den aanmaak van vreemde munten.

Zooals verleden jaar, werd de begrooting ontlast van al de uitgaven verbonden aan het bestuur der munt, zooals wedden van het personeel, uitgaven wegens onderhoud, brandstoffen, verlichting, kantoor- en laboratorienoodigheden, enz., die werden terugbetaald door het Fonds voor muntvoorziening, en wel fr. 329,498-14 voor de begrooting van het Ministerie van Financiën en fr. 60,145-25 voor de begrooting van Openbare Werken.

Het crediet, op de begrooting van Financiën aan het Beheer der Munt geopend voor 1927, bedroeg 52,800 frank; er moest een aanvullend crediet van 3,000 frank worden aangevraagd. Op te merken valt dat de uitgaven, in 1913, 18,365 frank bedroegen.

De verrichtingen van allen aard in 1927 werden samengevat in eene handelsbalans, die wees op een boni van 3,997,175 frank tegen 1,928,196 frank in 1926.

Het ontwerp van verplaatsing van het Muntgebouw, sedert twee jaar door onze Commissie voor Financiën aangeraden, ligt steeds ter studie en heeft aanleiding gegeven tot talrijke onderhandelingen. Het beheer laat zich afschrikken door de moeilijkheid te voorzien aan welke noodwendigheden de nieuwe muntinrichting in de toekomst het hoofd zou moeten bieden, daar het zeer lastig is thans het vraagstuk van het aanmunten van edel metaal in de toekomst te voorzien. Het vraagstuk is stellig belangrijk, doch voorziet men op welk oogenblik het zal kunnen worden opgelost? Zooniet, waarom niet steunen op de huidige noodwendigheden, met bovendien een zekere mogelijkheid van uitbreiding te voorzien? Bij de verrichting door de Senaatscommissie voorzien, zijn vooral vaste goederen betrokken en onder dit opzicht zal zij stellig voordeelig zijn voor de Schatkist.

BEHEER DER THESAURIE EN DER OPENBARE SCHULD.

I. — Voor het beheer in de provinciën bedraagt het crediet 2,103,500 frank, zegge 35,750 frank meer, ongerekend de aanvullende credieten ten bedrage van 168,000 frank die zullen worden aangevraagd voor de aanpassing der loonen.

Personeel. — De inkrimping van het personeel bij het hoofdbestuur werd gestadig voortgezet. Volgende cijfers laten toe zich hiervan een gedacht te geven. Beroepspersoneel : in 1926, 158 bedienden; in 1927, 151; in 1928, 149. Hulppersoneel : in 1926, 51; in 1927, 45; in 1928, 51. Tijdelijk personeel : in 1926, 28; in 1927, 116; in 1928, 86. Zegge te zamen : 337 in 1926; 312 in 1927; 286 in 1928.

Geen enkele nieuwe bediende werd aangeworven; het tijdelijk personeel wordt geleidelijk afgedankt; het zal eerlang gansch verdwijnen, wanneer het achterstal in het opmaken der rekeningen en de uitvoering der werkzaamheden betreffende de schuld aan toonder zal bijgewerkt zijn.

De vermindering van het aantal tijdelijke bedienden, die volgens voormelde inlichtingen 30 eenheden bedraagt, bedraagt in werkelijkheid 40 eenheden, indien men rekening houdt met het feit dat de Belgische Hersteldienst aan de Thesaurie werd gehecht (besluit van 12 October 1927).

In feite, indien men rekening houdt met al deze gegevens en met enkele andere van denzelfden aard, bedraagt de vermindering der getalsterkte in den loop van 1927 in werkelijkheid 39 eenheden.

De dienst der titels voor oorlogsschade, wiens afschaffing in ons vorig verslag in het vooruitzicht werd gesteld, bestaat niet meer; de nog te regelen zaken werden toevertrouwd aan den Dienst voor vereffening der oorlogsschade.

Het *personeel der buitendiensten* bestaat uit 31 bedienden der Schatkist, 12 hulpsbedienden en 52 klerken. Geene enkele wijziging. Nochtans werd de getalsterkte van het toegevoegd personeel in 1927 met 20 eenheden verminderd; deze uitslag is vooral te danken aan het steeds uitgebreider gebruik van de check en de postoverschrijving om de Staatsuitgaven te betalen.

II. — *Rekeningen.* — De Thesaurie heeft op 24 December 1927 aan het Rekenhof de eindregeling der begrooting voor 1918 overgemaakt. Deze betreffende de begrooting voor 1919 zal rond de maand Augustus worden overgemaakt.

III. — *'s Landsschuld* bedroeg op 31 Maart 1928, 55,401,200,416 (1) frank, waarvan 27 milliard binnenlandsche en 28.3 milliard buitenlandsche schuld.

De geconsolideerde schuld bedraagt : 50,606,047,597 frank, waarvan 22.8 milliard binnenlandsche en 28.3 milliard buitenlandsche schuld.

De schuld op korten en op middelbaren termijn bedraagt nog 3,278,855,000 frank; deze schuld is volledig eene binnenlandsche schuld. Daarin zijn begrepen de 1,730 miljoen frank die aan de Nationale Bank nog verschuldigd zijn (Duitsche marken).

De schuld op minder dan één jaar, die eveneens volledig binnenlandsch is, bedraagt 1,816,552,300 frank, waarvan 979 miljoen voor postchecks. De overige schulden van dien aard zijn : 285.8 miljoen bijzondere Schatkistbons, terugbetaalbaar per kwartalen; 10 miljoen gewone Schatkistbons (10 December 1928); 60.9 miljoen bons 5 t. h., afgeleverd in ruil van interprovinciale kasbons (10 December 1928 en 10 Maart 1929); 180 miljoen voorschotten van de Nationale Bank van België (terugbetaling van de markenschuld); 300 miljoen, dotatie der oudstrijders.

IV. — *Consolidatiepolitiek.* — Krachtens het Koninklijk besluit van 31 Juli 1926, houdende regeling der vlottende schuld, werd een nominaal kapitaal van 4,176 miljoen frank gedisconteerde Schatkistbons op zes maand en Schatkistbons 5 t. h. op vijf jaar ingewisseld tegen preferente aandeelen van de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen.

Anderdeels werd de Staatsschuld tegenover de Nationale Bank terugbetaald voor een bedrag van 3,229 miljoen frank door middel der opbrengst van de stabilisatieleening 7 t. h. van 100 miljoen dollar, waarvan de uitgifte werd toegestaan bij Koninklijk besluit van 20 October 1926.

Geenerlei consolidatieverrichting wordt in het vooruitzicht gesteld.

Men heeft zich afgevraagd hoe de verrichtingen werden geleid betreffende de uitgifte der eerste schijf van preferente aandeelen der Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen, beperkt tot 5 milliard bij artikel 2 der wet van 24 December 1927.

Ziehier hoe het met deze verrichtingen gesteld was op 31 December 1926, op 31 December 1927 en op 31 Maart 1928 :

	31 December 1926.	31 December 1927.	31 December 1928.
a) Uitgifte tegen baar	579,738,000	808,921,500	808,921,500
b) Ruil voor Schatkistbons	—	4,167,986,500	4,170,973,500
c) Provisie voor de inwisselingen voorzien onder b)	4,200,000,000	3,759,500	772,500
d) Beschikbaar.	220,262,000	19,332,500	19,332,500
	5,000,000,000	5,000,000,000	5,000,000,000

(1) Het tegood ingeschreven in de dotatieboekjes der oudstrijders niet inbegrepen.

Uit deze tabel blijkt dat de uitgiften, tegen baar, van preferente aandeelen door het Fonds tot Delging der Openbare Schuld in 1927 liepen over een kapitaal van 229,183,500 frank.

Hieruit blijkt dat er na 31 December 1927 geenerlei uitgifte meer heeft plaats gehad en dat de beschikbare titels nog slechts 19,332,500 frank bedragen.

Het Departement van Financiën beweert eveneens dat de vermindering, in 1928, van de buitengewone dotatie van het Delgingsfonds van 1,500 tot 1,200 miljoen eene werkelijkheid is, vermits er geenerlei nieuwe inkomsten worden voorzien wegens de uitgifte, tegen baar, van aandeelen der Nationale Maatschappij.

Het ligt trouwens klaar voor de hand dat het aanwenden van de opbrengst dezer uitgiften voor de aflossing der vlottende schuld niet mag verward worden met het aanwenden der buitengewone dotatie van het Delgingsfonds; het aanwenden der buitengewone dotatie vereffend door middel van het begrootingsboni doet het cijfer van 's Lands schuld verminderen; het aanwenden van de opbrengst der uitgifte, tegen baar, van spoorwegaandeelen is uitsluitend eene verrichting tot consolidatie der vlottende schuld.

Sommige leden hebben gevraagd onder welken vorm de beslissing van Maart 1927 werd getroffen, waarvan spraak in het verslag van den beheerraad van het Delgingsfonds en waarbij de uitgifte der eerste schijf « bepaald werd beperkt » tot een nominaal kapitaal van vijf milliard frank.

Deze beslissing werd op 8 Maart 1927, bij brief van het Beheer der Thesaurie medegedeeld aan den Directeur generaal van het Delgingsfonds uit naam van den Minister. In dezen brief werd aan den Directeur generaal betuigd dat de Minister het met hem eens was om het bedrag der eerste uitgifte van preferente aandeelen der Nationale Spoorwegmaatschappij te beperken tot een maximum van 5 milliard. De brief van den Directeur generaal, geschreven uit naam van het Delgingsfonds, ging vergezeld van eene nota waarin er op werd gewezen dat op dien datum de Zwitsersche schijf 275 miljoen bedroeg, de Hollandsche schijf 200 miljoen, de openbare inschrijving in België 79 miljoen, de verkoop ter Beurs 254 miljoen en de inwisseling van Schatkistbons 4,171 miljoen.

Uit deze stukken blijkt dat het maximum der uitgifte op 31 Januari 1927 werd bereikt en dat de verkoop ter Beurs, na het sluiten der openbare inschrijving, de voortzetting is dezer uitgifte, die slechts geringen bijval mocht genieten. Artikel 2 der wet van 24 December 1927 heeft het sluiten der verrichtingen van de eerste uitgifte bevestigd.

De Regeering verklaart trouwens dat het niet in hare bedoeling ligt eene tweede schijf uit te geven.

V. — *Delgingspolitiek.* — De amortisatie der geconsolideerde schuld vertegenwoordigt, van 1 Januari 1926 tot 31 Maart 1928, 1,582 miljoen frank, namelijk : 613 miljoen nominaal kapitaal voor de binnenlandsche schulden; voor de buitenlandsche schulden, 969 miljoen, tegenwaarde der deviezen.

Indien men de delging van 's Lands schuld gedurende hetzelfde tijdperk nagaat, komt men tot de volgende uitslagen : geconsolideerde schulden, 1,582 miljoen; vlottende schulden : 6,928 miljoen, waarvan 3,294 miljoen binnenlandsche en 3,634 miljoen buitenlandsche schuld.

Sommige leden der Commissie hebben gevraagd krachtens welke beslissingen het Delgingsfonds werd belast met de amortisatie der schuld tegenover de Nationale Maatschappij voor Nijverheidscrediet (855 miljoen) der schuld van de Canadeesche paarden (163 miljoen) en der interprovinciale fondsen (647 miljoen).

Het beginsel van het antwoord ligt in artikel 6 der organieke wet van het Delgingsfonds, waarin wordt bepaald dat het aanwenden der jaarlijksche buitengewone dotatie wordt geregeld volgens een plan door de Regeering opgemaakt op voorstel van den Beheerraad van het Fonds. Het is bij toepassing dezer bepaling dat de drie hoogerbedoelde schulden werden begrepen in het delgingsplan, gewijzigd naar aanleiding der vermindering van de buitengewone dotatie van 1,500 tot 1,200 miljoen.

Het Beheer verklaart dat deze maatregelen werden ingegeven door de bezorgdheid in de eerste plaats over te gaan tot de terugbetaling der schulden, wier delging meest dringend blijkt; derhalve, voegt het er bij, werd er in overeenstemming met de Nationale Bank afgezien van de gedachte over te gaan tot de algeheele delging der schuld van 2 milliard aan de bank van uitgifte binnen de vier jaar voor dewelke de buitengewone dotatie van het Delgingsfonds werd voorzien.

Het thans van kracht zijnde delgingsplan regelt het gebruik der fondsen tot 31 December 1928. Als terugbetaling aan de Nationale Bank is daarin voorzien een bedrag van 30 miljoen voor het laatste trimester 1927 en van 240 miljoen voor 1928. « Bijaldien, verklaart de Minister van Financiën, de buitengewone dotatie op hetzelfde bedrag zou worden gehandhaafd, en de uitbetalingen aan de Nationale Bank tot 30 Juni 1930 regelmatig zouden voortgezet, zouden de middelen van het Delgingsfonds toereikend zijn om het hoofd te bieden aan al de afbetalingen der vlottende en der geconsolideerde schuld en om de open schuld tegenover de Schatkist aan te zuiveren die, op 31 Maart 1928, fr. 521,413,005-78 bereikte. »

Een lid heeft de volgende vraag gesteld : « Is de Minister voornemens, na verloop der vier voorziene jaren, het Delgingsfonds en de buitengewone belastingen in stand te houden, ofwel is hij voornemens het fonds te ontlasten van de nog te delgen schuld en wie meent hij hiermede te belasten ? »

Antwoord : « Er dient opgemerkt dat het Delgingsfonds in de plaats is getreden van de gewezen Amortisatiekas, belast met de aflossing der geconsolideerde schuld. Bijgevolg zal de opdracht van het Fonds op 30 Juni 1930 niet voltrokken zijn. Totnogtoe heeft de Regeering niet uitgezien naar de maatregelen welke dienen getroffen wanneer de terugbetaling van de vlottende schuld niet meer ten laste van het Delgingsfonds zal vallen. »

Betreffende het aanwenden van het Delgingsfonds voor den afkoop der renten, had de Regeering verleden jaar aan de Commissie geantwoord : « Het belang dat aflossingen van geconsolideerde schuld kunnen bieden, buiten de verplichtingen der gewone delging, wordt niet overwogen. » Daar er tot 31 Maart 1928, bij weten der Commissie geenerlei dergelijke aflossing had plaats gehad, heeft zij hare vraag hernieuwd en volgend antwoord ontvangen : « Er valt inderdaad geen enkel nieuw feit te vermelden; het Delgingsfonds besteedt verder zijne buitengewone dotatie aan de aflossing der vlottende schuld. »

VI. — *De vereffening van het Bijzonder Fonds tot delging* der voorschotten wegens intrekking der Deutsche munt werd voortgezet. Het nominaal kapitaal van 338,650 frank in Belgische waarden werd te gelde gemaakt ten voordeele der buitengewone begrooting voor 1927 (350,000 frank), zooals de vroegere 54.4 miljoen werden te waarde gemaakt voor rekening der buitengewone begrooting 1926. De 3,266,300 goudmarken Deutsche waarden (nominaal kapitaal) bestaan uitsluitend uit titels overgenomen van de gemeenten en openbare instellingen der kantons Eupen, Malmedy en Sint-Veith, in ruil van nominale inschrijvingen in het Grootboek van 's Lands schuld tegen 5 t. h. Nationaal Herstel. De revalorisatie derzelve wordt bij de schuldenaars aangevraagd op grond van het vroeger bezit (12 1/2 t. h. van het

nominaal kapitaal in goudmarken). De papiermarken, die ter Nationale Bank berusten, zijn een schuldvordering van België op Duitschland, dat dezelve nooit heeft in twijfel getrokken, en die de Belgische Regeering niet wil laten verjaren, zooals de Minister van Buitenlandsche Zaken onlangs nog in den Senaat heeft verklaard.

Op de vraag te weten of er sedert de verklaring van Minister Hymans in den Senaat een nieuw feit dient vermeld, antwoordt de Regeering: « Geenerlei nieuw feit heeft zich voorgedaan ».

VII. — *Het Bijzonder Fonds der Nationale Bank.* — Dit bijzonder fonds werd bij de Nationale Bank opgericht, tengevolge der overeenkomst van 25 Januari 1928 tusschen den Staat en de Bank.

Deze overeenkomst werd gesloten naar aanleiding van een voorstel van het Delgingsfonds, er toe strekkende voor het jaar 1928 aan de Nationale Bank 20 miljoen per maand terug te betalen en bovendien een bedrag van 30 miljoen reeds voorbehouden op het dienstjaar 1927.

Deze betalingen vormen een Bijzonder Fonds door de Bank aangewend onder toezicht van den Commissaris der Regeering. De geldmiddelen zullen worden besteed aan den aankoop van rechtstreeksche of onrechtstreeksche obligatie's van den Belgischen Staat of, indien de markt der renten dergelijke aankopen niet behelst, aan den aankoop van Belgische of vreemde handelseffecten. De renten der waarden zullen het Bijzonder Fonds stijven. Er wordt niet afgeweken van artikel 5 der overeenkomst, op 18 October 1926 gesloten tusschen den Staat en de Bank, betreffende de terugbetaling, door Duitschland, van de marken in het bezit der Bank voor rekening van de Schatkist.

Op 31 Maart 1928, had de Staat 90 miljoen frank terugbetaald, zegge 30 miljoen voor het laatste trimester 1927 en 60 miljoen voor het eerste trimester 1928.

Van deze 90 miljoen, waren 35 miljoen belegd in deviezen en 55 miljoen in Belgische openbare fondsen.

Op 31 Maart 1928 waren deze 55 miljoen vertegenwoordigd door de volgende titels (nominale waarde) :

6 t. h. Anic, 8,003,000; 6 t. h. geconsolideerde, 7,841,700; 5 t. h. Nationaal Herstel, 6,871,100; 3 t. h. 1^e reeks, 2,073,100; 3 t. h. 2^e reeks, 7,516,900; 3 t. h. 3^e reeks, 857,100; 5 t. h. Geteisterden, 24,470,800; 5 t. h. binnenlandsche met premie, 4,475,000.

VIII. — *De reserve der Thesaurie.* — Deze benaming werd op 25 Januari 1928 in de Kamer door den Minister van Financiën gegeven aan de kasreserve voor den dienst der fondsen van derden, die de Staat in zijn bezit heeft. Dit fonds werd opgericht op 23 Februari 1927 tengevolge eener overeenkomst met de Nationale Bank.

De Staat bezit in zijn kassen fondsen die behooren aan derden, particulieren of instellingen die al dan niet rechtspersoonlijkheid genieten. Wegens verscheidene omstandigheden werden deze fondsen versmolten met de algemeene geldmiddelen van den Staat en min of meer aangewend voor de bestuursuitgaven. Het bezit der titularissen van postcheckrekeningen is het bijzonderste deel van dit debet der Schatkist.

Ten einde echter bij machte te zijn op ieder oogenblik deze fondsen terug te betalen, is het van belang deze sommen bijeen te brengen bij wijze van een actief dat afgescheiden is van dit van den Staat. In afwachting dat het volledig aanleggen

van dergelijk actief mogelijk was, diende er onverwijld beschikbaar geld in voldoende hoeveelheid bijeengebracht om het hoofd te bieden aan mogelijke buitengewone aanvragen om terugbetaling. Te dien einde heeft de Nationale Bank, kas-sierster van den Staat, een bijzondere rekening geopend onder de benaming « *Openbare Schalkist — Fondsen van derden* ». Deze rekening vormt eene afzonderlijke rubriek in de rekening-portefeuille der Schalkist. De reserve zal ten minste 35 t. h. bereiken van de terugvorderbare fondsen van derden. Het eigendom der sommen en hare interesten behooren aan den Staat.

Op 31 Maart 1928, bedroeg de reserve 523 millioen. Op denzelfden datum bedroeg het bezit der particulieren 980 millioen en men kan de fondsen van derden, buiten de postchecks, ramen op 200 millioen.

IX. — *Deposito's en consignatiekas*. — Een lid heeft gevraagd welke op 31 Maart 1928 de toestand dezer inrichting was. Op dien datum bedroegen de in baar gestorte sommen fr. 496,072,039-15, waarvan 381 millioen voortkomen van de liquidatie der Duitsche goederen onder sequester. Eene som van 173 millioen werd besteed aan den aankoop van openbare fondsen, vertegenwoordigende een nominaal kapitaal van 197 millioen. Het beschikbaar saldo bedroeg dus fr. 322,277,169-25.

X. — *Het bedrag der briefjes* van 20 en van 5 frank door den Staat overgenomen werd, in overleg met de Nationale Bank, op 750 millioen frank bepaald. De omloop van deze briefjes bereikte, op 31 Maart 1928, 757,166,080 frank. Het verschil van 7,166,000 frank werd uitgegeven voor rekening van de Bank.

Een som van 300 millioen werd voorbehouden ten titel van dekking. Zij werd tot een bedrag van 218 millioen besteed aan den afkoop van het inkasso zilvermetaal van de Nationale Bank en de overneming van de zilvermunt naderhand aan den omloop onttrokken; het overschot werd belegd in deviezen wier tegenwaarde op 31 Maart 1928 met inbegrip van de opbrengst der plaatsingen 88 millioen bereikt.

XI. — *Bankkredieten*. — Hierover ondervraagd, heeft de Regeering de volgende nota verstrekt :

« Het onlangs door het Verbrekingshof gewezen arrest laat de thesis bestaan van het Beroepshof van Gent volgens dewelke de deviezen afgestaan met recht van wederinkoop aan de nijverheid en aan den handel ter uitvoering van de wet van 16 Maart 1919 niet het eigendom waren van de Regeering doch deze van het Consortium van de Belgische banken, te dien tijde gesticht om als strooman te dienen voor de private leeningen aangegaan in 1919 voor de verdediging van den Belgischen wissel ».

Moest de Regeering dezen regel als rechtspraak aannemen, dan zou zij niet alleen deze schuldvorderingen tot een bespottelijk bedrag zien dalen, maar ook nog gevaar loopen talrijke terugbetalingen te moeten doen aan de nijveraars die zich in regel hebben gesteld vóór het arrest van het Hof te Gent. Zij zou ten slotte eene echte onrechtvaardigheid begaan tegenover de koopers van dollars, op dewelke heel het gewicht van den wissel heeft gedrukt. Want de rechtspraak van het arrest van Gent is dusdanig dat deze overeenkomsten, die voor allen gelijk zijn, gevaaren medebrengen die verschillen volgens de wijze waarop de Staat zijne geldschietters heeft schadeloos gesteld.

De Regeering zal eerlang uitspraak doen over het gevolg dat aan de nog hangende geschillen dient gegeven.

XII. — *Oorlogsschade*. — Op datum van 30 April jongstleden waren de volgende sommen uitbetaald wegens oorlogsschade aangericht aan de goederen van particulieren van maatschappijen en van gemeenten :

In baar	4,673,955,685 79
In afgekochte obligaties en in fondsen voorgeschooten door de Spaarkas	166,312,500 »
In titels op naam	3,390,180,046 61
In obligaties aan toonder en inschrijvingen in het Groot Boek van 's Lands schuld	426,222,300 »
Te zamen, fr.	8,656,670,532 40

Voor het loopend jaar bedragen de vergoedingen uitbetaald van 1 Januari tot 30 April 1928, fr. 148,730,257-61, waarvan fr. 79,883,657-61 in baar. Er dient opgemerkt dat de gemeenten eensdeels en de nijveraars en handelaars anderdeels bovendien door tusschenkomst van het Gemeentekrediet en van het Nationaal Verbond van Nijveraars en Handelaars onder den waarborg der Regeering, de hun ter betaling der vergoedingen afgeleverde titels hebben kunnen verhandelen.

Wat het bedrag betreft der sommen die nog verschuldigd blijven wegens *schade aan de goederen*, diende er op 30 April jongstleden nog uitspraak gedaan over 32,787 zaken, onderverdeeld als volgt naar gelang van het bedrag der aanvragen :

Aanvragen beneden de 5,000 frank fr.	24,616
Id. van 5,000 tot 10,000 frank	3,222
Id. van 10,000 tot 20,000 frank	2,147
Id. van 20,000 tot 100,000 frank	2,099
Id. van 100,000 tot 1 millioen	593
Id. van meer dan één millioen	110
Totaal, fr.	32,787

Hieronder zijn er 7,363 dossiers, waarvan het onderzoek is afgelopen en die aan de rechtbanken voor oorlogsschade tot uitspraak werden overgemaakt of die eerlang bij minnelijke schikking zullen worden geregeld. Ten slotte maakt men gedaan met de regeling van ongeveer elf duizend dossiers betreffende overeenkomsten van landbouwherstel.

Het is niet mogelijk de regeling dezer onderscheidene schaden nader te bepalen, des te meer daar men eene neiging vaststelt tot verhooging der herstelcoëfficiënten toegestaan door de rechtbanken voor oorlogsschade. Daarentegen is er onder de laatste zaken een vrij aanzienlijk aantal aanvragen, waaraan geen gevolg zal worden gegeven omdat de belanghebbenden geen teken van leven meer geven of de vereischte bewijsstukken niet indienen. Wat er ook van zij, in den huidige toestand kan men, na aftrek der reeds geregelde voorschotten, op ongeveer 800 millioen ramen het bedrag der vergoedingen die nog dienen bepaald en vereffend, de dossiers van zaken, waarvan de vereffening aan den gang is, niet inbegrepen.

Bij deze vergoedingen dient nog gevoegd het bedrag der te regelen interesten. Er werd reeds een aanvang gemaakt met de vereffening dezer interesten, vooral voor de kleine zaken en dit werk vordert normaal. Er dient echter opgemerkt dat de dienst voor wederbelegging gelast is de data te bepalen waarop de interesten

ingaan voor de aanvullende vergoedingen en dit werk is thans niet ver genoeg gevorderd opdat men het bedrag der uit dien hoofde te betalen sommen kunne ramen.

Voor de schade aan personen, werden de volgende sommen uitbetaald wegens schadeloosstelling voor wegvoering, terugbetaling van onkosten voor geneeskundige behandeling en artsenijen, alsmede voor de eerste termijnen der renten :

Op 31 December 1926	fr. 396,222,093 87
In 1927	493,559 30
Tijdens het eerste kwartaal 1928	189,523 60
Te zamen, fr.	396,905,176,77

Sedert 1 Januari 1925 worden de jaarlijksche toekenningen aan de burgerlijke slachtoffers uitbetaald door de Nationale Kas voor oorlogspensioenen; de sommen op 31 Maart jongstleden uit dien hoofde door bedoelde inrichting uitbetaald bedroegen fr. 258,659,660-12. Voor het vroeger tijdperk tot 31 December 1924, werden de vervallen gelden ter aanvulling van den eersten termijn van de pensioenen uitbetaald op de begrooting van 's Lands schuld.

De toepassing der wet van 24 Juli 1927, waarbij enkele wijzigingen worden gebracht in de bij Koninklijk besluit van 19 Augustus 1921 samengeordende wetten betreffende de vergoeding te verleenen aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog, zal aanleiding geven tot nieuwe lasten voor de Schatkist.

Daar de termijn voor het indienen der nieuwe aanvragen of der aanvragen om herziening loopt tot het einde van dit jaar, is het thans niet mogelijk het bedrag dezer nieuwe lasten te ramen.

BEHEER VAN DE RECHTSTREEKSCH E BELASTINGEN EN VAN HET KADASTER.

I. — De credieten voor de provinciale diensten bedragen 75,157,357 frank, zegge eene verhooging van 3,955,562 frank tegenover 1927, zonder inbegrip der 14 miljoen 956,700 frank, die zullen worden aangevraagd bij wijze van aanvullende credieten om de uitgaven der perequatie te dekken.

1^o *Personeel.* — Bij het Hoofdbestuur voorziet het kader 34 beroepsambtenaren en 22 uitvoeringsbedienden, waaronder 3 stenotypisten; de effectieve getalsterkte bedraagt slechts 32 en 17 bedienden.

Voor het Beheer in de provinciën, bedraagt de getalsterkte van het kader 3,787 bedienden, zegge eene vermeerdering van 92 eenheden tegenover 1927. Het technisch personeel is gestegen van 2,181 in 1927 tot 2,248 in 1928, en het hulp-personeel, dat in 1927, 1,514 bedienden telde, bereikt 1,539 eenheden in 1928. Doch de vermeerdering van personeel (92 eenheden), die onder meer te wijten is aan de benoeming van bedienden in andere Departementen afgedankt, wordt ruimschoots vergoed door het heengaan van buitengewone bedienden, wier aantal van 535 in Januari 1927 is geslonken tot 187, derwijze dat er in het geheel eene vermindering is van 256 eenheden, zegge 6 1/2 t. h.

Vergeleken met 1927, is het crediet nog met 2,028,562 frank gestegen. Deze verhooging die onafhankelijk is van die (14,956,700 frank) welke voortspruit uit de toepassing van het perequatiebesluit van 16 December 1927, is gewettigd door het

feit dat in 1928 de bijzondere toekenning van 20 t. h. van het vast gedeelte der wedden werd berekend voor heel het jaar, terwijl zij in 1927 slechts werd toegepast gedurende de tien laatste maanden; er dient echter ook hiermede rekening gehouden dat men, om de voor 1928 noodig geachte credieten vast te stellen, heeft gesteund op 17 en 3 schijven van 30 punten van het index-number om de uitgaven betreffende het veranderlijk gedeelte en de voorloopige verhooging te bepalen.

2^o *Materieel.* — Overeenkomstig de bezuinigingspolitiek, heeft het Beheer het crediet beperkt tot het vermoedelijk bedrag der onvermijdelijke uitgaven, ofschoon het nuttig ja zelfs noodig ware over te gaan tot werken van vernieuwing of inrichting van verscheidene lokalen, waarin de uitvoerende diensten zijn ondergebracht, en deze laatsten te voorzien van eene moderne uitrusting, die zou toelaten het personeel, met stoffelijke werkzaamheden belast, te verminderen.

De verhooging van het crediet is onder meer bestemd om eene op 650,000 frank geraamde uitgave te dekken voor de hernieuwing, in 1928, der bij het reglement op de verkeerspolitie voorziene nummerplaatjes voor auto's. In feite geldt het slechts een voorschot, vermits de Begrooting van 's Lands Middelen eene ontvangst zal genieten van 1,500,000 frank, wegens den verkoop dezer plaatjes aan autovoerders en motocyclisten.

II. — *De stijging* der ontvangsten van dit Beheer neemt gestadig toe. De Staatsbelastingen (met inbegrip der aandeelen van provinciën en gemeenten), die op de begrooting voor 1913 op 85 millioen en in 1927 op 2,287 millioen werden geraamd, moeten in 1928 opbrengen : 2,525 millioen; de provinciale en gemeentelijke opcentiemen die, in 1913, 65 millioen bedroegen, bereiken 362 millioen in 1927 en 476 millioen in 1928; de provinciale taxes : 5 millioen in 1913, 25 millioen in 1927 en 30 millioen in 1928. Te zamen 165 millioen in 1913 (of 1,155 millioen papierfranken), 2,674 millioen in 1927 en 3,033 millioen in 1928.

De *opbrengst* der rechtstreeksche belastingen stijgt gestadig : in 1924, 1,673 millioen; in 1925, 2,160 millioen; in 1926, 2,640 millioen; in 1927, 2,527 millioen (tot Maart 1928).

Vergeleken bij de uitslagen van heel het dienstjaar 1926, wijzen de uitslagen van het dienstjaar 1927, tot op het einde van het eerste trimester 1928, op een achteruitgang van 113 millioen; dit is te wijten aan het feit dat in deze belastingen voor het dienstjaar 1926 zijn begrepen 160 millioen buitengewone grondbelasting bij voorbaat gestort in 1926 voor de jaren 1926 tot 1929.

Behalve voor de maanden Mei tot Juli, waarvoor de globale onwaarde 450 millioen bedroeg, wegens deze stortingen en wegens de betalingen in mindering op de belastingen voor 1926, zijn de ontvangsten van rechtstreeksche belastingen en van daarmede gelijkgestelde taxes (met inbegrip der provinciale en gemeentelijke opcentiemen) steeds hoger geweest dan die der overeenstemmende maanden van 1926.

Tengevolge van de hoogerbedoelde verminderde opbrengst van 450 millioen, zijn de inningen geslonken van 3,196 millioen in 1926 tot 2,986 millioen in 1927; voor dit laatste jaar bedroeg de vermindering 210 millioen.

Daar er bijzondere maatregelen werden getroffen om de inning der rechtstreeksche belastingen van het dienstjaar 1928 te bespoedigen, mag men onverwijld aanzienlijke ontvangsten verwachten. De inningen voor het eerste kwartaal van het dienstjaar 1928 bedroegen 275 millioen, zegge 29 1/2 millioen meer dan de inningen gedurende de drie eerste maanden van 1927.

Op 31 Maart 1928, leverde het dienstjaar 1927 de volgende uitslagen op :

	OPBRENGST (met inbegrip der opcentiemen).	HOOFDSOM.	VOORUITZICHTEN.
Grondbelasting.	(1) 489,664,000	(2) 302,530,000	297,000,000
Taxe op roerende zaken	690,653,000		
} aan de bron	115,631,000	(3) 769,046,000	575,000,000
} per rol			
Bedrijfsbelasting	212,749,000	(4) 545,157,000	475,000,000
} aan de bron	553,051,000		
} per rol			
Supertaxe	99,207,000	(5) 371,089,000	500,000,000
} aan de bron	280,622,000		
} per rol			

III. — *Accres in de ontvangsten.* — Om den toestand onzer financiën gezond te beoordeelen, alsmede de vooruitzichten voor 1928, mag men niet uit het oog verliezen op welke wijze het Bestuur de vermoedelijke ontvangsten sedert enkele jaren raamt; met deze gewoonte dient men zich vertrouwd te maken :

In 1922, 122 1/2 miljoen accres; in 1923, 787 miljoen; in 1924, 464 miljoen; in 1925, 689 1/2 miljoen; in 1926, 790 1/2 miljoen; in 1927, 200 miljoen (gedeeltelijke berekening). Maakt samen meer dan drie milliarden gedurende de vijf jaren die aan 1927 voorafgingen, en dit alleen voor de rechtstreeksche belastingen.

IV. — *Inning.* — Op 826,000 aangiften in 1927 rondgedeeld, waren er 778,000 of 94 t. h. einde Maart 1928 ingekomen. Van die 778,000 werden er 703,000 onderzocht, zoodat er nog slechts 10 t. h. moeten worden nagezien. Daarmede zal men einde Mei klaar zijn.

Men is dus op het punt naar een normale regeling terug te keeren.

V. — *Vervolgingen.* — Op een vraag vanwege de Commissie antwoordt het Bestuur : « Wij bezitten geen statistiek met betrekking tot de vervolgelingen die werden ingesteld voor bedrog in belastingszaken (rechtstreeksche belastingen en daarmede gelijkgestelde taxes). Op het stuk van inkomsten-belasting werden enkele zaken van valsheid in geschriften bij de rechtbank aanhangig gemaakt, die de beklaagden heeft veroordeeld. Voor het overige wordt bedrog inzake rechtstreeksche belastingen meestal beteugeld door middel van bestuursmaatregelen bestaande in de verhooging van de ontdoken rechten, binnen grenzen door de fiscale wetten voorzien. »

(1) Niet inbegrepen 61,396,000 frank bijkomende grondbelasting, geïnd ten bate van het Fonds tot delging van 's lands schuld.

(2) Waarvan 26,600,000 frank, bedrag der buitengewone opcentiemen, gevestigd ter vervanging van de supertaxe.

(3) Waarvan 70,600,000 frank, benaderend bedrag der buitengewone opcentiemen, gevestigd ter vervanging van de supertaxe.

(4) Waarvan 3,300,000 frank, bedrag der buitengewone opcentiemen, gevestigd ter vervanging van de supertaxe.

(5) Niet inbegrepen de buitengewone opcentiemen, voor een globaal bedrag van 100,5 miljoen, bedoeld in de voetnota's (2) tot (4).

VI. — *Grondbelasting.* — VRAAG. — De Commissie wenscht te weten waarom men totnogtoe geen gebruik heeft gemaakt van de bulletijns door de notarissen aan het Bestuur overgemaakt, bij elke mutatie van vaste goederen, wat onder meer zou toelaten een eigenaar die zijn goed te gelde heeft gemaakt niet meer aan te slaan.

ANTWOORD : « Het Bestuur der belastingen heeft sedert enkelen tijd een ontwerp van Koninklijk besluit voorbereid, om dien maatregel in te voeren. Dit ontwerp werd reeds onderzocht door het bestuur der Registratie en der Domeinen, binnen de grenzen zijner bevoegdheid. Het werd vervolgens voor advies overgemaakt aan het Departement van Justitie, dat het ermede eens is. De Commissie belast met het onderzoek van de werking der bestuursdiensten van den Staat, heeft op hare beurt deze hervorming voorgesteld. »

Uwe Commissie hoopt dat het nu zal gedaan zijn met die raadplegingen en tot daden zal worden overgegaan.

VII. — *Supertaxe.* — VRAAG : « Wat zijn de uitslagen van de wet van 20 April 1927 op de supertaxe? Volgens inlichtingen door verscheidene leden ingewonnen, zouden de incasseeringen fel afnemen wegens de buitengewone verlaging der aangegeven cijfers, wegens de verzachting van de klimmende schaal van de belasting en de verlaging van het maximum-bedrag. »

ANTWOORD : Bij de behandeling der wet van 20 April 1927, had de Regeering op 150 miljoen ongeveer het verschil geraamd waartoe de maatregelen zouden leiden, getroffen krachtens de nieuwe wet op de supertaxe. Uit dien hoofde moest de raming van 500 miljoen op 350 worden gebracht.

Uit de resultaten op 31 Maart jongstleden blijkt dat de vastgestelde rechten inzake supertaxe op dat oogenblik 377,8 miljoen bedroegen, een accres dus van 27,8 miljoen op de ramingen en een tekort van 61,5 miljoen op de opbrengst van deze belasting voor 1926.

Het is moeilijk nader de juiste oorzaak te bepalen waaraan deze achteruitgang moet worden toegeschreven, doch het blijkt toch dat hij vooral te wijten is aan de verzachting in de klimmende schaal der supertaxe.

Hier dient opgemerkt dat de opbrengst van de supertaxe in 1927 grootendeels overeenstemt met de inkomsten die hun oorsprong vinden in de uitslagen van handel en nijverheid in 1925.

VIII. — *Nieuwe raming der balansen.* — VRAAG : « Wat is de uitwerking van de ministerieele omzendbrieven betreffende de re-evaluatie van sommige elementen van de activa der balansen, als gevolg van de waardevermindering der munt? Hoeveel balansen, waarin van dit recht werd gebruik gemaakt, werden aan de fiscus voorgelegd? »

ANTWOORD : Daarop kan het Bestuur niet antwoorden. Het ontving geen enkele statistiek daaromtrent en enkel kreeg het bijzondere gevallen te onderzoeken tot verklaring of nadere toelichting van de algemeene onderrichtingen. Het staat de vennootschappen overigens vrij tot 31 Augustus aanstaande maatregelen met het oog op re-evaluatie te treffen.

Uwe Commissie voor Financiën drukt niettemin den wensch uit dat maatregelen zouden worden getroffen opdat, na 31 Augustus, het Parlement zou kunnen worden ingelicht.

IX. — *Samenschakeling en vereenvoudiging der belastingwetten.* — EERSTE VRAAG. « Welk gevolg is de Regeering voornemens te geven aan de conclusiën der Commissie

tot samenschakeling en vereenvoudiging der belastingwetten en onder meer van de sectie betreffende de rechtstreeksche belastingen, meer voornamelijk op het stuk van grondbelasting, belasting op roerende zaken en bedrijfsbelasting? »

ANTWOORD. — *Registratie en domeinen* : De afdeeling belast met de herziening der wetten op de registratie-, successie-, zegel- en griffierechten is nog met haar werk niet klaar.

Tol en accijnzen : Het bestuur van tol en accijnzen ontving geen enkele mededeeling met betrekking tot de conclusiën der Commissie tot samenschakeling en vereenvoudiging der belastingwetten.

Rechtstreeksche belastingen en kadaster : De conclusiën der Commissie werden reeds gedeeltelijk verwezenlijkt in het ontwerp dat thans bij de Wetgevende Kamers aanhangig is en dat onder meer een voorafbedongen som in zake bedrijfsbelasting voorziet.

De overige wenschen der Commissie worden aan een grondig onderzoek onderworpen dat eerlang zal afgelopen zijn.

TWEDE VRAAG. — « Is de Regeering voornemens door het Parlement in den loop dezer zitting een wetsontwerp te doen goedkeuren op de aanpassing van de bedrijfsbelasting? »

ANTWOORD. — Het lijkt moeilijk, gelet op den stand van den parlementairen arbeid, in den loop dezer zitting de goedkeuring van bedoeld ontwerp in het vooruitzicht te stellen. In elk geval, kan deze wijziging niet meer voor het dienstjaar 1928 worden toegepast, waarvan de ramingsarbeid te ver gevorderd is.

DERDE VRAAG. — « Is de Regeering voornemens een wetsontwerp ter tafel te leggen waarbij de successierechten aan de stabilisatie wordt aangepast? »

ANTWOORD. — Dergelijke hervorming is in een naaste toekomst geboden. De Regeering is evenwel niet besloten een ontwerp in dien zin in te dienen, gedurende het tijdperk van financieele saneering dat over de jaren 1928 en 1929 loopt.

BESTUUR DER DOUANEN EN ACCIJNZEN.

I. — Het crediet voor dit bestuur in de provinciën bedraagt 132,428,320 frank, war een vermeerdering is van 1,881,860 frank.

Dit crediet is niet voldoende om te voorzien in de uitgaven die het gevolg zijn van de nieuwe wedderegeling van 16 December 1927 : daarvoor moet een crediet van 8,177,520 worden aangevraagd.

Ziehier de stijging van dit crediet : in 1926, 99,357,710; in 1927, 130,546,460; in 1928, 140,605,840.

II. — *Personeel*. — Het beroepspersoneel neemt steeds af : in 1925, 725; in 1926, 649; in 1927, 629; in 1928, 580.

Dit geldt ook voor het hulppersoneel : in 1925, 8,323; in 1926, 8,165; in 1927, 7,602; in 1928, 7,551.

Dit maakt te zamen : in 1925, 9,048; in 1926, 8,824; in 1927, 8,231; in 1928, 8,131.

In 1927 werden geen bedienden aangeworven voor de lagere kaders, noch eenig

beroepspersoneel. Wegens algemeene herinrichting van de afdeeling der accijnzen, konden 150 betrekkingen worden opgeheven.

Bezwaren van technischen aard hebben de verwezenlijking vertraagd van de herinrichting van het toezicht op de Schelde, in ons verslag van het vorig jaar aangekondigd. De studiën worden echter voortgezet in overleg met het Beheer van Zeewezen.

Voor de herinrichting van den dienst der grensposten der eerste linie worden thans proeven genomen.

II. — *Toldienst.* — Op enkele onbeduidende wijzigingen of aanpassingen na, is het tarief van 1927 hetzelfde gebleven.

De wet van 7 Juni 1926 geeft aan de Regeering, tot 31 December 1929, het recht de coëfficiënten, die slaan op de specifieke rechten, zoo te verhoogen of te verlagen dat de grondslag behouden blijft voor de rechten berekend naar de waarde der goederen. Een volledig onderzoek van het tarief zal eerlang een ontwerp van aanpassing tot stand brengen, dat vermoedelijk het laatste zal zijn.

III. — *Ontvangsten.* — De stijging neemt toe : in 1923, 363 millioen; in 1924, 433 millioen; in 1925, 551 millioen; in 1926, 705 millioen; in 1927, 896 millioen; in 1928, raming, 900 millioen, en volgens de uitslagen van het eerste kwartaal, meer dan een milliard.

IV. — *Weerslag van het Fransch-Belgisch-Luxemburgsch handelsakkoord.* — Wat betreft de in het Belgisch-Luxemburgsch economisch verbond toe te passen rechten, steunt dit akkoord niet op het thans geldende tarief, doch op een fictief ontwerp dat werd aangepast, door de herziening van de coëfficiënten die op specifieke rechten slaan.

Met het oog op de thans van kracht zijnde rechten, slaan de verminderingen, die een ernstigen weerslag kunnen hebben op de ontvangsten, alleen op de wijnen en zijdestoffen. Daar de invoer dezer artikelen, vergeleken bij dien van 1926, in 1927 merklijk was geslonken, en daar de hooge rechten misschien niet vreemd waren aan dezen achteruitgang van den invoer, mag men zich eraan verwachten dat, dank zij de nieuwe vermindering van rechten, de invoer nieuwe uitbreiding zal nemen; aldus zouden de ontvangsten, in stede van te verminderen, kunnen stijgen.

Daarentegen zullen de veelvuldige coëfficiëntsverhoogingen, die in de overeenkomst met Frankrijk voorkomen, de mogelijke verminderingen van invoer op enkele posten meer dan neutraliseeren.

V. — *Handelsstatistiek.* — Het statistiekrecht wordt zonder moeilijkheden verder geïnd. In 1927 heeft het 4,600,000 frank opgebracht.

Eindelijk heeft de Regeering toelating gegeven voor het aankopen van een eerste lot bijzondere machines voor het schiften van de statistische gegevens. Aldus werd er een eerste begin gemaakt met de uitvoering van een wensch der Commissie voor de Financiën van den Senaat. Onze Commissie hoopt dat de Regeering onverwijd de zaak zal doordrijven.

Vergeleken bij den invoer, vertegenwoordigt de uitvoer in 1927 eene waarde van 91.2 t. h.; zegge eene verbetering van 4.5 t. h. tegenover 1926 (86.7 t. h.). In 1913, bereikte men slechts 73.6 t. h.

De uitvoer van vervaardigde producten heeft in 1927 eene waarde in goudfranken bereikt van 2,207,962,000 frank, zegge eene verhooging van 371,262,000 goud-

franken tegenover 1926 (1,836,700,000 frank). Vergeleken bij den invoer, vertegenwoordigt onze uitvoer van vervaardigde produkten 232.1 t. h., als wanneer hij, in 1926, 214.6 t. h. vertegenwoordigde.

In 1928, op het einde van het eerste kwartaal, doet de toestand zich voor als volgt : de algemeene uitvoer bereikt in waarde 91.8 t. h. van den invoer. In 1927, bereikte hij 84 t. h. en, in 1926, 77 t. h.

VI. — *Accijnzen*. — Buiten enkele verminderingen van belasting, waarover wij straks zullen handelen, werd er in 1927 geenerlei grondige wijziging toegebracht aan de wetgeving op de accijnzen en op de bijzondere verbruikstaxes. De opbrengst der accijnsrechten en der bijzondere taxes is verder gestegen. De ontvangsten bereikten 794,938,506 frank, alswanneer de vooruitzichten slechts 754,880,000 frank bedroegen.

De verhooging is dus gestadig : in 1920, 215 millioen; in 1921, 288 millioen; in 1922, 282 millioen; in 1923, 357 millioen; in 1924, 413 millioen; in 1925, 423 millioen; in 1926, 618 millioen; in 1927, 794 millioen.

Op het einde van het eerste kwartaal 1928, bedroegen de ontvangsten reeds 202,814,819 frank, zegge 10 millioen meer dan de begrootingsvooruitzichten.

VII. — *Verminderungen van taxes*. — Om de crisis in de sigarennijverheid te verhelpen, heeft de wet van 29 December 1926 de evenredige verbruiksrechten op sigaren en cigarillos verminderd. Deze rechten, die voor de sigaren een last van 10 tot 20 t. h. en voor de cigarillos 8 tot 18 t. h. van den kleinhandelsprijs beteekenden, werden verminderd tot bedragen die voor beide categoriën overeenstemmen met rechten van 5 tot 10 t. h. Deze vermindering beteekent een verlies aan ontvangsten van 10 millioen.

VIII. — *Vruchtenwijn*. — De veldtocht ten gunste van het vervaardigen van vruchtenwijn, zoowel onder fiscaal opzicht als onder opzicht der benamingen, heeft geleid tot de aanstelling eener Commissie die hare besluiten heeft ingediend. Onze Commissie voor de Financiën hoopt dat de Regeering deze besluiten zal onderzoeken met de bezorgdheid het vervaardigen van wijnen uit inlandsch fruit te begunstigen. Dit vraagstuk is van het hoogste belang niet alleen voor de wijnproducenten, maar ook voor de ooftbouwers die legio zijn, en voor de verbruikers, die alleman zouden kunnen zijn.

IX. — *Luxemburgsche alkohol*. — Tengevolge van de besluiten der Belgisch-Luxemburgsche deskundige Commissie, heeft de Belgische Regeering aan de Groothertogelijke Regeering voorstellen gedaan voor de regeling van het alkoholvraagstuk, dat sedert jaren zooveel nadeel berokkent aan onze financiën. De ervaring van 1927 bewijst zulks eens te meer : de invoer van Luxemburgsche alkohol in België bedroeg verleden jaar ongeveer 900,000 liter 100°; moest dergelijke hoeveelheid bij ons voortgebracht geworden zijn, dan zouden hierop 24,300,000 frank rechten geheven zijn.

Het globaal nadeel kan aldus worden berekend : in 1924 meer dan 5 millioen; in 1925 meer dan 17 millioen; in 1926, ongeveer 23 millioen; in 1927 meer dan 24 millioen; zegge 69,400,000 frank. De Commissie voor de Financiën van den Senaat heeft steeds verzet aangeteekend tegen dezen toestand. Zij hoopt dat men in 1928 eindelijk een bevredigende oplossing zal vinden.

BEHEER DER REGISTRATIE EN DER DOMEINEN.

Het crediet van dit Beheer in de provinciën bedraagt 28,794,100 frank, zegge eene verhooging van 2,773,900 frank.

De verhooging der uitgaven is vooral te wijten aan de aanpassing van het crediet aan het veranderlijk gedeelte der wedden en uitkeeringen uit hoofde van de stijging van het indexcijfer, van de inrichting van het kader der opzieners van de overdrachtstaxe, van de oprichting van twaalf ontvangstkantoren in de Brusselsche agglomeratie, aan de verhooging der terugbetaling aan het Beheer van Posterijen wegens medewerking aan den verkoop van fiscale zegels; sedert 1 Januari 1928, verkoopt dit beheer al de zegels, tot die van 50 frank.

De bijkomende uitgaven, voortvloeiende uit de toepassing van het Koninklijk besluit van 16 December 1927 betreffende de perequatie der wedden, worden geraamd op 4,517,750 frank en zijn in dit bedrag niet begrepen. Hiervoor zullen aanvullende credieten worden aangevraagd.

I. — *Personeel.* — Op 1 Januari 1928, telde het beroepspersoneel 607 eenheden, het hulppersoneel 233 en het tijdelijk personeel 2 eenheden. Bijgevolg juist dezelfde toestand als in 1927.

II. — *Ontvangsten.* — De door dit beheer geïnde belastingen zijn buitengewoon hoog. Deze vermeerdering van ontvangsten is grootendeels te wijten aan de algemeene aanpassing der prijzen tengevolge van de stabilisatie. Anderdeels hebben de bepalingen der wet van 8 Juni 1926, van kracht geworden in den loop van 1926, hare volle uitwerking gehad in 1927.

Ziehier de vergeleken ontvangsten van 1925, 1926 en 1927 :

AANDUIDING DER OPBRENGSTEN.	INNING OVER DE JAREN		
	1925	1926	1927
Registratie en overschrijving	322,981,470	423,100,180	556,944,790
Griffie	3,551,590	5,732,950	5,965,170
Hypotheken, inschrijvingsrecht	5,164,165	5,356,910	7,390,710
Erfenis	142,399,895	170,269,970	333,390,460
Zegel en overdrachtstaxe	699,474,830	1,554,761,760	2,554,063,700
Naturalisatie	40,500	230,850	133,750
Boeten {	5,332,610	5,938,830	7,545,160
	6,703,010	5,066,400	11,188,010
Taxes op de vereenigingen zonder winstbejag .	1,004,890	1,145,470	1,551,660
Zegge te zamen.	1,186,652,960	2,171,603,320	3,478,173,410

III. — De vooruitzichten voor 1928 bedragen 3,223,650,000 frank, zegge 324 miljoen 600,000 frank meer dan de begrootingsvooruitzichten voor 1927.

Zooals men ziet bedragen de ramingen voor 1928, 255 miljoen minder dan de werkelijke ontvangsten van 1927. Als reden hiervan geeft het Beheer aan dat de

begrootingsvooruitzichten werden berekend volgens de ontvangsten der negen eerste maanden van 1927; nochtans heeft het laatste kwartaal veruit meest opgebracht aan rechten van registratie, overschrijving en successies; alleen voor de erfenisrechten werd er in November en December eene buitengewone ontvangst van 92 miljoen geïnd. Er dient eveneens opgemerkt dat er eene ruimte van 100 miljoen werd gelaten tusschen het vermoedelijk bedrag der ontvangsten wegens zegel en overdrachttaxe voor 1927, en de raming voor 1928, met het oog op de in 1928 te verwezenlijken verminderingen van belastingen. Ten slotte heeft het Beheer, gekweld door de mogelijke economische crisis ingevolge de stabilisatie, blijk gegeven van uiterste, wij zouden zelfs graag zeggen overdreven gematigdheid, want ieder jaar doet zich hetzelfde voor.

IV. — De ontvangsten *over het eerste kwartaal* 1928 bereiken 1,008,979,740 frank. Het is een record. Deze ontvangsten bedragen 203,067,240 frank meer dan de begrootingsvooruitzichten, zegge 24 t. h.

Zooals verleden jaar zijn de ontvangsten merklijk hoger voor de registratie en de overschrijving, alsmede voor de erfenisrechten; zij zijn ontzaglijk hoger voor het zegelrecht en de overdrachttaxe.

AANDUIDING DER OPBRENGSTEN.	BEGROOTINGSVOOR- UITZICHTEN.	Ontvangsten van het 1 ^e kwartaal 1928.	Vooruitzichten volgens de ontvangsten van het 1 ^e kwartaal 1928.
Registratie en overschrijving	510,000,000	201,758,990	650,000,000
Griffie	6,000,000	1,614,220	6,000,000
Hypotheken. — Inschrijvingsrecht	6,600,000	2,429,860	9,000,000
Successies	230,000,000	90,894,110	290,000,000
Zegel en overdrachttaxes	2,450,000,000	705,176,395	2,600,000,000
Naturalisatiën	50,000	—	50,000
Boeten {	Belastingen	7,500,000	2,240,720
	Veroordeelingen	12,000,000	3,412,540
Taxe op de vereenigingen zonder winstbejag	1,500,000	1,452,910	1,500,000
Totalen	3,223,650,000	1,008,979,740	3,578,050,000

Voor de *registratie en de overschrijving*, gaan de ontvangsten van het eerste kwartaal 1928 al de vooruitzichten te boven. De oorzaak daarvan moet niet worden gezocht in de bedrijvigheid van de markt in vaste goederen die normaal is; zij is het gevolg van de talloze akten tot verhooging van kapitaal, versmelting of verlenging van vennootschappen .

Voor de *successiën* werd 10 tot 15 t. h. meer ontvangen.

Voor *het zegel en de overdrachttaxe*, een accres van 9 t. h. ondanks de verschillende verlichtingen van de weeldebelasting, de overdrachttaxe en de factuurtaxe. De bijzonderste oorzaken van de toeneming zijn het verscherpen van de controle, de stijging van den prijs van talrijke producten, de verbetering van den economischen toestand van het land, die aanleiding geeft tot meer handelsverrichtingen.

IV. — *Vorderingen op bestuursgebied.* — Sedert een jaar heeft het Bestuur er vooral naar gestreefd de inning te verbeteren van de belastingen ingevoerd bij de wet van 8 Juni 1926 en verschillende ontwerpen van belastingvermindering te onderzoeken en te verwezenlijken. Het heeft ook getracht de taak van den belasting-schuldige te vergemakkelijken en de inningswijze van de zegelrechten te vereenvoudigen; aldus is het voornemens in de groote bank-, nijverheids- of handelsinstellingen het gebruik toe te laten van stempelmachines waarvan de stempels het opplakken en vernietigen van de plakzegels zullen vervangen.

V. — *Verlichtingen.* — Wegens het belang van dit vraagstuk, en namelijk met het oog op de controle door het Parlement, geven wij in Bijlage I de lijst van de verminderingen van belasting sedert 1 Januari 1927.

VI. — *Het inventaris van de onroerende bezittingen.* — Het bijwerken van het inventaris van het *privaat domein* werd geschorst wegens voortgezette te geldemaking.

Sedert begin Maart 1927 tot 31 Maart 1928 heeft het Beheer van Domeinen voor 180,678,000 frank goederen verkocht.

54.8 miljoen komen voort van gesekwestreerde goederen, 96.8 van het gewone domein en 28.9 miljoen van de Koninklijk schenking.

De Staat kan nog goederen te gelde maken voor verscheiden honderden miljoenen.

Hij bezit, weliswaar, eigendommen wier verkoop slechts per loten kan gedaan worden; daartoe behooren de bouwgronden aan de kust, de vroegere militaire gronden te Doornik, te Charleroi, enz.

Andere goederen kunnen lastig verkocht worden, zooals de kazernen en de ont-rimde gevangenissen.

Ten slotte zijn er nog eenige groote gesekwestreerde eigendommen waaromtrent voor sommige onverdeeldheid bestaat en zeer belangrijke domaniale goederen waarvan de overdracht volgens een vast plan zal voortgezet worden.

Het is derhalve niet mogelijk een eindtermijn te bepalen voor de verkooping.

Men voorziet dat in 1928 de verkooping 100 miljoen zullen opbrengen.

PENSIOENEN EN HULPGELDEN.

I. — Het aangevraagd crediet bedraagt 3,931,352 frank, bijgevolg eene verhoging van 1,073,239 frank. Dit is te wijten aan de stijging van het aantal pensioenttrekkenden (300,000 frank), alsook aan de vermeerdering der kosten van beheer en werking der Nationale Kas voor oorlogspensioenen (700,000 frank). Daarbij dienen nog gevoegd aanvullende credieten ten bedrage van 72,475 frank voor de perequatie.

XI. — *Pensioenen.* — Een lid vraagt welke sommen op 31 Maart 1928 verschuldigd waren aan de pensioenttrekkenden en aan de oudstrijders.

Er werd geantwoord dat het aantal pensioenttrekkenden, wier pensioen nog niet kon worden herzien overeenkomstig de wet van 29 Juli 1926, thans 1,289 bedraagt;

het geldt hier bijna uitsluitend leden van het onderwijzend personeel. Het is onmogelijk uit dien hoofde het bedrag vast te stellen van de uitgaven die nog dienen vereffend om de perequatie der pensioenen te voleinden.

Wat het kapitaal betreft, dat nog ingeschreven is in de titels van nationale erkentelijkheid, door de Spaar- en Lijfrentekas afgeleverd aan de oudstrijders krachtens de wet van 10 Augustus 1921, dit kapitaal bedroeg op 31 Maart jongstleden 305,163,000 frank, met inbegrip der op 1 Januari 1928 gekapitaliseerde interesten.

De Commissie keurt het verslag goed met 6 tegen 2 stemmen en stelt den Senaat voor het begrootingsontwerp aan te nemen.

De Verslaggever,
CYR. VAN OVERBERGH.

De Voorzitter,
H. LAFONTAINE.

(27)

BIJLAGE I

BEHEER VAN REGISTRATIE EN DOMEINEN

Tabel der verminderingen van belasting sedert 1 Januari 1927.

	Raming per jaar.
1. Koninklijk besluit van 14 Januari 1927 tot opheffing vanaf 1 Februari 1927 van de bijzondere verblijftaxe op de vreemdelingen, ingesteld bij Koninklijk besluit van 13 Augustus 1926.	250,000
2. Koninklijk besluit van 9 Februari 1927. — Verlaging van 10 op 6 t. h. van de weeldetaxe op de losse stukken en toebehooren der motorvoertuigen en op de herstelling dezer voertuigen.	1,000,000
3. Koninklijk besluit van 14 Juni 1926 en 3 Maart 1927. — Verlaging van 22 op 17 centiemen van het bedrag der forfaitaire taxe op vee en versch vleesch	15,000,000
4. — Verschillende verzachtingen krachtens Koninklijk besluit van 3 Maart 1927, hetzij door verhooging van het belastbaar minimum, hetzij door verlaging van het bedrag van 10 op 6 t. h., hetzij door afvoering van de klasseeringstabel, voor artikelen onderhevig aan weeldetaxe krachtens Koninklijk besluit van 24 September 1926.	2,500,000
5. Koninklijk besluit van 3 Maart 1927 tot opheffing van de overdrachttaxe op den uitvoer van vensterglas, glazen tegels en pannen, en tot verlaging van 4 op 2 t. h. van de uitvoertaxe op de baksteenen en dakpannen, en van 2 op 1 t. h. van de uitvoertaxe op ammoniumsulfaat	4,500,000
6. Koninklijk besluit van 5 April 1927. — Vrijstelling van de factuurtaxe van 2 per duizend op den invoer van goederen ter zee. — Vrijstelling van de taxe van 2 t. h. op het sleepen van zeevervoer	3,000,000
7. Wet van 11 April 1927. — Vrijstelling voor het tijdperk van 1 Januari 1926 tot 31 December 1930 van de jaarlijksche taxe op de ter beurs genoteerde titels, voor de aandelen en obligaties van vennootschappen die vóór 1 Maart 1917 werden gesticht en haar bedrijven in Rusland hebben	750,000
8. Koninklijk besluit van 28 Mei 1927. — Vestiging eener forfaitaire taxe van 3 t. h. op koffie en sommige peulvruchten, en van 2 t. h. op gekristalliseerde of geraffineerde suiker, wat een verzachting is voor deze voedingsstoffen	4,000,000
9. Koninklijk besluit van 14 Juni 1927. — Verlaging van 4 op 2 t. h. van de taxe op den aankoop van metaalafval, afval uit de weverijen, enz., door industrieelen in het land gevestigd, en opheffing van de overdrachttaxe van 1 t. h. op den uitvoer van cement	10,000,000
10. Wet van 23 Juli 1927 tot verlaging met twee derden van de registratie- en overschrijvingsrechten op de akten van versmelting van vennootschappen. (Voor memorie.)	
11. Koninklijk besluit van 16 November 1927. — Vestiging eener forfaitaire taxe van 3 of 2 t. h. op de meeste koloniale waren en voedingsstoffen nog niet aan het forfaitair stelsel onderhevig, wat een verzachting voor deze waren beteekent	30,000,000
12. Koninklijk besluit van 24 December 1927 :	
1 ^o Afschaffing van de overdrachttaxe van 1 t. h. op den uitvoer van kolen, briketten en cokes.	7,000,000
2 ^o Vestiging eener forfaitaire taxe van 2 t. h. op de overdrachten van afval uit de weverijen	1,000,000

Raming per jaar.

13. Koninklijk besluit van 14 Februari 1928 tot opheffing van de overdracht-taxe op den uitvoer van witloof en druiven. 1,650,000

14. Verschillende bestuursmaatregelen ter uitvoering van de artikelen 23, 20 en 37 van het Wetboek der met zegel gelijkgestelde taxes :

A. Toepassing van artikel 23, 20, van dit Wetboek. — Machtiging verleend door het Bestuur om in het land, met vrijstelling van overdracht-taxe of mits betaling van een verminderde taxe, koopwaren aan te koopen voor den uitvoer bestemd :

Vensterglas (geen taxe)	1,000,000
Weefstoffen (geen taxe)	3,500,000
Kanten (taxe op 1 t. h. verlaagd)	500,000
Levende planten (geen taxe)	500,000
Enz., enz.	

B. Toepassing van artikel 37 van dit Wetboek. — Machtiging tot invoer, vrij van taxe of mits verlaagde taxe, van koopwaren voor het verwerken van uitgevoerde producten :

Rubber voor het maken van luchtbanden (taxe verlaagd van 2 op 0 t. h.) .	1,000,000
Mais voor het vervaardigen van meel, glucose en stijfsel (verlaging van van 4 op 2 t. h.)	1,500,000
Oliehoudende zaden voor het vervaardigen van olie voor den uitvoer (aanschaffing van de taxe van 2 t. h.)	2,000,000
Brutto suiker en gekristalliseerde poedersuiker, ingevoerd voor raffinering en wederuitvoer (aanschaffing van de taxe van 2 t. h.)	600,000
Ingevoerde tabak voor de vervaardiging van sigaren en sigaretten (verlaging van 4 op 2 t. h.)	200,000
Ingevoerde stukken voor den automobiellbouw, niet inbegrepen de banden (verlaging van 2 op 1 t. h.)	700,000
Niet ijzerhoudend erts (verlaging van 1 op 0.50 t. h.)	4,500,000
Graan voor meelvervaardiging voor het buitenland (verlaging van 1 op 0.50 t. h.)	300,000

Totaal, fr. 96,950,000
=====

B. — In het vooruitzicht gestelde vermindering.

Vestiging eener forfaitaire taxe op ijzer fr.	2,500,000
---	-----------

BIJLAGE II

DAWES-PLAN

EERSTE VRAAG. — Welke zijn vanaf het begin, per jaar en tot einde 1927 — sedert het Dawes-plan — de Deutsche leveringen in natura (hoeveelheid en waarden en vooral in steenkolen).

ANTWOORD. — In antwoord daarop heeft de Regeering volgende tabel medegedeeld :

Waarde der Duitsche leveringen in natura sedert de toepassing van het Dawes-plan.

	1924	1925	1926	1927	TOTAL
Steenkool, coke en bruinkool	13,942,324.05	47,374,187.88	29,181,630.44	15,163,295.61	105,661,497.98
Onderprodukten van steenkool	—	693,010.11	2,039,933.97	120,173.62	2,853,117.70
Vervoer van steenkool, coke en bruinkool	3,483,261.09	12,555,142.00	7,896,900.18	—	23,935,303.27
Scheikundige meststoffen	292,371.90	6,629.21	1,982,716.41	10,201,031.45	12,482,808.97
Kleurstoffen en scheikundige produkten	2,853,865.30	2,254,576.36	5,158,702.60	4,334,524.70	14,601,668.96
Herstelling van de bibliotheek te Leuven	298,377.71	2,899,051.74	—	—	3,197,429.45
Hout	—	1,411,268.69	5,218,103.01	1,077,076.48	7,706,448.18
Binnenscheepvaart	—	645,738.90	—	—	645,738.90
Verscheiden	230,728.66	13,924,854.96	35,007,024.11	32,659,109.20	81,821,716.93
	21,100,928.71	81,764,459.85	86,485,130.72	63,555,211.96	252,905,730.34
	=====	=====	=====	=====	=====

(29)

[N° 127.]

Het ware zeer moeilijk de hoeveelheden aan te geven, wegens de verscheidenheid der gedane leveringen, behalve wat betreft de steenkool waarvan België ontvangen heeft :

In 1924 (vier laatste maanden)	1,248,327 ton.
In 1925	2,902,907 »
In 1926	2,056,784 »

TWEDE VRAAG. — Wat heeft het Dawes-plan per jaar en in het geheel aan België geleverd tot einde 1927? Wat heeft België, daarbij vergeleken, gedurende denzelfden tijd betaald aan zijn oorlogsschuldeischers (binnenland en buitenland)?

ANTWOORD : 1^o *Huidige opbrengst van het Dawes-plan.* — Onderstaande tabel vermeldt het bedrag waarvan de inschrijving op het debet van België aangeteekend stond in de boeken van de Commissie van Herstel bij het sluiten van de jaren 1924, 1925, 1926 en 1927, onder den titel der rekeningen van vóór en van na 1 September 1924, datum van de inwerkingtreding van het Dawes-plan.

INSCHRIJVINGEN op het debet van België	REKENINGEN		TOTAAL
	van vóór 1 September 1924	van na 1 September 1924	
	Goud-mark	Goud-mark	Goud-mark
31 December 1924. . .	1,717,647,148 58	37,361,549 67	1,755,008,698 25
31 — 1925. . .	2,242,481,666 31	128,287,662 07	2,370,769,328 38
31 — 1926. . .	2,251,496,802 21	226,881,413 21	2,478,378,215 42
31 — 1927. . .	2,251,962,573 03	311,208,195 67	2,562,900,768 70

Deze bedragen behelzen alles wat België op alle mogelijk gebied heeft ontvangen : hoofdsom voor het bezettingsleger, Belgische schuld, restituties, herstellingen, enz.

Om een raming mogelijk te maken van hun waarde in Belgische franken, is het nuttig te herhalen dat een goud-mark waard was : in 1920, fr. 3-28; in 1921, fr. 3-20; in 1922, fr. 3-14; in 1923, fr. 3-96; in 1924, fr. 5-20; in 1925, fr. 5-02; in 1926, fr. 7-61; in 1927, fr. 8-55.

2^o *Uitgaven wegens herstel sedert de toepassing van het Dawes-plan.* — De uitgaven wegens herstel gedaan door België sedert de toepassing van het Dawes-plan (1 September 1924) tot 31 December 1927, bedragen per dienstjaar de volgende sommen :

a) Uitgaven door het Verdrag van Versailles aangenomen :

Dienstjaar 1924 (van 1 September 1924 tot 31 December 1924) fr.	1,104,488,000
— 1925	5,272,637,000
— 1926	2,422,244,000
— 1927 (tot 31 December 1927)	2,186,911,000
Totaal. . fr.	10,986,280,000

b) Uitgaven niet aangenomen door het Verdrag van Versailles (lasten van interesten uit hoofde van het overnemen der marken) :

Dienstjaar 1924 (vier maanden) fr.	46,406,000
— 1925	141,719,000
— 1926	155,448,000
— 1927 (tot 31 December 1927)	323,448,000
Totaal. . fr.	676,021,000

Globaal bedrag. fr. 11,662,301,000

=====

Deze sommen behelzen de schade aan personen, aan goederen, aan 's Lands domein, de financiële schade van de gemeenten door den Staat overgenomen, de lasten wegens interesten van de interprovinciale schuld (oorlogsbijdragen), de interesten betaald op titels op naam van de oorlogsschade, de annuïteiten aan de Regeering der Vereenigde Staten uitgekeerd voor terugbetaling van

de schulden gedurende den oorlog aangegaan, de lasten wegens interesten van de leeningen aangegaan om de uitgaven voor herstel te dekken, de pensioenen door den oorlog ontstaan.

Het is eigenlijk zeer moeilijk tegenover de uitgaven de overeenstemmende ontvangsten voor herstel te plaatsen : de begrootingsrekeningen hebben de stortingen slechts opgeteekend naarmate de aan België overgemaakte deviezen benuttigd werden. Er is derhalve geen gelijktijdigheid tusschen de toevoeging aan de Begrooting en de inschrijving der stortingen op het debet van België in de boeken van de Commissie voor Herstel.

Met inachtneming van de gegevens over de opbrengst van het Dawes-plan, waarover het antwoord op de eerste vraag handelde, komt men tot den volgende zuiver theoretischen uitslag :

1^o Inschrijvingen op het debet van België na 1 September 1924 :

				(1)
In 1924	Goud-m.	37,362,000 = Belg. fr.	194,282,000	(k. 5.20)
In 1925	»	90,926,000	» 456,449,000	(k. 5.02)
In 1926	»	98,593,000	» 750,293,000	(k. 7.61)
In 1927	»	84,327,000	» 720,996,000	(k. 8.55)
		Goud-m. 311,208,000 = Belg. fr.	2,122,020,000	
		=====	=====	

2^o Inschrijvingen op het debet van België na 1 September 1924, doch die rekeningen behelzen van vóór dien datum :

				(2)
In 1925	Goud-m.	524,834,000 = Belg. fr.	2,634,667,000	(k. 5.02)
In 1926	»	9,015,000	» 68,604,000	(k. 7.61)
In 1927	»	196,000	» 1,675,000	(k. 8.55)
		Goud-m. 534,045,000 = Belg. fr.	2,704,946,000	
		=====	=====	
Samen.	Goud-m.	845,253,000 = Belg. fr.	4,826,966,000	
		=====	=====	

* * *

DERDE VRAAG, door een lid gesteld. — Welke inkomsten verwachten wij in de toekomst van de uitvoering van het Dawes-plan? Welke zijn onze verbintenissen daartegenover?

ANTWOORD. — Het is onmogelijk in dit opzicht de toekomst vooruit te zien.

(1) Gemiddelde koers van de goud-mark gedurende het jaar; komt niet overeen, zooals hooger aangetoond, met den koers der gedane omzettingen.

(2) Dit bedrag bevat namelijk de uitslagen van de Ruhr-bezetting : G.-mark 458,598,293-95, bijna voluit getrokken vóór 1 September 1924, doch door de Commissie voor Herstel na de toepassing van het Dawes-plan in rekening gebracht; zulks toont duidelijk aan hoe moeilijk het is de ontvangsten en uitgaven voor herstel gedurende een beperkten termijn te vergelijken.

BIJLAGE III

Bedrijvigheid van het Comité der Schatkist.

Op eene vraag van de Commissie, heeft de Regeering geantwoord als volgt :

In den loop van het dienstjaar 1927, heeft het Comité der Schatkist zich verder gekweten van de taak welke bij koninklijk besluit van 26 Juni 1926 aan hetzelfde werd opgedragen.

De voorzorgen van het Comité waren vooral merkbaar in den loop van dit dienstjaar, daar de onderscheiden besturen in hunne ontwerpen of voorstellen hebben rekening gehouden met de opmerkingen en richtsnoeren van het Comité.

In zake werken en benodigdheden, bedroegen de vermeden uitgaven meer dan 5 miljoen en de geweigerde toelagen ongeveer 300,000 frank.

Het Comité heeft er voor gewaakt dat de grendelwet streng worde nageleefd. Op gebied van bevorderingen en benoemingen van Staatspersoneel werd de actie van het Comité nog versterkt door het Koninklijk besluit van 16 December 1927, waarbij de algemeene kaders der hoofdbesturen van de ministerieele departementen worden vastgesteld, alsmede door het Koninklijk besluit van 7 April 1928, waarbij het Comité werd gelast advies uit te brengen over de afwijkingen van de bepalingen betreffende de beschikbaarstelling der ambtenaren en bedienden van den Staat.

Het Comité heeft zijne volle aandacht gewijd aan de administratieve hervorming. Onderstaande verslagen van de Commissie, belast met de studie van de werkwijze der Staatsdiensten, werden onderzocht en de meeste der voorgestelde besluiten werden aangenomen. De aldus verwezenlijkte bezuiniging is vrij aanzienlijk; het is echter niet mogelijk het juiste bedrag derzelve te bepalen.

Departement.	VOORWERP DER VERSLAGEN.	Bezuiniging.
Financiën.	Toezicht over de uitgaven der Staatsbesturen. De begroting van 1929 zal worden verbeterd	Onbepaald.
	Aanleggen van verwarming in het Ministerie van Financiën. Maatregelen werden getroffen om de kolen, bestemd voor de twee stelsels verwarming, afzonderlijk op te slaan	Onbepaald.
Landbouw.	Laboratoria voor ontleedkunde, van den Staat. — Ontwerp van een enkel laboratorium dat al de Staatsdiensten groepeerd	Onbepaald.
Landsverdediging.	Kolenperk. Koffiebranderij. Vrieskamers :	
	Verkoop van drie laadmachines van het kolenperk	16,200
	Verkoop van twee overlaadmachines van het kolenperk	10,000
	Grond der koffiebranderij. — Verkoop	600,000
	Werkhuis der koffiebranderij. — Verkoop	20,000
	Militaire fabrieken en bakkerijen. Voeder. Uitrusting. Beddegoed. — Maatregelen getroffen om de getalsterkte der werklieden, die 374 eenheden meer bedraagt dan de organieke getalsterkte, tot een normalen toestand terug te brengen	Onbepaald.

Departement.	VOORWERP DER VERSLAGEN.	Bezuiniging.
Landsverdediging.	Verwarmingstoestellen van het Ministerie. — De stoomketels werden nagezien	Onbepaald.
	Koninklijke kanonnengieterij. — Herziening der loonroosters en onderzoek van de inkrimping van het aantal verlofdagen. Vermindering van het tijdperk der afwezigheid wegens ziekte, gedurende hetwelk de wedde ten volle wordt uitbetaald.	Onbepaald.
	Militaire maalterij :	
	Aanleggen van electrische drijfkracht in de militaire maalterij en bakkerij te Antwerpen, en verbruik van beterkooppe steenkool	360,000
	Maatregelen getroffen met het oog op de afdanking der boventallige werklieden.	Onbepaald.
	Militaire bakkerijen :	
	Verkoop van een stoommachine te Luik.	18,500
	Maatregelen getroffen om de afdanking der burgerlijke werklieden te bespoedigen en ze door soldaten te vervangen.	Onbepaald.
	Aanwenden van electrische drijfkracht te Antwerpen en te Namen	Onbepaald.
Spoorwegen.	Inlichtingsbureel voor openbare aanbestedingen. — Vermindering van het personeel tot 5 eenheden . .	123,000
	Afschaffing van sommige brievenbestellingen in gemeenten van minder belang. — Bezuiniging verwezenlijkt sedert 1 Januari 1920	1,750,000
	Taxe op de posten van draadloze telegrafie. — Het bestuur zal de noodige maatregelen treffen om een einde te stellen aan het bedrog en aldus de inkomsten te verhoogen	Onbepaald.
Kunsten en Wetenschappen.	Koninklijke Academie van Wetenschappen, Letteren en Schoone Kunsten. — Vermindering van het personeel	Onbepaald.
	Ingevolge deze beslissing heeft het Comité het toekennen van bijzondere vergoedingen aan het personeel kunnen weigeren	3,800
	Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen. — Afschaffing van het ambt van toegevoegd secretaris, en vermindering van het crediet voor materieel	13,000
	Domein van Gaesbeek. — Vervanging van den conservator door een bediende van lageren graad . . .	Onbepaald.

Departement.	VOORWERP DER VERSLAGEN.	Bezuiniging.
Kolonien.	Belgisch historisch instituut te Rome. — Ontruiming van een gedeelte der lokalen, die aanleiding heeft gegeven tot eene vermindering van huurprijs van 8,064 lira's	15,400
	Chineesch Paviljoen en Japaansche Toren. — Aangenomen herinrichting	Onbepaald.
	Museum van natuurlijke historie. — Vermindering van het lager personeel. Andere wenschen ter studie.	Onbepaald.
	Koninklijk Museum van Schoone Kunsten van België. — Vermindering van het personeel	Onbepaald.
	Museum van Belgisch-Congo. — Nieuw onderzoek der vervanging van een ambtenaar.	Onbepaald.
	Koloniale School. — Afschaffing van een plaats van schoonmaakster	Onbepaald.
	Koloniale Tuin. — Vervanging van de tuiniers-ambtenaars door loontrekkenden	Onbepaald.

Behalve deze vraagstukken heeft het Comité uit eigen beweging de volgende hervormingen verwezenlijkt :

Departement.	VOORWERP DER VERSLAGEN.	Bezuiniging.
Openbare Werken.	Dienst der automobielen van het Departement. — Verminderingen van personeel en materieel	110,000
Financiën.	Het totnogtoe niet verwezenlijkte overmaken van de bergplaats aan het Beheer der Domeinen zal aanleiding geven tot eene nog merkelijker bezuiniging.	
	Samenwerking tusschen eensdeels al de centrale en de plaatselijke diensten, en anderdeels de private ondernemingen van watervoorziening, gas en electriciteit, ten einde eene volledige ordening der aan de Staatsbanen uit te voeren werken te verzekeren .	Onbepaald.
	Toezenen door het hoofdbestuur aan de buitendiensten van het gedrukt dienstmateriaal. — Verworpen, daar de maatregel moet aanleiding geven tot het oprichten van een gebouw van	850,000
	Centralisatie der gewestelijke diensten van de registratie der Brusselsche agglomeratie	Onbepaald.
	Meubelbergplaats van den Staat. — De verrichtingen tijdens het jaar 1927 hebben eene geldverschietsing doen vermijden van ongeveer	500,000

Departement.	VOORWERP DER VERSLAGEN.	Bezuiniging.
Landbouw.	Dienst voor land- en tuinbouwinlichtingen te Londen .	135,000
	Dienst der Verwoeste Gewesten. — Op herhaald aandringen van het Comitéit werd de afdanking van bijna heel het personeel bespoedigd	Onbepaald.
Landsverdediging.	In den loop van het onderzoek betreffende de werking der militaire maalderij, heeft het Comitéit het initiatief genomen een nieuw stelsel van graanaankoop voor te stellen, dat toelaat eene bezuiniging van 9 frank per 100 kilogram te verwezenlijken. Het Departement heeft zich dus gewend tot een makelaar van den vrijhandel. Hieruit volgt dat de inschrijvers op de aanbestedingen onmiddellijk prijzen hebben geboden die soms lager waren dan die van de makelaars. De bezuiniging is dus merkelyk en kan jaarlijks geraamd worden op	800,000
	Anderdeels zal de maatregel worden toegepast op de leveringen voor de ruitery	Onbepaald.
Kunsten en Wetenschappen.	Koninklijk Museum van Schoone Kunsten te Antwerpen. — De aard der opmerkingen van de Commissie belast met de studie van de werking der Staatsdiensten heeft het Comitéit er toe gebracht aan den Minister van Kunsten en Wetenschappen voor te stellen het beheer van al de instellingen, welke het land bekostigt, te onderwerpen aan de regels der rekenplichtigheid van den Staat. Dit voorstel werd aangenomen vanaf 1 Januari 1928 . . .	Onbepaald.
	Afschaffing der secretarissen-penningmeesters van de athenea en de middelbare scholen	800,000

In den loop van het dienstjaar 1928, zal het Comitéit der Schatkist niet afwijken van de aangenomen gedragslijn om de verwezenlijkte hervormingen te handhaven, de misbruiken te keer te gaan, welke het mocht ontdekken, en aldus de algemeene kosten van het Staatsbestuur in te krimpen.

BIJLAGE IV

Bedrijvigheid der Commissie voor de Bezuinigingen.

Op eene vraag van de Commissie, heeft de Regeering geantwoordt als volgt :

De Commissie belast met de studie der werking van de administratieve diensten van den Staat heeft hare onderzoekingen voortgezet in denzelfden geest als tijdens de vorige jaren en met behulp van de ambtenaren door den Eersten Minister te harer beschikking gesteld. Deze werkzaamheden werden uiteengezet in zeven en dertig verslagen tijdens het afgelopen jaar aan de Regeering overgemaakt. Zij heeft een zeker aantal vraagstukken van algemeenen of bijzonderen aard behandeld in nota's tot den Eersten Minister gericht.

Hier volgt de lijst dezer verslagen en nota's.

BIJLAGE A.

Koninklijk Museum van Schoone Kunsten van België. — Vermindering van personeel en van sommige uitgaven.

Wenken met het oog op de vermeerdering der ontvangsten.

Observatorium en Weerkundig Instituut. — Verscheidene wenken. — Vermindering van personeel.

Museum van Natuurlijke Historie. — Verscheidene wenken. — Koninklijke Commissie voor de monumenten en de landschappen. — Bezuinigingen.

Koninklijk Museum van Schoone Kunsten te Antwerpen. — Onderscheidene wenken.

Chineesch Paviljoen en Japansche Toren. — Sluiting 's Winters.

Domein van Gaesbeek. — Vermindering van personeel en van het begrootingscrediet.

Belgisch historisch Instituut te Rome. — Bezuinigingen.

Koninklijke Musea van het Jubelpark. — Vermindering van personeel en van sommige uitgaven. — Wenken betreffende de ontvangsten.

Provinciale gouvernementen en arrondissementscommissariaten :

Provinciale gouvernementen. — Herziening der kaders. — Afschaffing der besturen. — Vermindering van het aantal afdelingen en bureelen. — Herziening van het barema der wedden. — Inrichting van een toezichtsdienst.

Arrondissementscommissariaten. — Vermindering van het aantal commissariaten en van hun personeel.

Dienst der pensioenen bij het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen. — Herinrichting. — Vermindering van het personeel.

De gevangenen. — Afschaffing van kleine gevangenen. — Verhooging van de werkopbrengst. — Verschillende voorstellen.

Museum van Belgisch-Congo. — Koloniale school. — School voor tropische geneeskunde. — Koloniale tuin. — Verschillende voorstellen.

Dienst van Waters en Bosschen. — Vermindering van het aantal perceelen. — Decentralisatie. — Verschillende voorstellen.

Exploitatie van de buurtlijn Bergen-Boussu. — Onderzoek van den bedrijfstoestand.

Kruidtuin. — Verschillende voorstellen betreffende de inrichtingen het personeel.

Dienst der boekhouding bij het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen. — Kader van het personeel.

Inrichtingen voor Kinderbescherming. — Vermindering van het personeel. — Gebeurlijke afschaffing van de instellingen te Moll (Centrum) en te Brugge. — Bezuinigingen. — Voorstellen betreffende de opbrengst van den arbeid.

Hoeven gehecht aan de opleidingsinstellingen voor jongens. — Vermindering van deze exploitaties op een dertigtal hectaren.

Beheer van het kadaster. — Volledige hervorming. — Scheiding van het technisch werk en de fiscale diensten. — Zelfstandigheid van het kadaster. — Verschillende voorstellen.

Diensten afhangende van het Ministerie van Landbouw (1^e en 2^e algemeene besturen).

Gezondheidspolitie der huisdieren. — Vermindering van het aantal opzieners-veeartsen.

Dienst voor kweek en verbetering van de huisdierenrassen.

Dienst van de Staatslandbouwkundigen. — Vermindering van het personeel.

Ontginning van braakland. — Toelagen. — Provinciale landbouwkamers. — Verschillende voorstellen.

Internationaal Instituut te Rome. — Opheffing van de bestendige afvaardiging.

Algemeen Rijksarchief. — Inrichting van het overbrengen van het archief door de Openbare Besturen. — Maatregelen betreffende de bewaring van het archief van het Nationaal Comité. — Ruimere bevoegdheid van den algemeenen rijksarchivaris. — Bezuiniging. — Verschillende voorstellen.

Staatsuniversiteiten. — Inrichting van een zelfstandig stoffelijk beheer. — Eenmaking van de ekenplichtigheid. — Verschillende voorstellen betreffende onder meer de bezoldiging van de professoren, de bibliotheken, de gebouwen, de verwarming.

f Vriesinrichtingen van den Staat. — Tweede verslag. — Voorloopige maatregelen en maatregelen om de vereffening te bespoedigen.

Dienst van den middenstand. — Afschaffing of in bijkomende orde herziening van het kader. — Onderzoek van den weerslag in bestuursopzicht van de nieuwe ontwerpen op het kader.

Buitendiensten van den Dienst van Bruggen en Wegen. — Volledige herinrichting.

Dienst voor de Staatsgebouwen. — Samenstelling van een enkel bestuur. — Inrichting. — Verschillende voorstellen.

Nationale Maatschappij voor Goedkoope Woningen (tweede verslag). — Bevestiging van de besluiten van het eerste verslag. — Verschillende voorstellen. — Bezuiniging.

Werkhuizen van de genie voor zeevaart te Oostende. — Afschaffing. — Overgangsmaatregelen. — Voorstellen betreffende het normale onderhoud der schepen.

Boekhouding der landbouwexploitaties afhangende van het Ministerie van Justitie.

Toldienst. — Algemeene studie van den dienst. — Hervormingen. — Vereenvoudiging. — Verschillende voorstellen.

Nationaal lijfrentefonds voor mijnwerkers. — Inrichting van een toezicht op de begroting. — Opmerkingen.

Koninklijke Conservatoria :

Koninklijk Conservatorium te Brussel.

Koninklijk Conservatorium te Luik .

Koninklijk Conservatorium te Gent.

Koninklijk Vlaamsch Conservatorium te Antwerpen.

BIJLAGE B.

De provinciale financiën in verband met de Staatsfinanciën.

Financieele tusschenkomst van den Staat, de provincie en de gemeente in dezelfde werken, instellingen of organismen.

Vereffeningsdienst van het Nationaal Comité.

Gezondheidsdienst van de Schelde te Doel.

Inkrimping van het personeel in de bestuursdiensten.

Maatregelen tot vaststelling van de kaders der buitendiensten.

Respectieve bevoegdheid van het Beheer der Posterijen en van sommige fiscale besturen.

Mogelijke versmelting van het Beheer der Douanen en Accijnzen met dit der belastingen.

Aanleg van de verwarming in het Ministerie van Spoorwegen.

Aanleg van de verwarming in het Ministerie van Justitie.

Aanleg van de verwarming in het Ministerie van Nijverheid en Arbeid.